

PROSPER

23

pour la maîtrise de leurs usages par les usagers

DISTRIBUTISME/USOLOGIE/ACCÈS

*Encore un peu de crédit, Monsieur le Bourreau !
La dette à vie ou*

...abolir l'usage de l'argent ?

*une économie
fondée sur les ressources*

application aux

banques

Distributisme (économie sans profits monétaires) :

La guerre du budget

La société étranglée par les budgets monétaires

Libérer la vocation des banques

donner accès aux ressources *sans* l'entremise du crédit

Usologie (« penser usages »)

La méthode « u »

De quoi « choses » ou « pensées » font-elles usage ?

Dans quel environnement d'usages ?

Accès

L'accès aux ressources

Libérer l'expérience de la monnaie
et du majoritarisme

Pas gêné du tout...

Toute la gauche de la gauche est là, rivale et alliée.
Une jeune Grecque et un monsieur Espagnol, témoignent
de la résistance aux mesures destinées à réduire la dette publique.
En Grèce, la première grosse descente dans la rue s'est mal terminée.
En Catalogne, ça promet d'être plus dur encore.

Sur le front des luttes locales, les salariés en grève d'un hôpital voisin,
visé par une restructuration, expliquent pourquoi l'organisation
des nouveaux conglomérats d'entreprises interdit aux responsables locaux de réagir
personnellement aux demandes : ils doivent commencer par en avertir
des hiérarchies lointaines, elles-mêmes asservies à des actionnaires susceptibles.
Adieu le salaud-de-patron avec qui on pouvait malgré tout discuter.
Toute décision de grève engage donc des durées bien plus longues.
Vous voulez lancer une grève ? Alors soyez riche. Sinon attendez. Quoi ?
Que la dégradation soit suffisante pour déclencher la grève générale ? Disent pas.

La brochette d'intervenants prêche à des convaincus dans des termes convenus.
Elle rappelle les conditions de navigation des prochaines élections
législatives et présidentielles, entre Charybde UMP et Scylla PS.
Pour infléchir le programme libéral du PS,
la gauche de la gauche doit donc représenter « une force ».
Ah ! Bien dit ! Mais quel autre programme, quelle nouvelle idée
la force ici présente a-t-elle ? J'ai des doutes.
Arrive l'écolo nouvelle génération. Pas Vert, attention.
Il prend les choses par un autre bout. Il prêche pour le Revenu d'Existence.
En prime, il montre la nécessité de « faire la décroissance ».
La perspective de faire décroître la consommation n'a rien de tragique !
Il va même disant que le chômage permet à beaucoup, déjà, quelle chance !
d'expérimenter qu'ils peuvent vivre heureux en dépensant moins.

S'ils suivent sa logique les grévistes qui viennent de faire la quête
devraient donc jeter au caniveau ce qu'ils ont récolté.
Loin de nous cet argent qui nous maintient dans la dévotion à des besoins ridicules !
Dans nombre de quartiers bien de chez nous, en Afrique, en Nord Amérique
et Sud aussi, est-ce qu'on ne fête pas déjà résolument l'avenir en dansant de joie
parce qu'on sait le bonheur que c'est de dépenser toujours moins ?
Et son Revenu d'Existence ? Il le finance comment ?
Sur le budget de l'Etat ? Et si celui-ci va décroissant ?

Ils en pensent quoi, les derniers qui parlent ? Pensent rien. Ils n'ont pas écouté.
Ils ont les pieds sur terre et le ton monte : les restrictions qui s'annoncent ?
Elles ne seront « justes » qu'à condition que ceux qui décident d'équilibrer
le budget soient les premiers à se restreindre.
Bravo, bien dit, la salle est ravie.
Supposons. Les privilégiés sacrifient leurs priviléges.
Leur bon exemple les autorise à s'incruster. Et s'ils s'en vont ?
Ceux qui causent à la tribune les remplacent. Qu'est-ce qu'ils font ?
Ils essaient d'abonder plus largement les rentrées et réduire les dépenses.
Ils reprennent à nouveaux frais sociaux et écologiques
une guerre dont on ne dit pas le nom et qui commande toutes les autres :

La guerre du budget



La guerre économique... Ne dites plus !
Même si ça peut aider à comprendre l'obligation que toutes les entreprises ont de tenir leur rang (« de se tailler des parts de marché ») dans la concurrence universelle en faisant des profits monétaires. Descendez d'un cran. Revenez à la base la plus plate. Donc... ?

Comment faire sans argent ? Oui ! Mais quand vous en avez, qu'est-ce qu'il faut encore ?

Un budget en équilibre ! L'actualité vous a soufflé la réponse. Vous trichez, mais passons.

Un budget, tenu sous forme monétaire.

La précision importe, car des budgets on peut en tenir sous d'autres formes.

La vie animale par exemple se traduit par un solde positif des entrées et sorties alimentaires ou énergétiques.

La nature a doté les bêtes de griffes et dents pour manger et se reproduire. Les hommes n'en sont plus là ! Il ont inventé les sous.

C'est ça la civilisation. Elle les a rendus bêtes au point de ne plus réfléchir à l'obligation qui leur est faite de tout devoir payer pour « vivre ». De ne plus savoir que, pour se libérer des contraintes du manger-boire-dormir, simplifier les tâches, faciliter les échanges, faire du beau, du bien, du bon, des recherches, ils doivent commencer à penser s'ils ont ou auront les sous, et comment équilibrer les colonnes « entrées » et « sorties ».

Entrées et sorties d'argent.

Que la vie célibataire, familiale, communale, la vie d'une entreprise, d'une banque, de l'Etat, de la recherche, tiennent à un solde positif entre les entrées et les sorties - d'*argent* - nous semble normal, même si ce n'est pas drôle tous les jours. Quand le solde devient négatif ou risque de le devenir, réduire les dépenses passe donc pour absolument logique.

Dans la « période » de crise que nous « traversons » - vocabulaire qui anticipe déjà les prochaines crises ! - nous sentons bien pourtant que quelque chose ne va pas, que nous n'arrivons pas à formuler. Tellement c'est - *gros*.

Car les denrées de base sont là. Les travailleurs sont là. Les compétences sont là. L'appareil de production est intact. Tout ça ne demande qu'à produire. Les hôpitaux sont là. Les écoles sont là. J'en passe. Tout est bien là, et puis tout à coup ? Accès barré. Adieu « l'emploi ». Usines et diplômes en jachère. Allocations de secours suspendues. Education, médecine au rabais. Retraites...

Qu'est-ce qui tout à coup empêche ?

*Quand tout ou presque se compte en argent et dépend de l'argent
qui tantôt donne accès aux ressources et aux fruits du travail,
tantôt en interdit l'accès, l'argent partout fait problème.
Un problème qu'on ne peut sérieusement résoudre
qu'en abolissant son usage.*

Ce qui empêche, c'est la logique de budgets liés à la monétisation de toute chose (qui leur affecte un prix) et de la monétarisation du monde (où tout comptage est lié à une forme de spéculation monétaire¹). C'est la mécanique d'un usage, celui de l'argent, mesure de l'homme comme du reste, l'argent dont l'indispensable « mètre » a une longueur variable, et ceci non par accident mais *par construction*².

A la maîtrise de sa variabilité tout le monde s'emploie, pour la fixer dans des limites dites raisonnables, pour ne pas tomber, sombrer, chuter, dans l'inflation ou la déflation, et, puisqu'on ne peut l'empêcher de varier, pour spéculer sur les différences de prix, aussi bien le prix des produits et services que celui... de l'argent.

Car l'argent a lui-même un prix, calculé sur la confiance qu'on peut avoir en lui dans le bassin économique qui se sert de cet argent-là. Il suffit que dans tel bassin les prix s'envolent pour que sa monnaie se dévalue. Ou que la part des dettes dans le budget de l'Etat, la colonne des sorties dépasse celle des rentrées, d'une hauteur au-delà de laquelle la différence, jusqu'alors bravement comblée par des emprunts de M. l'Etat, devient trop grande. La bravoure change alors de camp : elle passe du côté de ceux qui prêtent, qui vont, les pauvres, au sacrifice, rien moins.

Circonstance aggravante, quand l'Etat au bord de la faillite fait partie de la famille. C'est le cas des vilaines Grèce, Irlande, méchants Portugal et Espagne, dont les agences de notation s'avisen tout à coup qu'elles vivaient bien au-dessus de leurs moyens, leurs moyens budgétaires, attention ! - et qu'elles brisent la confiance que les investisseurs ont dans les autres Européens. Priées de mettre leur budget en équilibre, ces nations, ces peuples, réduiront donc les dépenses, en commençant par l'accès aux soins, l'éducation, la couverture des retraites ou du chômage, bref : tout ce qui a trait au service public.

Pourquoi ces dépenses-là sont-elles les premières visées ? Au motif, rarement cité, que le budget de l'Etat est abondé par les affaires que font les entrepreneurs. Parce qu'on « oublie » qu'en régime capitaliste, les entreprises tirent le char de l'Etat et qu'il les pompe pour faire du public et du social. Et que la prise en charge par l'Etat de la formation des travailleurs, de leur santé, des logements bon marché, des gardes d'enfants, des aides compensatrices et de paix publique, tout ça par l'Etat et non plus par le patronat, comme autrefois, dans des cités comme celles de Godin, Meunier, les Charbonnages, tout ça se fit, dès avant 1914, par de l'*externalisation* avant la lettre.

Quand les affaires couraient, quand on pouvait sans scrupules piller les ressources des Colonies, tout allait - *mieux...* Mais quand les affaires piétinent sur des marchés de plus en plus aléatoires ? Les rentrées se tarissent et, pour l'entrepreneur en tout premier rang, la proportion des taxes et impôts prend trop de place dans sa colonne débit comme certaines dépenses dans celle de l'Etat.

¹ La crainte de manquer, des intempéries, entretient une spéculation primaire permanente, « animale » (et végétale : cf. pelures d'oignons !). L'argent y introduit de tout autres paramètres. Ainsi le même litre d'eau ne fait pas le même (n'a pas le même *prix*, en usage ou en argent) quand l'eau abonde et quand elle manque. Le quintal de blé « pèse » plus ou moins cher selon les récoltes et les risques d'accaparement préventifs, etc.

² « Par construction », l'argent étant un outil « construit » par l'homme, et non « par nature » comme les trois états de l'eau.

Que les dépenses que l'Etat de droite vise à réduire ne soient pas les mêmes que celles que viserait l'Etat de gauche ne change et ne changera jamais rien au fait que, dans un système économique où, dans les colonnes débit et crédit des entrepreneurs comme dans celles de l'Etat, *on inscrit des sous*.

Pour changer, la première idée est de redistribuer les profits d'une manière plus juste. Mais cette justice-là ne fera jamais que confirmer le principe de l'inégalité des conditions et laisse intacte ou pratiquement incontrôlable l'empreinte écologique des bonnes affaires.

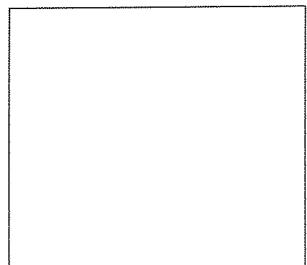
L'attribution à tous d'un « revenu d'existence » minimum et inconditionnel, financé par les profits monétaires, un revenu qu'il faudra calculer suffisamment bas pour vous forcer à travailler à n'importe quel tarif, agravera même encore les choses.

Alors ? Abolir les profits ? C'est ce qu'a proposé le distributisme : chiffrer les produits et services existants, faire le total et distribuer la somme aux usagers. A charge pour eux de renouveler *en fonction de l'usage qu'ils en ont* et non *des profits monétaires* qu'il faut commencer par en faire. Adieu les magasins pleins devant des ventres vides. Vous pourrez sérieusement réfléchir aux implications sociales et environnementales de vos productions et consommations. La démocratie est sauvée, et la planète aussi.

Dans la version initiale du distributisme, le contrôle des entrées et des sorties n'en continue pas moins d'être chiffré en prix. La valeur des choses étant chiffrée en prix, vous aurez du mal à ne pas chiffrer celle des hommes. Et qui décidera des prix ? Des différences de revenus ? Une instance centralisée, afin d'appliquer partout les mêmes, qui édictera ce qu'il est bon de produire ? En fonction de profits humains et non plus monétaires, certes, mais où le chiffrage monétaire, outre les deux risques majeurs que je viens de signaler (hiérarchie des revenus et Bureau Central de la Production), interdira tout autant qu'à présent d'avoir une vision objective et relocalisée des ressources et de leur renouvelabilité.

La nouvelle version du distributisme mise à l'étude par **PROSPER** prend en compte les capacités que nous avons, aujourd'hui, de supprimer la monnaie. Les choses ne devront donc plus, pour « compter », être converties en prix. Elles compteront ès-qualités, au titre de ce dont elles font usage et des usages auxquels leur emploi participe.

Fin de l'angoisse de ne pouvoir vous approprier par voie d'achat les ressources dont vous avez besoin, fin de la pression exercée sur des producteurs étranglés par le besoin de vendre. Fin des ressources livrées à la discrétion des acheteurs, adieu au droit de propriété qui rend irresponsable. L'usage de X qui figure dans la colonne « je dispose de » ne se reporte plus dans la colonne « je ne dispose plus de » comme dans un jeu d'écriture comptable classique en changeant le « plus » en « moins ». Le nouveau budget introduit des multiplicateurs et diviseurs qui tiennent compte de l'ouverture à de nouveaux usages, de l'éradication d'usages pervers, et tout ça sans passer par la triste preuve du bénéfice monétaire. Il libère les forces socialistes et décroissancistes aujourd'hui contenues par l'argent.



un budget sans argent

Le budget est la voie la plus directe
pour éduquer à l'économie
et interroger ceux qui si bien la connaissent
qu'ils verrouillent l'avenir dans le copier-coller du présent.

Budget évoque aussitôt l'argent.

Gérer un budget n'est-ce pas gérer de l'argent ?

Oui et non. La gestion d'un budget sous forme d'argent n'est qu'un cas particulier de budget. La survie animale ou végétale résulte, comme celle des humanoïdes, d'un budget en équilibre.

Chaque espèce animale et végétale doit, elle aussi, gérer un budget. Un budget où elle ne verse ni sou ni centime, mais aussi rigoureusement tenu que le nôtre.

Ce que chaque espèce consomme ne doit pas dépasser l'offre des ressources locales. Quand ce dépassement se produit, l'espèce doit chercher ailleurs : ses ailes et pattes lui sont alors bien utiles, et ses prédateurs mêmes, qui limitent le nombre de consommateurs ou disséminent les graines après un transit stomachal et intestinal qui les livre dans leur futur domicile dans un emballage recyclable.

Pour gérer ce budget-là, le budget naturel, les humains eux aussi ont migré. Chaque migration élevait derrière elle des barrières. Il fallait être très puissant pour les abattre et se procurer les richesses qu'elles protégeaient.

Pour remplacer la violence M. de Montesquieu appelait à la généralisation du « doux commerce », qui remplacerait universellement les échanges de coups par l'échange de biens.

Le doux commerce, pourtant, de son temps déjà, n'hésitait pas à s'appuyer sur la force des armées pour s'assurer des ressources. Encore au XXe, quelques uns parlèrent - mais qui s'en souvient ? - d'« espace vital ». La force de l'argent, bien plus subtile, et tellement plus intelligente, a créé la concurrence marchande, et en pleine paix la guerre universelle.

La circulation des ressources tend donc à remplacer - mais n'abolira jamais entièrement ! - celle des peuples.

Des échanges de plus en plus lointains sont assurés entre des inconnus qui ne communiquent entre eux que par la commune confiance qu'ils ont dans un produit qui s'applique à tous les produits et leur permet d'assurer l'échange.

Ce produit c'est l'argent.

L'argent, donné en échange des richesses dont vous avez l'usage, facilite les échanges. Il les facilite au point qu'on n'échange plus que par son entremise. Au point d'abandonner l'exploitation des ressources locales. Si importer le charbon du Katanga revient moins cher à quoi bon fatiguer les mineurs d'Hénin-Liétard ou d'Alès. Idem pour des salades ou les fraises.

Ceux qui échangeaient leur droit de vivre sur place contre leur force de travail salariée n'ont qu'à aller s'échanger ailleurs. L'argent vous donne le droit de vivre sur place ? L'argent vous l'a retiré. Dites merci à l'Argent comme Job dit merci à Dieu qui l'a enrichi et ruiné. Que sa volonté soit faite.

Le schéma économique de base, sur la base actuelle, est donc celui-ci :

Que les ressources dont vous avez l'usage soient là ou ailleurs, vous ne pouvez en disposer qu'en les achetant. Pour les acheter, même chez vous, il faut avoir les sous.

Pour avoir les sous il faut avoir au préalable produit des choses comme des tapis, des appareils, n'importe quoi, disposer de ressources ou richesses convertibles en argent.

Pour avoir des sous, il faut qu'au prix où vous allez vendre ce qui doit vous en procurer, ce que vous allez vendre trouve des clients.

Ces clients vous achèteront d'autant plus volontiers que vos produits seront offerts à bas prix.

Comment produire à bas prix ? La division du travail, la formation professionnelle, l'emploi de machines, la qualité de ce qui entre dans la fabrication et celle du produit qui en sort sont conditionnés par les prix. Vous croyez que votre entreprise a pour but de produire des salades, des machines à laver ou des nuitées d'hôtel ? Erreur. Elle en produit aussi mais produit d'abord et avant tout des prix. Pour avoir des sous il faut vendre des sous. Il faut vendre *des prix* pas trop élevés pour vendre plus sûrement, et faire des « rentrées » d'argent plus abondantes.

Si beaucoup de producteurs produisent les mêmes richesses, ou, s'agissant des richesses agricoles, si les récoltes ont été abondantes, les prix chutent. Les sous que vous avez investis pour produire des sous ne sont plus compensés par des rentrées suffisantes d'autres sous. Toutes les belles et bonnes choses éminemment utiles que vous avez produites restent sur le carreau. Les moches, mauvaises et inutiles aussi, et leurs méchants producteurs, selon la morale écolo, sont bien punis. Que leur punition fasse autant de dégâts que celle des gentils producteurs, la morale écolo attendra encore un peu avant d'y penser.

Inversement, si les ressources de base et les produits de première nécessité se raréfient, leur prix augmente. Vous avez du mal à les acheter. L'augmentation se traduit par un prix plus élevé de vos produits. Vous rognez sur la qualité. Vous avez malgré tout encore du mal à les écouter. Idem si les travailleurs se font payer trop cher. Un brave petit volant de chômage entre 8 et 12%, dans une économie qui produit et vend des sous, ça rend les échines plus souples.

Ajoutons que lorsque les rentrées d'argent sont trop abondantes, tout se passe comme pour les récoltes : l'argent se déprécie et l'inflation pointe son nez.

Tout cela, nous le savons. Nous ne le savons même que trop. Nous le savons au point de ne plus voir ni vouloir savoir que le problème engendré par l'obligation d'avoir des sous pour acheter et l'obligation inverse de récupérer des sous après avoir vendu, **ce problème est entièrement créé par l'outil de l'échange**. Il est créé par les sous. Il provient du seul fait que le budget des entrées et sorties, aussi bien matérielles qu'immatérielles, pour produire du blé ou de la connaissance, est réglé par des sous.

Peut-on attendre du problème créé par les sous qu'il soit réglé par les sous ?

C'est la méthode de l'économie actuelle, sur laquelle s'est aligné le philosophe Roger-Pol Droit, qui, dialoguant avec un banquier, reprend à sa

façon la grande idée de la Croix Rouge, qui civilisa la guerre : blessez-vous les uns les autres, nous vous soignerons tous également.

S'avisant que notre civilisation est celle de l'argent Roger-Pol Droit propose bravement de civiliser l'argent.^(c) N'est-ce pas séduisant ? Mais n'est-ce pas à quoi s'efforcent depuis toujours les travailleurs quand ils réclament des augmentations de salaire ? Et les entrepreneurs et banquiers, qui facilitent les échanges en augmentant sous par sou la masse argentière ? N'oubliions pas les post-écolos, qui voient les profits de l'avenir en vert. Roger-Pol Droit ne risque pas de manquer de compagnie.

La création de richesses et leur circulation, dont notre civilisation s'honneure, exigent toujours plus d'argent. Les crises ? Les bulles ? Détails ! La civilisation avance « quand même », et comme la civilisation c'est beau, ne vous plaignez pas.

Elle rapproche aussi du grand trou du budget planétaire. **PROSPER** n'est plus tout seul à le dire. Mais il est le seul pour l'instant à montrer comment l'éviter, et pour bien expliquer la différence il recourt à la petite histoire du fou qui se frappe la tête avec un marteau.

Vous la connaissez. Le pauvre homme, tout le monde lui dit qu'il est fou.

Il répond qu'il le sait. Mais qu'est-ce que ça fait du bien quand il arrête !

Alors, pour sentir à nouveau le bien que ça fait, il recommence.

Nos amis de la Décroissance ont la sagesse du fou qui se frapperait un peu moins fort ou moins souvent la tête. Ils proposent de dépenser moins. Mais pour dépenser moins ? Il faut commencer par dépenser. Il faut avoir des sous, et même des gros, pour faire des panneaux solaires ou des éoliennes. Alors écoutez bien le bruit que ça fait quand on vous martelle la Décroissance : c'est celui de la bonne cause, celle de l'Argent.

PROSPER, lui, jette le marteau.

Il jette les sous. Il dit « cause toujours », car on peut créer des richesses et les échanger sans un sou.

Au début, ceux qui entendent ça croient qu'il veut revenir au troc : ni moderne, ni vraiment pratique, et même dangereux...

Et puis ils écoutent mieux un peu mieux et ils entendent prononcer « codes-barres ».

Levée de boucliers. Quoi ? Nous mettre sous haute surveillance avec ces trucs-là ?

Qui s'en est servi les premiers ? Ces salauds de commerçants, les capitalistes, et la police !

Fichage ADN, puces RFID, tout y passe.

^(c) Roger-Pol Droit et François Henrot, **Le philosophe et le banquier**, PLON, Tribune libre, 2010.

Argument suprême : les codes-barres, c'est comme toutes les techniques, fragile-fragile ! La moindre panne d'électricité, crac ! Sans compter les espions.

Comment répondre à ce genre d'objections ?

A celle du retour au troc, je renvoie à la leçon d'Achille Talon, qui fut B-dessinée à l'usage des employés d'une grande banque. Elle décrit l'Ile de Sanzunron, où chacun troque à tout va. Des malfrats en profitent... Mais voici qu'un ex-banquier, curieux de l'expérience sanzunronienne, s'introduit dans la place et y régule les trocs.

Incidemment, la BD vous apprend que les banques ont toujours fonctionné sur cette base-là : un troc dont les multiples échangeurs ne se connaissent pas, un troc habillé par le crédit qu'elles font aux richesses à venir. A la fin de la BD un Sauveur arrive, en sous-marin celui-là, avec plein de cartes de crédit dans ses soutes. Leçon : le troc est le principe caché des banques et n'est jamais si bien servi que par l'argent. En soutenant le troc, **PROSPER** soutiendrait donc l'argent, soit exactement l'inverse de son propos.

A la levée de boucliers contre les codes-barres, **PROSPER** répond que depuis trente ans ils font partie du paysage et que leur usage n'est pas responsable de la faim dans le monde. Ce qui n'est pas le cas de l'argent, auquel leur usage est encore, malheureusement, asservi. Ils ont même permis d'abaisser de 3% les prix. En supprimant l'emploi de nombreuses petites mains affectées aux bordereaux, c'est vrai, mais vous le pardonnerez de ne pas pleurer. Il n'a pas pleuré non plus quand disparut le Poinçonneur du Métro.

Les codes-barres constituent une sorte de carte d'identité des choses auxquelles ils s'appliquent. Elle est nécessaire pour savoir la provenance des articles et pourrait s'étendre aux conditions de production. Est-il criminel de pouvoir contrôler l'origine de la viande folle ? D'une *E.coli* ?

Si on supprime l'argent et la concurrence qu'il introduit entre nouveaux arrivants aux bas salaires et anciens, les indications d'origine par codes-barres deviennent aussi neutres qu'une tête de Noir, Jaune ou Blanc dans une société déracialisée, ou que telle ou telle religion dans une société laïcisée.

Ce n'est pas parce que la technique qui permet de contrôler les entrées et sorties de marchandises permet aussi de faire un usage policier de l'ADN que cette technique est coupable. Ce n'est pas l'informatisation des données, symbolisée par la technique des codes-barres symbolise, qu'il faut mettre en cause. C'est l'usage policier que ne peut manquer d'en faire, pour se maintenir, de plus en plus difficilement, un « ordre » économique et politique injuste par construction.

Le budget de l'avenir prend en compte non plus seulement « des choses » mais des usages.

Quant à l'objection de la fragilité des techniques, censée condamner nos recherches, il est bien évident que les distributeurs de monnaie ne tombent jamais en panne. C'est du solide ! Aucun hacker ne cherchera jamais ce qui se passe derrière les échanges monétaires !

La fiabilité des machines qui gèrent les comptabilités sous forme monétaire, notamment par cartes, la distribution d'argent aux guichets, etc., ne risquent-elles pas de connaître des pannes de plus en plus fréquentes, du fait des réductions de crédit qu'exigent leur entretien ? Car là comme ailleurs on supprime des postes et externalise les services au plus offrant. Pour des raisons de gros sous.

Les objections que je viens de relever regardent le rétroviseur. Elles objectent à la proposition de changement en grossissant les dangers présents, et en tenant pour nulles et sans avenir les propositions de **PROSPER** en vue de les éradiquer. Elles ont un effet conservateur.

Non seulement nos objecteurs n'écoutent pas, mais ils refusent de discuter. De la manière la plus élégante : il leur suffit de détacher quelques points, les plus saillants, de l'ensemble, et de bâtrir avec une théorie imaginaire, qu'ils présentent comme une espèce de paquet déjà entièrement ficelé, à prendre ou à laisser.

Mettons donc les points sur les i.

Que propose **PROSPER** ? De produire partout autant de richesses que nous savons déjà en produire, et de pouvoir choisir de les produire, ces richesses, ou d'en abandonner la production sans priver de salaires tout un bassin d'emplois.

Il propose que tous les usagers de la planète puissent s'investir dans des activités choisies pour produire non plus des prix, mais des réponses aux usages qui sont les leurs, *les leurs*, et non ceux que privilégient le marché, au mépris de la qualité des produits et de la singularité des situations locales.

L'appareil productif est désormais capable à peu près partout dans le monde de répondre quasiment en temps réel à toutes les demandes.

Le problème aujourd'hui n'est plus de produire. Le problème est de vendre, n'importe quoi pourvu que ça fasse de l'argent, et en masse, pour réaliser des économies d'échelle et produire encore plus d'argent. Or le problème classique, celui de la rareté, est insoluble dans une économie où l'argent prévaut sur les richesses et tantôt

manque pour produire les richesses en temps réel, tantôt spéculé sur leur rareté et l'entretient par cette spéculation même.

Venons-en maintenant à la méthode.

Une fois compris l'intérêt de ne plus prendre en compte que des « choses », dans le budget que nous avons à gérer, des choses dépouillées de toute considération monétaire, on commetttrait en effet une grave erreur en considérant ces « choses » isolément, d'une manière dont « l'objectivité » serait aussi réductrice et destructrice que celle qui nous fait aujourd'hui considérer un travailleur ou un quintal de blé comme « un emploi » ou un matériau, ni plus ni moins que comme des marchandises.

Une comptabilité « matière » excluant toute référence à des prix, permet de déborder du comptage arithmétique des « choses » (combien de tonnes de blé, combien d'ordinateurs) en croisant les usages dans lesquels elles entrent, qu'elles soutiennent et peuvent aussi faire craquer.

Dans le cadre d'une comptabilité prenant en compte les choses par le biais de leurs usages et non plus de ce qu'elles valent monétairement, le budget des « choses » peut enfin consister en un budget d'usages, prenant en compte la façon dont ils agissent et rétroagissent entre eux et nous avec puisque nous y sommes liés.

Il s'agit d'un budget « usologique », tenu dans les règles d'une science, l'usologie, qui, sur base de la mise en observation exclusive des usages reprend à nouveaux frais ce qu'a apporté la science écologique.

Pour bien faire ressortir les enjeux, prenons à titre d'illustration, l'exemple des « terres rares », métaux indispensables aujourd'hui en électronique.

Le sous-sol de la Chine en est très riche et le reste du monde en dépend à 50%. La Chine en interdit progressivement l'exportation, s'approprie les terres rares d'Afrique, et dans l'économie actuelle occupe une position de plus en plus dominante. Ce qui favorise l'implantation chez elle de toutes les industries du monde où ces terres rares sont indispensables, et les transferts de technologie vont bon train.

Dans le cadre actuel, les profits monétaires sont pressés, et les recherches coûtent cher pour trouver des procédés substitutifs à ces fameuses terres rares. Tous les industriels et gouvernements du monde foncent donc tête baissée dans le piège chinois.

Dans une économie sans monnaie par contre, les recherches de substitution sont immédiatement envisageables, dans la transparence et l'émulation réciproque, à partir de ressources matérielles et humaines qui n'ont plus besoin d'être achetées pour être disponibles ou, s'agissant des personnes, pour exister.

Cet exemple introduit à trois questions.

1. La première vise l'extension du système de partage ou répartition envisagé par **PROSPER**. N'est-ce pas en effet *encore* un truc à vocation tristement mondiale ?

2. La seconde concerne la conception du nouvel appareil budgétaire. Gérer des usages semble bien plus complexe que gérer des euros. Comment est-ce qu'on va s'y prendre ?

3. La troisième : qui va s'atteler à ce genre de recherches et ne risque-t-on pas, là encore, de les voir récupérer dans un cadre monétaire, pour faire de la nouvelle spéculation ?

Quelques éléments de réponse pages suivantes.

Le reproche de vouloir apporter LA solution sur un plateau nous est souvent adressé. Par des amateurs d'alternatives dont le plateau est joliment décoré de scandales chatoyants dont tout le monde convient (école, hôpitaux, chômage, hauts salaires des patrons) et chargé de mesures-qui-s'imposent, plus démagogiques les unes que les autres et adossées à la norme actuelle, qui oblige à devoir opérer des profits monétaires.

Paradoxe de se voir accuser de présenter des solutions toutes faites par des usagers qui ne discutent surtout jamais la leur et s'en remettent aux politiques (qu'ils ne se gênent pas de vomir) pour l'appliquer.

PROSPER propose une hypothèse de travail.

Sur le site prosperdis.org, il invite depuis deux ans à participer à des études de faisabilité. Les réponses reçues nous ont conduit à l'Esquisse qui figure p.63 du présent cahier. Elle précise à la fois l'enveloppe général et le contenu des études à faire.

De l'achat à l'accès

une application générale modérée par le « proche en proche »

1. Retour sur « la mondialisation »

Les appels au secours de la planète ont fini par aboutir à des colloques « mondiaux » - Kyoto, Copenhague. Mais de même que pour la réduction du temps de travail, décidée au Traité de Versailles, après la Grande Guerre, la négociation n'a pas porté sur l'objet déclaré - la quantité d'heures de travail ou la pollution. Elle a porté sur les conséquences qu'aurait l'accord dans le domaine de la concurrence économique.

Pour adopter les mesures qui s'imposaient, personne n'a vu d'inconvénient à une concertation mondiale, ni à ce que le souci de profits monétaires prévale sur les urgences sociales ou écologiques. Retenons la leçon : l'usage de l'argent rend cette mondialisation-là inévitable. Corollaire : si vous conservez l'usage de l'argent, elle s'aggravera jusqu'au totalitarisme. *Abolir la monnaie, et donc la concurrence monétaire, est en fait la seule façon d'éviter ce risque.*

L'abolition de la monnaie a-t-elle vocation elle aussi à se « mondialiser » ? Oui. Mais **PROSPER** défend l'hypothèse de cette abolition avec d'autant plus d'assurance et de tranquillité qu'en disjonctant les activités humaines de l'obligation de faire des profits monétaires, ces activités peuvent rapidement se relocaliser et cesser de nous faire craindre les effets justement dénoncés de « la » mondialisation, sans préciser mondialisation **monétarienne**.

Pourquoi vous est-il pratiquement interdit de cultiver ou produire X, Y, Z ? Parce qu'ils coûtent moins cher ailleurs. Pourquoi asservit-on des pays entiers à la banane, l'orange l'arachide... ? Parce que les conditions sont réunies pour une production massive qui dispense - et interdit, là encore - les pays acheteurs de chercher à produire des denrées aux fonctions équivalentes.

Asservi aux profits monétaires, mondialisé par la concurrence marchande, le régime actuel interdit d'accéder aux richesses locales, de produire local, d'inventer local. L'accès même que nous avons à la connaissance du monde environnant, au sujet des capacités personnelles comme du reste, est distordu par l'usage de l'argent.

N'ayant jamais connu que lui, une pratique qui s'en libérerait semble impossible, en tout cas très compliquée. Mais une fois compris que « la simplicité » de l'usage de l'argent résulte d'une construction millénaire et se retourne en calamité dont personne ne peut plus se dé potrà, même ceux qui en « ont » et dont la chute sera plus cruelle

qu'aux autres, l'accès aux ressources et richesses au moyen de leur informatisation, *quand celle-ci s'impose*, mérite l'étude.

Quand cette informatisation s'impose-t-elle ? Elle s'impose dès lors que, dans un certain champ d'activités, les limites de l'autarcie sont dépassées. N'est-ce pas d'ailleurs déjà le cas aujourd'hui ? Quand un produit vient à manquer, on cherche plus loin. L'informatisation résout déjà le problème et répand l'usage des « flux tendus » (pas de stocks).

Dans les limites de l'autarcie, les échanges ont de tout temps été assurés par des monnaies locales (francs, dollars). Mais au-delà, la valeur relative de ces monnaies interfère avec le prix des marchandises. Elle perturbe l'accès aux richesses disponibles et détourne les bénéfices sociaux et écologiques qu'on peut tirer de l'informatisation à des fins spéculatives.

Le but que nous assignons à l'informatisation des données, dans notre hypothèse, est à la fois limité et ambitieux. Limité, car il s'agit tout bêtement de savoir où sont les richesses disponibles. Mais ambitieux, car il s'agit aussi de les partager, dans l'intérêt de tous, et pour cela de prendre en compte non plus le prix à payer mais *assurer la renouvelabilité des ressources ou produits*.

Comment l'informatisation des données, liée à des prix, a-t-elle procédé jusqu'à présent pour s'établir et fonctionner ? Elle a procédé de proche en proche, en généralisant certains codages, à commencer par les codages nationaux. Elle n'a pas attendu d'être décidée « d'en haut », et à supposer que ce soit un jour possible cette méthode ne pourra tenir compte de toutes les particularités locales. Différents systèmes sont donc à l'essai, dans des bassins d'usages plus ou moins étendus.

Dans le cadre actuel, ces essais doivent ruser pour conserver certains secrets.

Dans une économie démonétisée, l'intérêt général, social et écologique, pourra primer, et dans des bassins d'usages de toutes étendues, déclencher des recherches prioritaires en vue d'épargner les ressources, par le biais de nouvelles techniques, la promotion *d'usage nouveaux* ou la restauration *d'usages anciens*.

Cela se saura, et se généralisera, sans exclure des congrès mondiaux où seront comparés les différentes formes d'informatisation et de prise en compte des données, et soulignée l'acuité des problèmes qui restent à résoudre, le tout *dans un régime de concurrence heuristique (relatif à la découverte) et non plus monétaire*.

2. Retour sur l'« usologisation »

Il en ira de même, de proche en proche, pour les budgets prenant en compte des *objets* discrets, nombrables, et *les usages* auxquels ils sont liés ou peuvent l'être.

Les trois points de l'analyse « usologique » dont **PROSPER** a déjà donné plusieurs illustrations vont dans ce sens. Rappelons-les :

1. *De quoi X fait-il usage : que faut-il pour le faire matériellement - ou le concevoir ?*

2. *Quels usages en fait-on, à quel environnement d'usages doit-il sa nécessité, sa survie ?*

3. a. : *De quoi d'autre pourrait-il faire usage pour se conserver, et 3.b. : quel autre environnement lui serait alors associé ?*

Les trois degrés de cette enquête nous sont en fait déjà familiers⁽⁵⁾. Tenir un budget d'usages, nous le faisons quotidiennement dans le cadre de l'économie domestique ou du bricolage. Nos achats alimentaires sont rarement affectés à un seul usage : avec des pommes de terre nous faisons des frites, de la purée, nous pouvons en réserver l'usage en cuisant et les laissant dans leur peau, nous les introduisons dans tel ensemble à tel repas. Idem pour les outils, les appareils, certains éléments du mobilier. Rares sont les achats qui ne reçoivent qu'une fonction. Cette polyvalence est tantôt mise en avant, tantôt combattue par les vendeurs. Nous savons ce qui est usé, qu'il faudra remplacer, ce qui l'a usé, ce qu'il est prudent de garder - « on ne sait jamais ».

La plupart des entreprises croulaient autrefois sous le matériel officiellement « amorti » depuis longtemps mais qu'elles ne se résignaient pas à évacuer. Le cycle d'usage utile est aujourd'hui profondément perturbé à la fois par l'obsolescence accélérée des appareils, par certaines règlements comptables qui poussent à les renouveler, et par des recherches plus soucieuses d'accélérer l'usure que de rendre les services durables ou polyvalents.

« Usologiser » les données - ou leur budget de ressources *matiérielles* - revient à mettre en rapport chacun des deux premiers points avec les questions posées dans le troisième.

1. *De quoi X* (« objet », institution, mais aussi bien animal ou plante) *fait-il usage* ? Il fait usage de matériaux divers, de savoir-faire, d'énergie, de transports... Son existence, son expansion, sont liés à des emplois qui n'ont rien de figé, à des données elles-mêmes en perpétuelle évolution. *Ce dont X fait usage*, rien qu'au plan matériel, laisse donc toujours ouverte la question d'*autres utilisations*, susceptibles de modifier son environnement.

⁽⁵⁾ V. **PROSPER** 22, « L'usologie, science au monde la mieux partagée », et dans la deuxième partie de ce cahier.

2. *Quels usages fait-on de X* ? Les usages qu'on en fait dépendent d'un environnement social, culturel, économique, technologique, qui s'adapte à ce dont il fait usage, le précède, et le modifie aussi. Le rapport qu'X entretient avec son environnement est aussi instable que celui qu'il entretient avec ses composants. Il navigue sur un océan de possibles, où « *le même* » n'arrête pas de se faire autrement.

L'usologisation des données objectivées (donc en principe vérifiable) prend en compte à la fois leur composition et les rapports qu'elles ont entre elles. Elle s'applique déjà d'une manière courante dans le domaine des mots, avec l'usage des dictionnaires étymologiques (correspondant à *de quoi X fait-il usage*) et analogiques (*dans quel environnement d'acceptions*). A partir des renseignements fournis par ces dictionnaires, comme de ceux provenant de certains moteurs de recherche, l'esprit « décolle » et effectue toutes sortes de croisements inattendus, improbables et néanmoins féconds, qu'une informatisation adaptée - adaptée à *des usages* et non plus seulement à *des articles* - pourrait encore multiplier et féconder.

L'économie de l'argent n'est certainement pas seule responsable de la façon dont nous pensons les choses, les personnes, sous forme d'*articles*, mais elle y contribue puissamment en collant dessus des prix qui abrègent d'en faire connaissance. De même, la rédaction des lois, article par article, les catalogues des cas, en psychologie, médecine ou ailleurs, s'ils ont l'avantage de préciser les situations, canalisent les observations et « réalisent » d'une manière artificielle l'objet de l'enquête sous forme d'une unité naturelle, essentielle, coupant ainsi d'avance plein de « ponts usologiques » par lesquels nous pourrions le relier à d'autres « objets ».

Que nous le voulions ou non, que nous y ayons réfléchi ou pas, nous ne cessons de tenir/penser/ calculer des budgets, qui connotent les *réserves* de puissance, d'adaptabilité, que nous avons ou les *manques* du même ordre qui pourraient apparaître au moment de faire face à des situations ou ensembles d'usages coutumiers ou imprévus.

Les budgets calculés en argent ne sont qu'un cas particulier de budget, mais la plupart des autres en sont empoisonnés.

Au moment où nous pourrions faire face à une situation en y introduisant de nouveaux usages ou en modifiant les usages dont cette situation découle, l'argent dont nous disposons ou devrons disposer intervient dans tous nos choix. Abolir l'usage de l'argent revient donc à libérer ces choix de ce qui les conditionne et les oriente, et par voie de conséquence à libérer la planète elle-même, première victime des profits monétaires que ses usagers doivent absolument tirer des ressources qu'elle leur offre.

3. La mise en ondes politiques

Quand tu proposes de tenir un budget « matière », budget de ce qu'il y a ou n'y a pas, sans recourir à l'argent, ça surprend. Coupler ce budget avec un budget prenant en compte les usages, faire dépendre le premier du second - là, personne ne peut plus suivre.

Ce n'est pas encore dans les mœurs, mais ça viendra vite. Il suffit de regarder.

Pourquoi l'usage de l'argent ? Il s'est répandu parce qu'il facilitait les échanges. Faciliter les échanges, que ce soit dans le cadre de l'auto-suffisance locale ou d'aires économiques de plus en plus larges et éloignées est « l'horizon indépassable » de l'économie, et pas seulement de l'économie matérielle.

Est-ce l'échange qui est à proscrire ?

L'échange, on ne peut pas. Alors à quelles conditions ?

Dans le cadre d'une économie qui oblige qu'il y ait des profits monétaires, les conditions sont liées à l'argent. Ces échanges peuvent être aujourd'hui assurés sans recourir à l'argent, en informatisant les données, entre sociétaires d'une même région ou de régions éloignées, pour savoir où il y a telles ressources, en quelles quantités, et y avoir accès sans être dominé ni dominer celui qui les a sur son sol par le biais de l'argent.

Dans vingt ans, l'informatisation actuelle, avec ses codes-barres, paraîtra débile. On aura trouvé mieux pour comptabiliser les choses, exclusivement des choses, sans argent.

Passons aux usages. Tous les jours, sans le savoir, nous prenons en compte les usages qui environnent un objet, un bonhomme, une espèce vivante. Nous les prenons en compte avant même de savoir quel article nous visons, qui ne nous intéresse qu'à travers les usages que nous allons pouvoir en faire, dans lesquels tout s'inscrit, dont tout dépend, comme nous.

Les choses que nous achetons, les services auxquels nous faisons appel, participent d'une écologie. Mais une écologie de quoi ? Une écologie d'usages. *En abrégé, une usologie.* Ils font usage les uns des autres. Notre décision participe de ces usages. Elle constitue, que nous le voulions ou non, *un moment d'usologie politique.* Elle participe déjà à la mise en ondes politiques.

Actuellement elle doit constamment faire avec l'argent. Mais si nous n'y sommes pas obligé ? En serions-nous plus malheureux ? Ici donc, de deux choses l'une.

Ou bien considérer comme une fatalité de devoir toujours échanger avec de l'argent. Lutter contre l'emprise de l'argent avec les moyens de l'argent, en réclamant des sous, en approuvant la diplomatie prédatrice des Etats les plus forts sur les plus faibles, en vous passant de tas de trucs inutiles, en militant pour que l'utile et l'inutile soient enfinverts.

Ou bien « penser usages », et l'usage de l'argent comme les autres.

La mise en observation d'un usage quelconque, aujourd'hui, l'usage de s'asseoir sur des chaises ou de manger avec des couverts, passe par des considérations monétaires. Celui qui s'assied sur ces chaises-là se désigne comme ayant pu ou dû acheter ces chaises-là. Pareil pour les vêtements. Il montre son pouvoir d'achat. S'il n'avait plus à le montrer, son choix s'effectuerait selon de tout autres critères, où interviendrait, bien entendu, la mode, la mode dont il ne faut pas avoir honte, *car suivre la mode est une succession d'expériences à travers lesquelles nous faisons celle de notre identité et de notre environnement social.*

Nous pourrions mettre ces usages-là à plat et nous amuser de leurs hasards et gratuité.

Hors de toute considération monétaire, la mise en observation *technologique*, disons, d'un usage, permet de savoir quels matériaux, combien de transports, machines, compétences il faut avoir pour le prolonger.

Mais il faut la « croiser » avec plein d'usages dont ça dépend, et vous aurez des surprises. Comme celle de vous apercevoir que si les chaises ont quatre pieds, c'est parce qu'on sait faire des sols assez plats pour qu'elles ne soient pas bancales, et que si les Chinois mangent avec des baguettes, c'est parce que la cuisine chinoise épargne aux convives l'effort de découper leurs aliments.

Les budgets d'usages, ce n'est donc pas compliqué à mettre en place, et les économies de planète passent par là. Les économies de travail aussi - tout. C'est la base de l'économie, une base « cachée depuis les commencement du monde », pour parler comme René Girard.

Cachée par l'usage de la monnaie.

En admettant que ce soit souhaitable, en admettant que ce soit possible, comment faire pour décider d'abolir l'argent ? Où et quand se prendra la décision ?

La décision mûrit. Parmi les signes avant-coureurs, je note les critiques des économistes du sérail. Gros succès de librairie ! Les rayons et la radio en débordent. Mais à la fin qu'est-ce qu'ils proposent ? D'arrêter de confondre l'enrichissement avec la création de richesses, de modérer la spéculation, l'accumulation d'argent entre les mains des mêmes, en continuant de faire usage de l'argent. Autant soigner la maladie alcoolique en vendant du whisky meilleur.

En 2009, **PROSPER** esquisse ce que serait la banque de l'avenir, banque sans argent, qui donne accès aux données, aux ressources et aux richesses produites. En 2010, Salle Jean-Dame à Paris, en janvier, il lance l'idée d'un front antimonétaire. En octobre la faculté d'Evry, section Sciences Economique, organise un colloque sur « La banque de l'avenir ». **PROSPER** y participe. Il a bien prévenu. On me fait parler en plénière^(*).

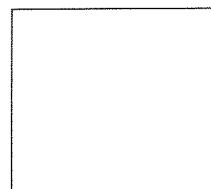
Pour décider d'abolir l'argent, il faut déjà montrer que c'est possible et comment faire. Ensuite il faut passer de « pouvoir » à « devoir ». Mais voilà que les nouvelles données économiques jettent les peuples dans la rue. De l'autre côté de la Méditerranée, elles rendent tout à coup imbuvables les tyrannies locales. Chez nous, les partis au pouvoir les uns après les autres vont à la trappe. *Indignez-vous* remonte les bretelles. Reste à savoir pour quoi s'engager. Il existe une demande de vision d'ensemble. La stratégie qui faisait dépendre le bonheur de l'argent s'achève en désastre. Le désastre est planétaire, il appelle une solidarité universelle. Comme il n'y a jamais eu et ne peut y en avoir une avec l'argent, il faut donc se passer d'argent. La civilisation de l'argent n'a pas réussi et ne réussira jamais à civiliser l'argent. Une expérience de cinq mille ans a été perdue. Une autre peut commencer...

C'est l'idée d'un « front antimonétaire ».

Les peuples sont révoltés par les restrictions du service public. Ils sont révoltés par les conditions de travail et la mise au chômage. Mais leur révolte même, sa traduction en « j'ai pas les sous, je veux des sous », l'urgence, les empêche de voir que les richesses sont là et le scandale de ne pouvoir les acheter parce qu'on n'a pas les sous, alors qu'elles sont là, et que produit de leur travail va être détruit. Elle empêche de « voir » que le chômage ce n'est pas seulement privation d'un salaire mais l'obligation de mettre leurs capacités d'imagination, de participation, ce qu'on appelle, d'une manière réductrice, le « travail » - de mettre ça au placard. Comme ils doivent d'ailleurs y renoncer à 80% quand ils travaillent...

Ils se laissent encore facilement chapeauter par ce que leur proposent leurs partis et syndicats et quelques « alternatifs » plus ou moins inspirés : plus de justice dans la redistribution des profits monétaires. Dans un premier temps ils vont donc s'en prendre aux redistributeurs attitrés de profits monétaires, les entrepreneurs et l'Etat. Mais supposons qu'ils changent les entreprises en coopératives : pourront-elles échapper à la concurrence ? Supposons qu'ils décrètent le revenu d'existence : ils ne pourront l'abonder qu'à condition que la croissance revienne en force, ou en faisant tourner la planche à billets. L'inflation mettra les pays à plat, et les dictatures au pouvoir.

Si vraiment vous ne voulez plus de spéculation ni de retours de crises périodiques, il faut penser à faire autre chose. Nos moyens sont limités, mais quand une idée est juste, elle a vite fait de les trouver. L'idée d'abolir la monnaie est juste. L'affiche *L'argent et après* vise à la faire partager, le tract qui suit, et **L'ESQUISSE d'un programme de recherches** - lisez-les^(**) et décidez-vous - vous personnellement, ce qui aidera à décider « les choses » au lieu d'attendre !



^(*) V. page suivante. CD à venir. Un article sera publié dans **La Revue des Sciences de Gestion**, en Juin 2011. En Déc. 2010 nouvelle invitation à la faculté de la Côte d'Opale (textes et audio sur prosperdis.org).

^(**) Respectivement p. 25, 26 et 63 de ce cahier.

Le 8 octobre 2010, à l'Université d'Evry (département des sciences économiques) **PROSPER** a participé au Colloque ayant pour objet « Les banques de l'avenir ».

L'enregistrement de l'intervention est repris dans le CD encarté dans le présent cahier et audible sur prosperdis.org.

La Revue des Sciences de Gestion (dirigée par Philippe Naszalyi) a publié en Juin 2011 un article abrégé de celui qui suit.

Une démocratie sans monnaie

2. Application aux banques

Une banque, un banquier, tout le monde croit savoir ce qu'ils font.

Posons pourtant la question : à quoi sert un banquier, au service de quoi et de qui l'a-t-on préparé ?

On peut distinguer entre l'aspect commercial et l'aspect financier:

- commercial : collecter les dépôts, gérer les moyens de paiement, accorder des crédits aux entreprises, aux particuliers, aux collectivités.

- financier : organiser au mieux la connexion entre les capitaux disponibles et les besoins d'investissements, réduire les incertitudes consubstantielles aux marchés, par des placements sûrs ou au contraire choisir le risque et jouer avec des « valeurs », à la bourse des actions ou celle des matières premières, en achetant et vendant à temps, en mettant en relation les entreprises des pays émergents et des économies développées. Dans l'autre sens, toujours selon le principe des vases communicants, faire s'écouler les excédents des pays émergents et les besoins de financement des « anciens ». Et puis... et puis, fabriquer des produits financiers, dont l'ingénierie particulière est devenue très inventive et dont les récentes mésaventures n'ont pas dissuadé d'en inventer d'autres...

Mais tout cela énuméré deux réponses prévalent.

La première : un banquier fait gagner de l'argent à ses clients comme à sa banque.

Ce sont les deux points sur lesquels il est et sera professionnellement jugé. Les écoles de commerce et de gestion, les formations sur place sont là pour lui apprendre les procédés permis et défendus pour faire gagner de l'argent aux clients de la banque, ou ne pas en perdre, donc en compensant par un gain, des intérêts, une dévaluation jugée inévitable et plus ou moins sévère. Quant à la banque elle-même, dans tous les cas de figure, elle en gagnera.

La banque, commerciale ou financière, est un métier dont la matière d'œuvre est l'argent.

A « que fait le banquier ? » une seconde réponse est possible : il permet aux entreprises d'accéder aux moyens de créer des richesses.

Cette réponse ne mentionne pas l'argent. Elle prend en compte que toutes les richesses ne sont pas asservies à l'argent et que l'accès à nombre d'entre elles est barré par son usage. Que la banque fasse aujourd'hui office de garde-barrière pour l'ouvrir par des prêts et la fermer par des refus de crédit ne prouve pas que ce soit la fin de l'histoire. Elle peut l'ouvrir et la fermer pour de tout autres raisons, que nous allons préciser et qui permettent de repenser de fond en comble et revaloriser la liberté d'entreprendre.

Aujourd’hui, la création de richesses passe obligatoirement par la résolution de contraintes monétaires, d’une manière frontale ou indirecte. Nous sommes enveloppés de partout par les contraintes de l’argent. Demain, ce n’est pas sûr et même de moins en moins sûr. Car la condition « chrématistique », la dépendance vis à vis de l’Argent, n’a rien de fatal, et il est probable que les peuples en seront un jour libérés, comme d’un vulgaire colonialisme. Quand les peuples seront libérés des contraintes monétaires, leurs entreprises le seront aussi, et les banques au milieu.

Observons donc pour commencer comment les entreprises et les banques doivent actuellement y faire face.

L’argent comme moyen et comme obstacle

Pour entreprendre quoi que ce soit, ou poursuivre un programme, il faut avoir des locaux, des machines, de la matière d’œuvre, de la main d’œuvre, et donc avoir les sous, ou disposer déjà des locaux, machines, matière et main d’œuvre, ne pas les perdre et donc les entretenir même quand ils ne servent pas ou pas à plein rendement. Et pour cela il faut des sous aussi. Dans les deux cas, les sous vous allez les chercher en créant une entreprise nouvelle ou renouvelée des anciennes, en tâchant de vous imposer sur un certain marché où les produits et services que vous aurez créés entreront dans un certain panier de « richesses » comme dans celui d’une ménagère.

Au fil du temps, la nature des entreprises n’étant plus liées à la terre, ni l’argent au métal, les services offerts par les banquiers sont devenus indispensables. Au point que leur position de valet s’est changée en celle de maître qui commande le maître en titre, le « client », particulier, entreprise, ou collectivité.

Nous disons : la banque a pour objet de créer des richesses. Dans le cadre actuel, aujourd’hui tracé, contraint par la raison monétarienne, où y a-t-il problème ?

Dans deux angles.

Le premier, celui de la confiance qu’on peut avoir dans la fin de l’aventure qu’est toujours la création de richesses. Car si ça ne se vend pas ? S’il y a plus concurrentiel ? Si celui qui vient à la banque emprunter ne vous offre pas les garanties d’un passé jonché de succès ? S’il vous semble bien un peu jeunot et « trop frais émoulu du collège » ? Si ses précédentes entreprises, on ne

sait trop pourquoi, ont manqué de vigueur ou d’audace et se sont soldées sinon sur un échec tout au moins sur des demis-succès ?

Sous cet angle-là, le banquier prend et multiplie ce qu’on appelle des garanties.

Quelle que soit l’affaire, il ne perdra rien, il le sait, mais elle peut encombrer son temps avec des clients collants, des décisions au caractère émotionnel éprouvant.

Par ailleurs, tous les prêts qu’il consent diminuent ses propres capacités de prêter – et d’emprunter lui-même. Autant prêter à ce qui va rapporter, à qui ou quoi on peut faire confiance, dans des opérations aux risques limités.

Tel est le triste quotidien de la majorité des banques, petitement liées à des affaires petites, qu’elles tondent comme le bourgeois de Rimbaud tond « sa mesquine pelouse ».

L’autre angle est celui de l’espèce d’enrichissement créé, l’enrichissement des uns, mesuré en argent, pouvant se retourner contre celui des autres.

Exemple : un entrepreneur lance un produit ou un service dont les profits sont assurés à court ou moyen terme. C’est le cas de produits qui surfent sur des usages déjà bien établis, dont on va perfectionner la technologie en l’habillant joliment, ou de services qui vont en rendre les clients totalement dépendants, sinon esclaves. Les OGM, certaines applications des nanotechnologies, sont de cette eau-là.

Le banquier peut difficilement dire *holà, stop*. A supposer qu’en tant que citoyen électeur il vote Vert ou Décroissant, qu’a-t-il à connaître, en tant que banquier, des composants de l’appareil électronique, de la technologie dispendieuse en énergie, en eau, des recyclages non prévus, ou de l’extinction des insectes fécondeurs ?

Si aucune réglementation n’interdit, c’est donc permis. Il n’est pas plus tenu que son client d’appliquer d’une manière préventive le principe de précaution. Les dégâts ? Ils seront supportés par d’autres et épargnés par de nouveaux crédits. Les banques actuelles sont aussi faites pour ça. Dans un univers où tout se mesure en argent, elles transforment les dégâts publics en Produit Intérieur Brut, indice symbolique de la richesse nationale.

C’est idiot ? Du gâchis ? Bien sûr, mais il faudra attendre encore un peu, jusqu’à la touche d’exagération finale qui décidera les décideurs à faire quelque chose comme émettre des droits à polluer ou lancer des Grenelles de l’environnement.

Vous voyez bien, il y a de l’espoir, mais vous voyez aussi comment la machine bancaire actuelle, dans les tuyaux de laquelle circule de la monnaie et des informations rabattues sur leurs incidences monétaires, exclusivement - comment cette machine fonctionne à rebours du bien général, de la prospérité collective.

En l'état actuel des choses économiques et sociales, l'enrichissement de l'entrepreneur et de la banque peuvent se développer sans souci aucun de leur participation à l'épuisement des ressources naturelles et au mépris des ressources humaines.

En l'état actuel, exercer son imagination n'a d'intérêt que si l'exercice s'applique à des affaires rentables ou à les rentabiliser davantage encore. Bien d'autres que nous l'ont vu et bien avant nous dénoncé. Mais leur dénonciation est jusqu'à présent restée stérile.

C'est pourquoi, plutôt que dénoncer la participation des banques à la paupérisation générale, nous préférions l'interpréter comme un dévoiement regrettable et les appeler à reconnaître que leur vocation est de contribuer à un enrichissement concret, où la richesse ne se mesure pas en monnaie, et que cette vocation très précisément empêchée par le seul outil, le seul levier dont elles puissent faire usage, celui de la monnaie.

Nouvel exemple.

Vous avez l'idée d'un produit ou d'un service dont le succès serait écologiquement ou socialement souhaitable mais qui peuvent condamner tout un bassin d'emploi. C'est le cas de la machine à laver sans eau.

Si, avec un projet pareil, je vais, rien que pour en étudier la faisabilité, demander à une banque de m'ouvrir un crédit, si le directeur de cette banque a pour clients une société distributrice d'eau, des fabricants de plomberie, et de machines à laver de toutes catégories, il va... réfléchir.

Mon procédé condamne en effet, à terme, ce qui est aujourd'hui généralement considéré comme des richesses. Elle risque de faire du tort à des clients qui s'enrichissent en produisant des machines dont la capacité de rendre le linge et la vaisselle propres soutient celle de fabriquer des moteurs électriques et d'emboutir des tôles, qui « rendent » beaucoup, beaucoup d'argent.

Ayant conçu ma machine à laver sans eau comme un bien collectif enfermé dans un bunker qui garde les bruits pour lui et récupère les poussières, sa philosophie écologique et politique est incompatible avec celle d'une distribution dans chaque foyer, de l'appropriation individualiste d'une technique ou d'un service. Elle est aussi incompatible avec cette philosophie-là que la centrale d'aspiration affectée à tout un immeuble, qui figure déjà dans une Encyclopédie Ménagère Larousse datant des années 1920, dûment brevetée, encore à ce jour à peine exploitée et que les architectes ignorent.

Le conflit entre les richesses dispendieuses pour l'environnement et celles qui lui donnent encore une chance est bien évidemment entretenu, sinon créé par des considérations monétaires.

Pourquoi le « sommet » de Copenhague a-t-il échoué ? Parce que réduire l'empreinte écologique équivaut à des profits moindres, pour les pays dits émergents comme pour les autres.

A court terme, toute innovation doit produire des profits monétaires sans empêcher les précédentes de rapporter. Ce qui n'empêche pas certains entrepreneurs de sauter sur de nouveaux chevaux. Avec un argument moral de poids, depuis quelque temps, si le cheval est vert.

A long terme, on ne peut rien prévoir. En quelques mois les opportunités les plus tentantes peuvent se retourner comme des gants, le bon cheval s'avérer le dernier des toquards ou pire, crever dans une grosse bulle.

Apologue du banquier futé

Et maintenant, sous la forme d'une fiction, voyons comment les choses pourraient évoluer.

Vos clients A, B, C, ont des capitaux. Vous n'avez pas à savoir comment ils ont été acquis. Vous devez répondre à leur demande : comment les faire fructifier.

Vous avez donc prévu toute une gamme de produits à leur proposer. Pour les deux tiers de ces produits, vous avez parfaitement le droit d'ignorer comment ceux qui les mettent sur le marché font pour les rendre aussi attractifs, et les faire rapporter à un taux aussi élevé, au client comme à eux. Vous en avez d'autant plus le droit que la banque reçoit des ristournes sur la vente de ces produits et ne se gêne pas d'en loger dans son propre portefeuille.

Vous n'êtes pourtant pas sans connaître quelques uns de leurs trucs, délicieusement désuets à côté des modernes titrisations de dettes mais qui marchent toujours, comme acheter des entreprises pour les revendre après « restructuration ». Ou procéder par « effets de levier » pour rafler des terrains pas cher et être là, ô combien compatissant et plus offrant quand ceux qui refusaient de vous les vendre les voient brûler. Ou encore planter une usine polluante pas loin d'un quartier résidentiel, ce qui fait baisser les prix des logements, rachetés et revendus après avoir édifié une tour à la place de l'usine.

Pour les deux tiers de ces produits, vous n'êtes pas sans savoir que votre travail de banquier collabore à quelques infamies. Vous vous honorez d'ailleurs d'avoir compris avant tout le monde ce qu'avait de pervers le regroupement de dettes et leur introduction en Bourse à titre d'actions ordinaires, et aucune de ces choses-là, absolument aucune, n'a jamais figuré dans votre portefeuille.

Et pour le tiers restant ?

Il est constitué en partie par l'achat et la revente de matières premières. On retrouve la spéculation. Vous devez donc insérer le portefeuille du client dans la conjoncture de la real-politik internationale, vous tenir informé de ce que les Chinois s'interdisent d'exporter ou pousser à en acheter avant qu'ils ne raflent tout. Ensuite il suffit d'attendre un peu et de revendre au bon moment... Les entrepreneurs seront contents d'en trouver, même à ce prix, et il n'y aura que des esprits chagrin pour vous reprocher d'avoir participé à la cherté des matières premières.

Une autre partie du tiers restant est constitué par l'achat et revente de devises. C'est très spécial, et pas sale du tout, comme l'a prouvé M. Soros, qui fit sauter la Banque d'Angleterre avant de se convertir à la pure philanthropie.

Une autre partie du tiers restant est constituée par des obligations pépères, des actions solides.

Aucune honte, cette fois, à en profiter, n'est-ce pas ? Aucune, à ceci près que l'argent prêté à intérêt oblige mécaniquement l'entrepreneur à en rendre plus qu'il en a reçu. Le brave épargnant qui place ses sous en obligations, actions, SICAV - ou en toute innocence à la Caisse d'Epargne ! - participe donc à l'obligation de faire des profits monétaires toujours plus importants et toujours moins regardants sur les retombées sociales et écologiques. Des profits d'autant plus féroces que le crédit est cher et que le fisc, qui épingle les dégâts sociaux et environnementaux par des taxes au rendement de plus en plus improbable, devient de plus en plus hargneux.

Passons à un autre type de clients : X, Y, Z entrepreneurs et commerçants. Z est chercheur en molécules nouvelles, X en imagerie médicale.

Avec eux, quel plaisir de travailler. Ils ont des idées. Passionnantes. Comment ne pas vous y intéresser et vouloir aider de toutes vos forces à leur réussite ? Ils vous font confiance au point de venir accompagnés de leur chef du bureau d'études. Vous vous informez mutuellement.

Vous n'êtes toutefois pas sans observer que les informations que vous leur fournissez, qui portent - c'est votre métier - sur des taux d'intérêts et cadences de remboursement, ont pour effet de reformater d'une manière de plus en plus réduite leurs projets. Leurs soucis de faisabilité débordent même souvent ceux que vous avez en matière de faisabilité budgétaire et de crédits raisonnables.

Ainsi, ce n'est pas vous, c'est eux qui, pour assurer non seulement la vente de leurs produits mais la fidélisation des acheteurs, ont eu l'idée d'embaucher des ingénieurs ayant pour mission exclusive de calculer la durée des pièces et circuits de telle sorte qu'ils créent des pannes peu après la fin de la date de cessation de la garantie. Ils ont aussi embauché des commerciaux, pour mettre un service hyper-rapide d'enlèvement et de remplacement de machines en panne. Comme elles tombent

Bien vu, bien dit, M. Bruckner !

Le pouvoir et la richesse, disait Adam Smith, sont des illusions nécessaires, « d'énormes et fatigantes machines » où le souci du bien-vivre se confond avec les moyens d'y accéder, où l'argent ne fait pas le bonheur puisqu'il est déjà le bonheur en lui-même sous forme de liasses, d'or, de magot. Confusion bénéfique car elle change la face du monde, transforme le désir d'enrichissement en condition de l'aisance pour tous. Excellent raisonnement. Mais nous ne sommes plus à l'époque d'Adam Smith : nos sociétés sont opulentes à en crever et si l'argent est incontestablement libérateur, source d'autonomie et d'anonymat, il nous affranchit de tout sauf de lui-même. Vient un moment où il faut s'émanciper de l'émancipateur, le rappeler à son rang. Tel est le vice de forme : au lieu que l'économie permette à tous de relativiser le souci matériel, elle en devient l'obsession, nous laisse jour et nuit, pauvres et riches, le nez sur les chiffres, les courbes du chômage. Au lieu de nous autoriser une certaine insouciance, elle nous met dans l'obligation de ne jamais oublier que nous sommes agents, ses créatures. Au lieu de nous soustraire au besoin elle nous y enfonce. Le mécanisme s'est perverti en son contraire : le moyen est devenu une fin, les fins sont devenus des moyens. L'étau monétaire et marchand s'est infiltré dans tous les interstices de la vie. « Evénement aussi monstrueux, disait Péguy à propos de l'argent, que si l'horloge se mettait à être le temps ».

Pascal Bruckner, *Misère de la prospérité, La religion marchande et ses ennemis*, Grasset 2002 p. 217.

souvent en panne, le client a davantage intérêt à en louer, qui, celles-là, ont intégré un petit génie qui les protège de la Panne mais pas de l'obsolescence accélérée de toutes les machines. Ce qui permet de louer plus cher celles de la génération suivante.

Bien joué. Vous êtes bien obligé d'approuver. Mais ça ne vous empêche pas de constater que s'enrichir vient de changer de régime, et que l'âge de « l'accès » est tout bonnement en train d'emboîter celui de la production.

L'âge de « l'accès », tel que nous le décrivit, Jeremy Rifkin, car il est déjà à l'œuvre, n'a plus pour objet de produire des biens pour les vendre. C'est « l'âge » où il est plus rentable d'en faire

cadeau à la clientèle que de les lui vendre, pour qu'elle apprenne à s'en servir et ne sache plus comment s'en passer.³

Le truc des pilules qu'il faut prendre à vie quand on en a pris une seule s'étend pratiquement à tout : automobiles, ordinateurs, appareils ménagers. Ce qui va rendre les producteurs d'addiction de choses physiques de plus en plus irresponsables et malins, sachant que la durée de ces choses a intérêt à rester limitée.

En régime de profits monétaires, l'âge de l'accès accélère donc la cadence du jetable, qu'il suffit de compacter pour faire de nouvelles îles de rêve et y aménager des marinas de Paradis. Autant de gagné pour la planète.

Si vous restez encore quelques années dans ce métier de banquier, vous verrez un jour les paysans gagner leur vie en vendant non plus des fruits et légumes mais la garantie de se les voir rembourser s'ils pourrissent avant la date prévue.

Les clients courront reconvertis le montant du remboursement chez le pharmacien en achetant des vitamines ou des compléments alimentaires.

Mais pour vous quelle importance ? Dans un système comme celui-là comme dans l'ancien, les entrepreneurs viendront toquer à la porte de votre banque pour garantir leur trésorerie.

Le phénomène vous a cependant ouvert les yeux sur un fait qui vous avait échappé.

Car depuis longtemps déjà, sinon depuis l'origine, si votre cœur de métier est bien de créer des richesses, a-t-il jamais consisté à fournir des sous comme de vulgaires marchandises ?

Ne consiste-t-il pas plutôt à fournir la garantie monétaire qui donne accès à la création de richesses ?

Vous n'avez pas attendu Jeremy Rifkin pour être moderne.

Mais l'accès aux richesses et la création de richesses sont-ils vraiment garantie par les sous ?

Tout ce qui précède montre que non.

Non seulement le flux des sous qui permettent d'accéder aux richesses existantes peut à tout moment tarir mais il peut interdire d'en créer de nouvelles, même si toutes les conditions sont réunies pour réaliser des machines à laver aussi géniales que la mienne.

L'argent, qui nous ouvre la barrière peut aussi la fermer.

On n'y peut rien ? C'est comme ça ?

Alors vous mettez sous le coude, en essayant d'oublier.

³ L'âge de l'accès, Trad. française *La Découverte* (2000).

Des questions...

Le coude malgré tout vous démange, surtout depuis la crise dite des subprimes, et votre cœur de métier a de plus en plus d'extrasystoles.

Car ces maisons individuelles dont on rendait le rêve accessible à tous les Américains, elles constituaient bien des richesses ? Considérées sous l'angle des dépenses énergétiques et matérielles, elles n'avaient rien de bien économiques ni d'écologique. Mais ce qui les a condamnées n'est pas là. Ce sont les opérations bancaires pour les acquérir.

On a fait marcher le crédit à plein tube et créé des dettes irremboursables, qu'on a regroupé en titres vendus comme du bon pain. Jusqu'au jour où le pain s'est avéré pourri. Les banquiers ont commencé à soupçonner leurs confrères d'en être infectés. La base de dépôts sur laquelle ils avaient le droit de créer de l'argent à raison de treize ou quatorze fois ces dépôts, elle n'a rien garanti du tout. Alors il a fallu sauver les sauveurs attitrés, les banques. Et les Etats, qui n'avaient pas de sous et la veille encore leur en empruntaient, ils en ont tout à coup trouvé pour les sauver. On les a vus ramener à la berge leurs sauveurs attitrés.

La presse n'a pas trop ébruité comment ils avaient réussi ce miracle, mais il vous a réveillé comme un coup de gong à l'aube.

Car lorsque vous accordiez un crédit à vos clients ? Il était où, l'argent ?

Vous ne l'aviez pas. Il vous était promis par le remboursement probable de la dette contractée par votre client augmentée par les intérêts.

Vous voilà donc vous souvenant de la création monétaire dont on vous a parlé à l'école.

Une création tellement incroyable, pour vous comme vos camarades, que vous n'avez pas osé réclamer de précisions, et le prof n'a pas voulu offenser vos honnêtes préjugés.

Même si tout cela a été un jour très clair dans votre tête, vous l'avez vite oublié, comme chacun de nous oublie la leçon sur les principes du moteur à explosion, dont la connaissance ne s'impose ni pour rouler aux vitesses autorisées ni pour garer la voiture dans les règles de l'art.

Cette création monétaire qui vient de sauver les sauveurs et que vous pratiquez vous-même en toute innocence dans les limites autorisées (je rappelle : entre 13 à 14 pour 1 de dépôt), elle finit quand même par remuer des idées et accoucher de quelques questions. Par exemple :

Pour créer des richesses, vos entrepreneurs ont besoin de crédit.

Est-ce qu'ils ont pour autant besoin de faire des bénéfices ?

En voici un qui a utilisé au mieux son emprunt pour rénover ses chaînes de fabrication.

Il a bien travaillé ! Tout est prêt, le produit a été annoncé par voie de presse, sur Internet, affiché à côté d'une acheteuse ravie. Il est dans des caisses prêtes à partir chez les commerçants ou par petits paquets via la Poste.

M. votre Client réunit le personnel, le grand jour est arrivé. Il vous invite à fêter ça. Buvons !

Il n'a pas encore touché un sou en retour du produit qui devrait se vendre comme des petits pains puisqu'une étude de marché a prouvé par A+B qu'ils correspondaient un besoin.

Mais de ces sous, a-t-il vraiment besoin ?

Dans le cadre actuel ABSOLUMENT.

Si l'argent qu'il a investi ne lui revient pas, grossi par de justes bénéfices, il aura travaillé pourquoi ?

Pour créer des richesses !

Elles sont là, regardez, bien visibles.

Mais si elles ne rapportent pas des sous, ce ne sont plus des richesses, c'est de la faillite.

Ah, pourvu que la clientèle potentielle ait les sous pour acheter.

Une idée...

Le problème de l'entrepreneur, tout à l'heure, était : à quoi bon imaginer de créer une entreprise si on n'a pas les sous pour la faire fonctionner.

Le voici comme inversé : A quoi bon créer des richesses, si les clients ne peuvent pas acheter ?

La première partie du problème, vous l'avez réglé, vous, banquier, en créditant l'entrepreneur.

La seconde partie, comment rendre réels les clients potentiels vous donne une idée.

Elle est, notez-le, tout à fait dans la ligne actuelle de votre métier : faciliter l'achat de toutes sortes de biens à vos clients. Soutenir leur consommation.

Pourquoi ne pas le faire en grand, et créditer à l'avance tous les consommateurs de la somme nécessaire pour acheter les produits de toutes les entreprises ? Le total des produits valant T, les clients auraient été crédités d'autant. Ils auraient de quoi acheter le produit ? Le total de ces achats reviendrait sur le compte de toutes les autres banques.

Chacun des banquiers qui aurait avancé des sous pourrait savoir si les produits créés grâce à ses sous correspondaient bien aux usages pour lesquels ils étaient prévus.

Une Banque ou Comptoir National observerait les choses d'un peu plus haut. Elle ferait quelques commentaires sur un meilleur emploi, comme la Cour des Comptes, et pourrait donner des avis sur la dilapidation des richesses naturelles et la réalité des « richesses » produites.

Une fois l'argent revenu, les deux colonnes, sorties et entrées, seraient comparées, bien sûr, mais si elles ne sont pas de la même longueur, s'il en manque dans les rentrées, ça n'aura rien de catastrophique. D'abord parce que ces belles et bonnes choses restées en rayon seront utilisées plus tard, ou recyclées, ou échangées avec des pays à qui vous ferez connaître le génie national. Et puis, que cet argent vous revienne ou pas, vous quelle importance ? Puisque...

Puisque vous l'annulerez !

Elle est là, l'idée ! L'argent que vous aurez émis n'aura servi qu'une fois, et après usage vous en émettrez d'autre.

Dans ce système, vous accueillerez donc tout autrement l'inventeur de la machine à laver sans eau. Avant d'entreprendre quoi que ce soit, les entrepreneurs ne devront plus chercher comment en faire du profit monétaire. La création de richesses « authentiques », disons, pour faire simple, ne sera plus distordue par les bénéfices qu'il fallait jusqu'alors en faire.

Vous pourrez donc vous adonner à fond à votre cœur de métier de banquier, créer des richesses, exclusivement. Côté production, créer du bien public et environnemental, en dissuadant les doubles-emplois, les importations inutiles, les ravages environnementaux. Et dans le même mouvement, côté consommation, créer l'accès aux richesses, par le biais de revenus largement suffisants pour tous, puisque leur montant sera proportionnel à la valeur des biens et services mis sur le nouveau marché.

D'une économie sans profits monétaires...

Depuis cinq mille ans qu'il y a des hommes et qui pensent, il est rare qu'un quidam aujourd'hui ait une idée bien nouvelle.

Si, timidement, vous parlez à quelqu'un en qui vous avez toute confiance de celle que vous venez d'avoir, peut-être vous appellera-t-il qu'elle fut cultivée juste après la crise de 29, sous le nom d'Economie distributive, et que Marx déjà l'avait eue et que les promoteurs de l'Economie distributive n'avaient pu en informés. Et Marx l'avait peut-être énoncée sans savoir lui-même que d'autres, avant lui...

Qu'avait donc vu Marx ? Que plus la machine se développerait, plus elle mangerait d'emplois, et qu'il arriverait un jour où les travailleurs seraient inutiles. Sismondi l'avait dit aussi. La production de richesses matérielles par la Machine conduisait à un enrichissement monétaire spectaculaire de leurs possesseurs et à la misère des exploités, jetés à la rue quand on n'avait plus besoin d'eux, jusqu'à ce qu'on trouve d'autres choses à faire, dont le traitement machinisé n'était pas encore au point.

Marx en était arrivé à l'idée d'abolition du salariat. « Les moyens de paiement » devraient correspondre à la valeur totale de « la production sociale ». Point.

André Gorz, qui connaissait bien son Marx, nous a rappelé l'affaire : le texte de Marx figure dans les *Grundrisse*, publiés avant la guerre en URSS et traduits en français seulement au début des années 50. Jacques Duboin, le plus connu des distributistes historiques, ne pouvait pas le savoir. Je signale au passage que Gorz avait pris parti pour un Revenu d'Existence abondé de cette façon, c'est-à-dire garanti par la production réelle et non ce qui reste à redistribuer des profits monétaires après avoir remboursé les intérêts, payé les actionnaires, le fisc, etc.

Bon : vous vous renseignez. Vous lisez la prose distributiste. Et même Elysée Reybaud, un ami de Jacques Duboin, qui a étudié la question d'assez près et commis un essai sur la gestion comptable du nouveau système.

Tout ça date un peu, bien sûr, et contient des risques évidents de centralisation, de planification rigoureuse, de Comité Central... N'empêche : votre cœur de métier en est tout conforté. Conforté par un drôle d'argent qui ne s'accumule plus, émis sans intérêt. Anticapitaliste par construction ! Et quand quelqu'un s'inquiète de savoir comment, de quoi vivrait votre Banque, vous éclatez de rire : elle « vivrait » comme n'importe quelle autre entreprise, recevant des crédits de fonctionnement proportionnés à ses dépenses matérielles.

Dans un système comme celui-là, on ne serait plus obligé de financer petitement et à retardement pour servir tout le monde. On pourrait anticiper sur les besoins, ensemencer de nouveaux usages, aujourd'hui interdits ou déconseillés parce qu'ils donnent du travail...

Mais ? Sur quels critères seraient attribuées les fournitures ?

...à une économie sans argent

Certainement plus en raison directe des profits que leur dépense doit faire : la chose, dans votre esprit, est désormais acquise. Mais en banquier attaché à l'initiative locale, l'idée qu'elles soient attribuées par un bureau central est exclue.

Alors, à la question posée, un jour, comme ça, vous répondez *qu'aussi longtemps qu'il y a on peut prendre*.

Ce qui vous étonne tout le premier et amuse la galerie. Les index font des vrilles. Alors ? c'est « la prise au tas »? Et ceux qui rafleront tout ?

On n'ose vous traiter de fou, votre position sociale vous protège et vous tenez bon : tant qu'il y a de quoi manger, de quoi répondre aux besoins de base, de quoi poursuivre une recherche, y compris en simplicité volontaire, personne ne doit

en être privé. Le tout est de savoir ce qu'il y a, où il y en a et combien.

Et... on n'a pas besoin d'argent pour ça.

Et... si on n'a pas besoin d'argent pour le savoir, pourquoi faudrait-il en avoir pour y avoir accès ?

Comment cette nouvelle idée vous est venue ?

Dans une grande surface, un jour de solitude, en regardant la douchette de la caissière faire des bises lumineuses et sonores à tous les codes-barres qu'elle pouvait.

Chaque baiser informait les fournisseurs qu'ils auraient à renouveler leurs envois. Et chaque fournisseur en faisait sans doute autant avec ses propres fournisseurs.

Qu'est-ce que les prix venaient faire dans cette cascade de tendresses ?

Ils s'imposaient parce qu'il fallait des sous pour assurer les échanges. En clair et dur, tant pis, ils la prostituaient.

Et s'il n'y avait plus de sous ? Est-ce qu'on arrêterait de fabriquer ? Est-ce qu'on se laisserait mourir de faim ? Est-ce qu'on ne toucherait plus aux ressources disponibles ? Ces choses-là, est-ce qu'elles n'arrivent pas, justement quand on se sert d'argent et qu'il vient à manquer...

La douchette de la caissière était branchée sur un double circuit : celui des fournitures et celui des sous.

Et si on coupait le second ?

Récapitulons...

Dans le régime actuel, l'entrepreneur doit non seulement avoir des sous pour produire mais que les sous reçus produisent des sous, fassent ce qu'on appelle du profit, du profit monétaire, pour rendre à la banque les sous qu'elle a prêtés augmentés des sous des intérêts.

En régime distributiste, où les usagers disposent d'un revenu assuré et où il n'y a plus de profits à faire, l'accès aux fournitures n'est plus conditionné par des profits.

Mais ceux qui ont défendu ce système, pour écarter l'objection des accapareurs-nés que sont « les hommes », ont conservé l'usage de l'argent. Chaque particulier gérerait son revenu, un revenu attribué en proportion des richesses disponibles, en achetant ce dont il aurait l'usage. Il ne mettrait tous ses sous sur le même qu'exceptionnellement, et on pourrait jouer des prix « politiques » pour ralentir les désirs.

Pour échanger et évaluer ce qu'on échange, on collerait donc des prix sur les choses.

Ces prix, pourtant ?

N'allait-il pas continuer de pervertir le choix des choses ainsi appréciées ?

En effet, et pour au moins deux raisons.

1. Continuer à faire usage de l'argent inciterait probablement à conserver un certain écart entre les revenus, en travaillant plus ou en posant à MM. les Indispensables. Cet écart induirait des productions dont les mieux payés, même avec un écart de revenus rétréci de 1 à 3, seraient les premiers demandeurs : des productions de bien et services exigeant plus de soin, des ressources plus rares.

Les mieux payés seraient donc, par ce biais, les conducteurs de la production. C'est un fait que les écologistes en général et les Décroissants encore, ont négligé : ils dénoncent l'empreinte écologique dévastatrice des pays riches, mais oublient que les revenus de chacun des usagers de ces pays-là impliquent des empreintes écologiques proportionnelles. Le jour où ils se décideront à faire de l'écologie cohérente, il faudra bien qu'ils parlent des hiérarchies salariale.

2. Même dans une économie où les usagers recevraient de quoi acheter tout ce qu'ils ont produit, le prix valoriserait certains produits et services plus que d'autres et réimpulserait leur production. Plus ce serait cher, plus il faudrait en produire.

Alors, boum, youp l'argent. « Youp » pour dire adieu.

Adieu l'argent, et... et ? Vive la banque !

La banque de l'avenir

1. Une banque d'accès aux informations

Comment elle fonctionne, votre banque sans argent ? Qu'est-ce qu'elle offre comme services ?

Décrivons-la.

Premier volet : c'est une banque d'accès aux informations. La banque de l'avenir, si vous voulez qu'il y en ait un, débarrassé des guerres, des revendications sociales et peuplée d'une humanité réconciliée avec elle-même et sa planète, c'est une banque de données.

Elle ne fournit plus de sous, elle fournit des informations et cherche les meilleurs systèmes pour recenser les richesses, les utiliser au mieux et y donner accès à deux moments-clé : celui de leur transformation en produits et services et celui de l'accès à ces biens et services.

Elle arbore plusieurs drapeaux : le local, le régional, le national et l'international. Elle montre par là qu'elle a une vocation publique. Elle est devenue un ministère à elle toute seule, dont le centre est partout et la circonférence nulle part. C'était déjà le cas du Marché, notez-le, mais cette fois vous ne risquez plus les groupes de pression, les bénéfices individualistes, les ravages culturels et écologiques.

Tous ceux qui ont envie de créer une entreprise viennent vérifier sur vos pupitres ou sur leur propres ordinateurs, si c'est faisable, ce qui

veut dire : si on a les matériaux, l'énergie, les ressources humaines, pour en faire l'expérience, du plus proche au plus lointain.

Rien qu'en pianotant le titre de leur projet, ou son but, plein d'autres projets et buts allant dans le même sens vont apparaître, actuellement en cours ou abandonnés. Les brevets qui y ont été associés apparaîtront aussi, et les domaines de recherche dont votre projet relève. Vous viendrez y chercher à la fois un appui, des confirmations, et aussi toutes sortes d'objections.

Votre projet précisera son objet et sa mise en œuvre en fonction de paramètres qui s'adapteront aux distances auxquelles sont les ressources dont vous aurez besoin, des productions qui vont dans le même sens, dans les limites d'un certain territoire, et auxquelles ce projet-là va d'une manière ou d'une autre, s'associer ou entrer en concurrence, comme c'est déjà le cas, mais cette fois le candidat en sera clairement prévenu. Si ce qu'il projette a des incidences négatives, les logiciels sauront très vite le détecter et bloquer.

Les enquêtes sur les ressources locales iront bon train. Elles redécouvriront plein de ressources oubliées. Elles amélioreront sans cesse les services offerts aux candidats entrepreneurs et s'évertueront à « prudentialiser » la fourniture de matériaux et d'énergie, , à l'énergie, aux locaux.

Prenons l'exemple de la machine à laver sans eau. Le stock de données dont la banque dispose est capable de vous indiquer ce qui s'est déjà fait dans le domaine des vibrations, dans quels sens vous devez encore chercher pour en améliorer les performances.

La banque répercuttera votre appel à tous les spécialistes en vibrations stochastiques, en produits textiles, pour savoir les plus aptes à supporter les vibrations, en sondes capables de reconnaître la matière des tissus, céramiques ou verres dont on va détacher les corps étrangers. Et vous ne craindrez pas, cette fois, de ruiner ceux qui assemblent les moteurs, forment et laquent des tôles. Ils ne vont plus se constituer en lobby pour continuer le gâchis d'eau qui leur vaut de l'emploi. Et le jour où toutes les machines à laver sans eau remplaceront les machines qui usaient de l'eau, ceux qui apportaient leur force de travail à ces machines écologiquement immorales se seront depuis longtemps investis ailleurs : les inventions ne manqueront pas.

« La libre entreprise » pieds et poings liés à la monnaie, c'est fini. Dans une économie comme celle dont la nouvelle banque est le pivot, qu'est-ce qui peut empêcher un entrepreneur d'entreprendre ?

Le fait tout bête que sa demande en ressources risque de n'être pas abondée.

En permanence, les banques du monde entier font donc respecter des « ratios » autrement sérieux

que le ratio qui permettait de prêter 13 ou 14 quand on avait 1. Cette fois on vous avancera 1 quand on dispose de 15. On parlera de ratios de renouvelabilité, dans le calcul desquels se reconvertisront les mathématiciens et statisticiens qui ont si bien su calculer les profits qu'on pouvait attendre des dettes titrisées.

Les candidats entrepreneurs peuvent être dissuadés d'entreprendre si certains seuils de pollution ou de récupération risquent d'être dépassés. Mais il n'y a plus d'argent à gagner : aucun lobby n'entravera l'ajustement des codes prudentiels. Les candidats entrepreneurs peuvent aussi être, sinon empêchés, tout au moins obligés de tenir compte des objections de caractère culturel, cette fois, que leur projet peut rencontrer. Il suffira qu'il

Des budgets « matière » aux budgets « usologiques »

Quand PROSPER a commencé à envisager en public la possibilité d'une économie sans argent, il la réduisait à un inventaire purement matériel des « choses » : combien d'unité de chacune de ces « choses » il y avait et ce qu'il fallait pour les mettre au monde matériellement. Ce qui obligeait à prendre en compte l'énergie, les transports, la conservation, l'emballage, les ressources naturelles non facturées, les formations professionnelles.

Ce programme d'observation suffisait à faire comprendre les enjeux et surtout qu'une économie démonétisée aurait avec la réalité un rapport bien plus objectif et complet.

Le message passant relativement bien, nous le comprenons désormais dans la nécessité de compter, dans « ce qu'il faut pour le faire », des interactions entre ce dont X fait usage au plan matériel et les usages qui en sont faits, auxquels il participe, qu'il soutient, parfois combat, et peut éventuellement remplacer.

Ce « chapeautage » revient, remarquons-le, à reprendre à la base la leçon initiale de la science écologique. Les interactions entre les « objets » ne peuvent en effet s'expliquer que par leur interdépendance usologique.

Reste donc à mettre au point une méthode « usologique » de prise en compte, plus précise que celle que tous les usagers pratiquent spontanément (v. PROSPER 22, 2^e partie). La présente description de la banque de l'avenir anticipe sur son application (cf. p. 10).

qu'il soit lancé à titre expérimental : à condition de pouvoir arrêter à tout moment et que les dégâts soient autant que possible réparables.

On imagine déjà de nouvelles lois. Pensons plutôt à des principes comme ceux qu'on trouve dans les Constitutions : exemple : nulle entreprise ne peut être engagée ni poursuivie si elle n'a un caractère expérimental - ce qui veut dire qu'on peut l'arrêter à tout moment, qu'elle n'a rien d'irréversible. Pour aider à l'application de ce principe, il faut penser dès à présent aux moyens d'automatiser des systèmes qui bloquent les expériences avant qu'elles deviennent ingouvernables et certaines dérives internes ou externes. A l'usage d'automates comme ceux-là, la démocratie ni la planète ne perdront rien, bien au contraire. Il ne faudra pas attendre qu'un hurluberlu tire la sonnette d'alarme ou de rassembler un million de pétitionnaires pour s'en occuper.

La banque de l'avenir

2. Une banque d'accès aux ressources

Deuxième volet : l'accès matériel aux produits et services disponibles.

On peut l'envisager de deux points de vue. Celui des entrepreneurs, qui seront « crédités » des matériaux, énergie, machines, locaux qui leur seront nécessaires, et celui des usagers.

Dans les deux cas, je vous rappelle le principe : tant qu'il y en a, on peut en prendre.

S'il y en a, c'est qu'on a eu la permission de le produire. Voir plus haut : on a « prudentialisé » l'accès aux ressources et pris en compte les recyclages. Au plan écologique, pas de danger.

Et quand il n'y en a plus ?

On renouvelle dans les mêmes conditions.

Et si la demande est telle que seuils de prudentialité sont atteints ?

Eh bien les clignotants s'allument.

Ils s'allumaient déjà, notez bien, lorsque les entrepreneurs ont peaufiné leurs projets, pour leur signaler qu'on avait déjà suffisamment de ce qu'il apporterait et les inciter à plus d'imagination. Ou pour signaler que, dans la même gamme d'usages, si une production quelconque était, pour une raison ou une autre empêchée, il fallait pouvoir trouver des appareils ou produits de remplacement.

La sagesse qui prévaut aujourd'hui déjà pour dissuader de mettre sur le marché un produit ou service qui surabonde ou pour mener de front des productions convergentes, cette sagesse prévaudra demain comme aujourd'hui.

Dans une économie sans profits monétaires ni monnaie, le risque de manquer, envisagé d'une manière globale, ne pose pas de problème.

Il n'est en tout cas pas entretenu pour faire monter les prix. La régulation de l'offre et de la demande est aujourd'hui assurée par des prix. Elle est donc aussi filtrée, déformée par l'usage de l'argent. L'usage d'un outil aussi transparent que celui des codes-barres régulera tout aussi bien et dans la transparence.

Venons-en maintenant aux particuliers.

Répondons d'entrée à l'objection récurrente des « gens » qui rafleraient tout.

Les gens qui ont entendu dire que le riz allait manquer sont-ils aujourd'hui empêchés de faire la tournée des magasins et de rafler le maximum ? S'ils ont les sous, ils le peuvent. Mais ça le serait aussi, notez bien, dans une économie sans profits monétaire qui conserverait l'usage de la monnaie.

Imaginons donc comment ça se passera, dans une économie sans profits monétaires ni monnaie, quand vous irez dans un magasin qui applique le principe « tant qu'il y en a on peut en prendre » ?

Sans trop m'éloigner de l'esprit de l'objection, focalisé sur les individus accapareurs, j'avais pour ma part proposé l'usage de cartes anonymes, disposées à l'entrée du magasin, qui se rempliraient de tous les articles que le client avait déjà pris avec cette carte. Passé un certain nombre de « prises », elles refuseraient l'accès à l'article. Mais s'il en reste vous pouvez demander à un autre d'en prendre sur la carte anonyme qu'il a reçue.

Que ce soit lui qui prenne ou un autre, aucune importance, tant qu'il y en a. Via les cartes d'accès, le système de renouvellement est prévenu de ce qu'il fallait renouveler.

Mais il peut l'être sans recourir à ces cartes. Les rayons peuvent être équipés de systèmes qui informent en temps réel de ce qui y entre et sort. Des systèmes sont même aujourd'hui à l'étude, qui supprimeront les caissières : le contenu du chariot sera automatiquement enregistrée sans déverser les articles sur le tapis roulant. Je regretterai ma caissière favorite, certes, mais j'imagine que la caissière a mieux à faire que de la gym devant un rayon laser.

Quelques uns m'ont déjà remontré que tout ne s'achèterait pas dans des super-marchés, et que l'idée de cartes, qu'ils avaient du mal à concevoir anonymes, n'était donc pas exclue. Mais le marchand de journaux n'est-il pas déjà équipé d'un terminal ? Pourquoi pas la distributrice de fleurs ?

Réinventer la banque...

Reprendons.

Solution basse : abolir les profits monétaires.

La banque continue de créer de l'argent. Sans intérêt. Il ne sert qu'une fois - s'annule au moment

de la transaction. Il n'est pas thésaurisable et donc **anticapitaliste par construction** (j'insiste).

Cet argent génial traîne malheureusement encore avec lui des risques de hiérarchies salariales et ceux qui ont les revenus les plus élevés veulent en avoir pour leur argent. La consommation se démocratise par paliers, les moins payés sont les derniers à acheter ce qui a séduit les premiers - ou on le leur produira à bas prix, moindre durée et moindre service, ce qui les signalera encore plus gravement comme « gens d'en bas ».

La critique des signes de richesse, de progrès, d'utilité, risque d'attendre encore un peu et la planète continuera de souffrir.

Au plan technique, la banque continue comme avant de créer des sous d'un trait de plume. Elle élargira probablement déjà cette mission en jouant la banque d'informations, avec codes prudentiels etc. Mais vous ne pourrez empêcher ceux qui ont les revenus les plus élevés de justifier leur distinction en provoquant des productions dispendieuses pour l'environnement. Et si matériellement il y a encore de quoi les réaliser, vous pourrez difficilement en dissuader les plus-friqués.

Solution haute : abolir l'argent.

Humiliée depuis des siècles par son usage, la vocation de votre cœur de métier enfin se révèle : *favoriser la production de richesses et l'accès de tous aux fruits de leur travail.* Favoriser la production de richesses, recherches incluses, et dans ces recherches toutes celles qui visent à préserver les richesses naturelles.

De cette vocation, vous aviez l'intuition. Mais vous l'avez étouffée.

Vous n'êtes pas devenu banquier seulement pour produire de l'enrichissement en argent. C'était un moyen, par lequel il fallait passer, mais vous visiez autre chose. Vous avez sincèrement pensé que soutenir ce mode d'enrichissement était nécessaire et sain.

Il vous est même arrivé de reprendre, en toute bonne foi, l'argument selon lequel c'est grâce au capitalisme, « malgré tout », que les progrès dont l'humanité s'honneure ont été rendus possibles.

A présent, sachant tout ce qu'une banque peut aujourd'hui faire sans argent, et qu'elle ne peut le faire que si on abolit l'argent, vous reconnaîtrez que ces excellentes choses que vous portiez au crédit du capitalisme, l'argent a empêché l'humanité d'en bénéficier plus tôt, et qu'il a affaibli ce que leur usage pouvait avoir de bénéfique.

Mais il ne suffit pas de le savoir, de le dire, et de rejoindre ceux qui le démontrent à longueur de succès éditoriaux et le disent en prose et en vers. Ils sont contre le capitalisme, mais n'ont encore jamais proposé d'autre que lui-même pour abolir ses méfaits.

Leurs alternatives, toutes plus généreuses les unes que les autres - redistribution des profits plus juste, association capital-travail, monnaies locales, revenu garanti - s'y adosSENT.

De plus en plus de collègues admettent faire un sale métier. NON : simplement, le métier ce n'est pas ça. Leur métier ils ne l'ont jamais fait que dans les coins.

Alors c'est quoi, ce métier ? Celui qui vous reste à inventer, à partir des moyens qui sont là, qui abondent, et dont on peut faire un tout autre usage.

Si tous les banquiers du monde

La planète ne suit plus. Elle est incapable de répondre aux demandes matérielles que lui impose l'obligation de faire des profits monétaires croissants. L'appât de nouveaux gains sur des produits et services qui modèrent son épuisement soutiendra l'appât de gains qui l'épuisent. ***De ce cercle on ne sortira qu'en abolissant les profits monétaires.***

Les peuples n'en peuvent plus. Ils acceptent de moins en moins ce qui leur arrive. Leurs territoires, soumis aux exigences du marché, ne leur appartiennent plus. Pourquoi n'ont-ils plus le droit de se nourrir eux-mêmes ? Pourquoi doivent-ils consentir à une réduction massive de services publics patiemment construits par les générations précédentes ? Pourquoi l'accès au travail, à la retraite, au logement, leur sont-ils refusés ? Pourquoi...

Pour de strictes raisons de comptabilisation monétaire, ***dont on ne sortira qu'en abolissant l'usage même de l'argent.***

Abolir l'argent : qui mieux que des banquiers peuvent aujourd'hui émettre une telle hypothèse ? Qui mieux qu'un banquier peut la faire connaître et pousser à l'éclosion d'une civilisation sans monnaie ? Ils sont mieux placés que quiconque pour connaître les abus, les méfaits et contradictions de l'outil capitalistique.

Et de cette hypothèse, où étudier la faisabilité les applications, mieux que dans les écoles et les instituts d'économie qui préparent au métier ? Ils regorgent de données, d'outils et méthodes de traitement capables de tester les conséquences pratiques du nouveau paradigme tout en pointant les cinglants démentis apportés par les faits aux fausses évidences qui inspirent toutes les politiques économiques actuelles. Ils peuvent dans des délais très brefs, élaborer diverses pistes et les proposer à la mise en ondes politiques.

Tenir des propos pareils semble irréaliste. Les banquiers tiennent le manche et ne le lâcheront pas - etc. Mais la situation peut s'aggraver et les y

obliger. Et il n'y a aucune raison de les condamner et de se passer des compétences qu'ils ont acquises en faisant la seule chose qu'ils étaient autorisés à faire : de l'enrichissement monétaire, au mépris du reste. Ils ne sont pas plus coupables que des enseignants employés à fournir des négriers, ou « des forces de l'ordre » employées à protéger ce que Mounier qualifiait de « désordre établi ». Les moyens préjugent de la fin. Exclure, condamner, préjuge d'une société fermée.

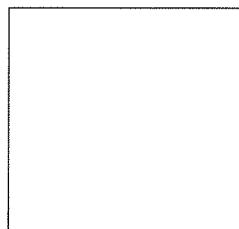
Je m'adresse maintenant aux socialistes, à la gauche de la gauche, aux écolos, aux décroissancistes, les anarchistes. Tant que vous admettrez implicitement que les profits monétaires et l'usage de l'argent sont la fin de l'histoire, si jamais vous arrivez au pouvoir, vous reproduirez les mêmes turpitudes budgétaires qu'aujourd'hui.

Si vous ne voulez pas les reproduire, si vous ne voulez pas offenser, à votre tour, les valeurs que vous avez défendues, vous devrez en passer par l'abolition de tout comptage monétaire.

Vous devrez donc inventer des institutions chargées d'informer sur les ressources disponibles et la cadence à laquelle elles peuvent se renouveler. Vous devrez aussi en inventer pour y donner accès.

Et que vous choisissiez « la solution basse » avec l'argent, ou « la solution haute », sans, ces institutions seront forcément identifiées à des banques, dont elles occuperont tout naturellement les locaux.

Les banques, qui feront enfin leur cœur de métier, seront au centre du dispositif, comme elles le sont déjà. Mais tous les usagers cette fois comprendront et partageront leur objectif, « dans l'honneur » et non plus le mépris des richesses humaines et de la planète.



Ci contre un avant-projet pour une affiche ou un tract.

Dans le cadre réservé, en bas, vous inscrirez la date et le lieu de la réunion !

Page suivante un argumentaire pour une économie fondée sur les ressources ...

On peut faire plus court et convaincant ?

Ou au contraire développer ?

A vos plumes !

V. aussi p. 63, l'ESQUISSE ...

L'argent et après ?

*Pour quelles raisons l'usage de l'argent s'est-il imposé ?
Pour quelles raisons son usage doit-il être aujourd'hui abandonné ?
Les mêmes.*

L'usage de l'argent a certes facilité les échanges, mais il a toujours, mécaniquement, réservé en priorité l'accès des biens et services à ceux qui en ont. Il prive donc la majorité du fruit du travail collectif. Même s'il n'a pas été inventé pour cette raison, comment empêcher d'exploiter cette propriété ? Aussi longtemps qu'argent il y aura, classes sociales il y aura et lutte des classes.

Hors d'un cadre restreint, aucune création de richesses ne peut être envisagée si on n'a pas l'argent pour les financer et si elles ne produisent pas d'enrichissement monétaire. Dans ce cadre « la libre entreprise » est un vain mot. Ne survivent que les entrepreneurs capables de soutenir et renouveler les technologies les plus pointues, parmi lesquelles celles de la guerre, rempart ultime des oligarchies.

L'usage de l'argent, par construction, fait obstacle à ce qu'il promet.

Emis avec intérêt, il oblige les entrepreneurs à en rendre plus qu'ils n'en ont reçu. La croissance monétaire, indispensable à la « bonne marche » de l'économie, oblige de fermer les yeux sur la nature des produits et services créés, de les produire en abondance pour faire des économies d'échelle et enlever les marchés. Quelle que soit leur compatibilité avec le renouvellement des ressources naturelles (produits « verts »), l'obligation d'en produire en masse s'achève en friches industrielles et en déserts.

On ne peut faire *la décroissance matérielle* dans un système qui exige *la croissance monétaire*.

Peut-on civiliser l'argent ?

N'est-ce pas le but des monnaies dites alternatives ? Elles combattent la capacité d'accumuler l'argent, excluent parfois son émission avec intérêt. Elles incitent à relocaliser l'économie. Mais aucune de ces monnaies ne prévoit comment abonder en amont les revenus des usagers.

Seule la monnaie « distributive », émise sans intérêts, s'annulant au moment de l'achat, distribuée leur vie durant aux usagers en proportion de la valeur attribuée à la production pendant une certaine période, introduit une véritable rupture. Elle éradique l'inflation. Tout ce qui est produit peut être acheté.

Elle a néanmoins encore deux défauts : elle met des prix sur les choses, ce qui tend à leur donner une autre valeur que la valeur d'usage, et en met aussi sur les usagers, si on hiérarchise les revenus, ce qui semble difficilement évitable. Elle risque donc de faire primer, dans le choix des produits et services, les désirs induits par les moyens supérieurs dont disposeront certains usagers.

Peut-on se passer de monnaie ?

Cette hypothèse suppose de désactiver le circuit qui prend en compte des prix au moment où la sortie des articles est enregistré à la caisse.

Seul le circuit qui informe des renouvellements nécessaires nous intéresse.

Cette information, rendue possible par l'informatisation des données (codes-barres) remonte du commerçant aux producteurs, et de ceux-ci à leurs propres fournisseurs. Elle est précise, totalement objective : *il y a, il y en a* (ou pas !) et *en telle quantité*.

Elle permet de recentrer l'économie sur le local, et d'équilibrer l'utilisation des ressources naturelles avec leur renouvellement.

Elle intéresse tous les usagers, du RMiste au banquier, tous les partis.

Ses conséquences sociales et environnementales, sa technique et sa mise en ondes politiques seront présentées

ABOLIR LA MONNAIE

grille argumentaire pour une économie fondée sur les ressources appliquée à l'apurement de la dette publique par les Etats

L'économie actuelle ne peut subsister qu'à condition d'opérer des profits monétaires croissants dont une partie revient à l'Etat (taxes et impôts). Il les facilite par des grands travaux, des règlements intérieurs et internationaux. Il épingle leurs dégâts sociaux et écologique et parie sur une croissance infinie - ou son retour, qu'il facilite en taxant moins. Au fil des ans son endettement s'accumule et les agences qui « notent » ses capacités de remboursement tiennent sa politique à la merci des créditeurs.

1. Les parades en forme d'impasses.

Réduire les déficits publics conduit, entre autres, à privatiser les entreprises publiques, à réduire le nombre d'emplois d'Etat, et donc à créer des chômeurs qu'il faut secourir et dont la moindre consommation réduit la croissance. *Nationaliser la création monétaire* reconduit l'obligation de faire des profits, d'entrer dans le jeu de la concurrence internationale et de masquer son coût social et écologique. *Créer des organismes de secours pour parer aux famines et catastrophes* : leur financement s'adosse au système et prolonge ses méfaits. *Changer les majorités en exercice ?* Les nouvelles doivent faire pareil. La déception génère le fascisme.

2. Tirer parti de pratiques déjà largement répandues.

Pour réservier une place en train, on sait aujourd'hui en temps réel combien de places sont disponibles, en quelle classe, quel jour, quelle destination. Ce prodige peut s'appliquer à tous les articles. Il permet de les renouveler en fonction de la cadence de sortie et de prévoir des seuils pour éviter l'épuisement des ressources et chercher d'autres solutions.

Aussi irréversible que l'électricité ou Internet, l'informatisation des données est déjà partout à l'œuvre.

Au moment du passage en caisse d'un article, les codes-barres activent deux circuits : celui des prix et celui du renouvellement des articles.

Seul le second est indispensable. Il prévient le fournisseur, qui se retourne sur ses propres fournisseurs... *La chaîne est rompue parce que les ressources viennent à manquer et non plus, comme aujourd'hui, parce que l'article ne fait plus assez de profits et que l'entrepreneur doit abandonner.*

L'informatisation des données permet d'assurer tous les échanges sans monnaie.

Une comptabilité parfaitement objective des richesses produites et des ressources est en fait déjà à l'œuvre, masquée, pervertie par les profits, la spéculation, les secrets de la concurrence.

3. Conséquences de l'abolition de l'abolition de la monnaie :

Abolition de l'obligation de faire des profits monétaires qui remboursent les intérêts des crédits. *Relocalisation des activités.* *Economie solidaire.* Résurrection des ressources matérielles et humaines négligées, oubliées, gâchées du fait de la concurrence et de la production en masse. *Reconquête du « cœur de métier ».* Libérée de l'obligation de faire des profits monétaires, *la banque* (devenue banque de données) peut enfin se concentrer sur le développement de la recherche en général et d'activités aux retombées sociales et environnementales positives. *L'entreprise* peut faire tout de suite utile, sain, durable et beau en association ou complément avec les autres. *Les travailleurs* s'investissent librement dans les activités de leur choix. *La démocratie*, libérée des contraintes monétaires, repart sur le principe de la maîtrise de leurs usages par les usagers. *Les ressources de la planète* cessent d'être mises à l'encaissement.

4. Mise en ondes politiques :

L'abolition de la monnaie abolit l'opposition droite-gauche, conséquence de l'usage de la monnaie. Elle réalise toutes les espérances cultivées en ordre dispersé par les partis politiques. Elle constitue la base du rassemblement que les partis cherchent à opérer à leur profit tout en gardant l'ordre actuel. Son instauration est un pas en avant pour l'ensemble de l'humanité, comme l'abolition des droits seigneuriaux, de l'esclavage, de la supériorité d'un genre sur l'autre, de la peine de mort, des cultes imposés...



*Les élections 2012 font remonter à la surface deux vieux débats :
à propos du capitalisme (plus anticapitaliste que moi tu meurs)
et de la délégation de pouvoir (qui pourrit son élu).
Mais ceux qui s'affichent anticapitalistes
continuent de croire à la vertu des profits monétaires,
sans lesquels... le capitalisme n'existerait pas !
Quant aux abstentionnistes ou ceux qui rêvent de démocratie participative,
ils croient toujours aux décisions prises à la majorité.*

*les décisions prises à la majorité ou **du poison dans l'expérience***

L'idée de tirer au sort les responsables fait du chemin dans les réseaux « alternatifs », où Etienne Chouard⁽¹⁾, qui sait tout sur l'expérience grecque-antique, est abondamment cité.

Je n'ai toutefois vu nulle part remarquer que le tirage au sort était parfaitement compatible avec les décisions prises à la majorité.⁽²⁾

Or tout appel à une majorité pour clore un délibération perturbe la perception de la réalité et la liberté d'action. Cela, nous l'avons tous observé, dans maintes circonstances, et tous refoulé, tant est forte l'idéologie majoritariste, et vaut aussi bien dans le domaine politique que celui de n'importe quelle action entreprise à plusieurs.

C'est donc en partant de ce cadre général que nous appelons à réfléchir au problème particulier de l'organisation politique.

Une réalité : l'expérimentation continue.

Soit une entreprise, un projet en cours, à titre patronal, coopératif, individuel, sur le long terme, le temps d'un cent mètres ou de se moucher.

Quel que soit le cas, s'il s'agit d'une action contrôlée par un cerveau et non par des dispositifs mécaniques, *elle fait l'expérience de capacités et de résistances en relation avec le projet de départ*. Elle consiste en une suite de rétablissements d'équilibre. S'y agglutinent ou doivent s'en détacher des « actions » parentes ou concurrentes, des contraintes matérielles qui renforcent ou contrarient le projet. Interviennent à tout moment des corrections dont la souplesse et la pertinence

sont menacées dès que la décision doit attendre d'être prise à la majorité, ou par des décideurs élus à la majorité.

Lorsque la décision est contrainte par l'obtention d'une majorité, cette décision, une fois prise, fait exister, *abstrait*, un schéma, un devoir-être, qui tend à faire négliger ou traiter comme hostile ou coupable tout ce qui peut s'y opposer.

L'**expérimentation** en est corrompue. Elle met au premier plan le respect des décisions, dégénère en enquêtes « à charge » : méchantes conditions matérielles, collaborateurs incapables, etc., et le moment d'orienter l'action dans un autre sens ou de la suspendre en est encore retardé.

Petite boîte dans la boîte générale : l'organisation politique.

Rien ne va plus aujourd'hui en matière de démocratie. Celle-ci étant confondue avec l'instrument de sa confiscation (c'est-à-dire l'élection d'instances que leur élection établit comme ayant la justice et la justesse avec elles), le mécontentement, dans tous les milieux, fait gonfler une bulle accusatrice : être élu pourrit les meilleurs, « ils » ne savent pas quoi inventer, « ils » ne décident de rien.

Mais après avoir dénoncé et redénoncé : que faire ? *Il n'y a pas d'alternative*.

Faux. Il y en a une, et probablement même plusieurs. L'administration de la preuve exige toutefois des précautions.⁽³⁾

Observons donc *comme une expérience* trois siècles de délégation de pouvoir et de décisions prises à la majorité.

⁽¹⁾ V. sur Internet

⁽²⁾ ...et la sélection préalable sur la base de diplômes, de services passés, du profil psychologique ou autres critères sur la base desquels décider, là aussi, à la majorité. Ex. : Ces diplômes sont-ils indispensables? Combien de oui..., combien de non ?

⁽³⁾ Des précautions dont j'applique ici même le principe de base : *les moyens* (ici l'argumentation) *préjugent de la fin* et doivent donc être en cohérence avec elle. Notre but étant une société réconciliée, nous n'en prendrions pas le chemin en jouant les accusateurs publics. C'est pourquoi je parle d'une expérience.

Longtemps élire ou être élu a été filtré par le cens. On a progressivement descendu l'assiette de l'impôt et donc « démocratisé » l'élection, au point de supprimer le cens. Ont alors commencé à s'introduire dans les lieux de décision des compétences d'un tout autre ordre que celles qu'il faut avoir pour gérer une usine, de grands domaines ou une banque d'affaires. Il est devenu plus important de savoir dire que savoir faire. L'émotionnel, a pris - et servi - le pouvoir. Il a aidé à créer une classe politique et des partis ou entreprises politiques soumises à la concurrence et aux rentrées de voix, comme les autres aux rentrées d'argent.

Si nous considérons cette évolution comme une expérience, aucune raison de culpabiliser *les* politiques. Nous ne culpabiliserons pas davantage *les managers* étranglés par des majorités qui ne connaissent que le profit monétaire immédiat. Les classes politique ou managériale, leurs avantages, leur irresponsabilité, leur contre-productivité matérielle, sociale, écologique, résultent d'une expérience *ignorée*, subie, conduite le nez sur le guidon et que nous avons tout lieu de chercher à abréger.

Reste à en concevoir une autre, qui abandonne les deux principes de l'expérience en cours et qui se sont comme retournés contre elle : la condition monétaire et les décisions prises à la majorité.

Cahier des charges

La condition monétaire fait dépendre toute décision des profits monétaires. Dans ce cadre toute entreprise, *expérience de fait*, doit composer avec les retours sur investissements. Elle se réduit quasiment à tester, de façon dérisoire, s'ils sont compatibles avec les profits monétaires immédiats ou futurs. Ceux-ci étant désormais plus rapides sur le marché financier que sur le marché de produits « réels » et le second dépendant du premier, le mammouth économique avance sur un fil. La contre-expérience que nous proposons, abolir l'argent, apparaît donc ici comme une planche de salut.⁽⁴⁾

La condition majoritaire fait dépendre toute décision d'une majorité. Elle implique de devoir convaincre une majorité et donc soit de minorer la nouveauté des propositions, soit de les noyer dans un consensus général, un jus d'évidences qui ont

souvent déjà perdu tout avenir (comme de croire encore au pétrole, aux profits monétaires ou à la démocratie 50,1 ou - pire encore - à 99%). Se faire élire sur un programme tarde le moment d'arrêter au moindre soupçon d'échec. En cas d'obstacle, la première réaction de l'élu pour faire ce qu'il a déclaré est de chercher l'origine de l'obstacle dans la volonté des exécutants. Celle du tiré au sort sur mandat exprès sera-t-elle différente ? Toute délégation de pouvoir emprisonne le délégué dans le projet affiché. Il tait la difficulté, et s'il la dit ceux qui ont conçu le projet préfèrent « refiler le bébé » à la prochaine équipe de décideurs plutôt que d'avouer leur erreur, comme on l'a vu dans des affaires comme celles des Halles de La Villette ou du Crédit Lyonnais.

Mais comment prendre les décisions si on ne le fait plus la majorité ?

A l'expérience, c'est à dire d'une façon qui soit en accord avec n'importe quelle forme d'action ou entreprise, qui en compose d'ailleurs plusieurs simultanément. C'est en réalité déjà le cas, mais seulement lorsque l'échec (tragique, culpabilisant), est enfin avoué.

Dans le cadre d'une démocratie débarrassée de l'usage de la monnaie et qui de ce fait peut avoir accès « aux choses » sans qu'elles soient masquées par les artefacts monétaires, « à l'expérience » veut dire au moins trois choses.

1. *En temps réel*. Nous savons le faire (voir place TGV). Mais pas dans la transparence, du fait de la spéculation (les quantité de CO² et de ressources sont encore secret d'Etat).

2. En croisant *dans des banques de données* le maximum d'informations relatives aux quantités, à l'origine, aux expériences déjà en cours. Informations assorties de seuils de renouvelabilité à ne pas franchir et de calculs des effets d'un nouvel usage dans l'écologie générale. Nous avons là aussi tous les moyens pour le faire.

3. *Que toute activité soit revendiquée comme une expérience et puisse être lancée et arrêtée sans honte et dans les plus brefs délais*, ce qui exige que l'entreprise soit de petites dimensions et que tout participant ait un droit de remarque, de retrait, de proposition.

Précisions dans le prochain cahier...

⁽⁴⁾ Elle revient à fonder l'économie exclusivement sur les ressources. *Zeigest*, apparu en Californie dans les années 70, sur lequel nous reviendrons, a lui-même déjà adopté cette hypothèse, mais est resté dans la même ignorance que le distributisme historique au sujet des moyens informatiques grâce auxquels nous pouvons aujourd'hui nous passer même d'une monnaie.

Vous avez dit usologie...?

« Pour la maîtrise de leurs usages par les usagers »

C'est ce qu'affiche PROSPER. Mais pourquoi revendiquer une « maîtrise » dont l'objectif est partagé par tous ? Nous sommes environnés de façons de faire, de pratiques, d'user de, qu'il faut apprendre, « maîtriser » d'une façon ou d'une autre ! Maîtrise élémentaire des sphincters, de la station droite ou assise. Maîtrise de la parole, de la fourchette et du couteau, des salutations. Maîtrise des codes. Devoir maîtriser, se maîtriser, empoisonne le quotidien et le magnifie aussi. Tout le monde s'entend là-dessus ! Pas de quoi en faire une vitrine ?

Et pourquoi pas ? Même en réduisant « les usages » à des choses aussi triviales que tousser proprement ou se tenir bien droit sur sa chaise...

En règle générale en effet ce qu'on appelle éducation enjambe le moment où la maîtrise des contraintes de base, mécaniques, physiologiques, alimentaires, énergétiques, économiques - mais aussi bien philosophiques ou religieuses - se fait précisément *cette maîtrise-là*. Le moment où les problèmes posés par ces contraintes se règlent, se font normer, inscrire au registre des us et coutumes - font *habitus*, pour parler moderne.

Dans son introduction à l'œuvre de Marcel Mauss Lévy-Strauss rappelle que la position de la main pendant la miction des hommes peut distinguer un groupe d'un autre. Ce que le moindre geste semble avoir de naturel se charge de raisons d'un tout autre ordre. C'est « un fait social », dit-on. Nous l'avons appris sans le savoir et sans chercher pourquoi celui-là et pas un autre.

Dans notre quotidien le plus quotidien, quand nous avons un problème assez nouveau à résoudre, nous tendons à répéter la première solution trouvée. On comprend donc que les parents et éducateurs professionnels se méfient des « mauvaises habitudes » prises dans leur dos et qu'ils n'ont pas su prévenir. La solution ne nous est pas venue tout à fait par hasard, ou son hasard a été d'une manière ou d'une autre préparé. Elle nous devient habituelle. De répétition en répétition, elle devient plus efficace. Elle diverge de plus en plus ou se rapproche de celle que d'autres ont tout aussi spontanément que nous trouvée.

Si jamais il nous arrive d'y renoncer, de nous y prendre autrement, d'adopter des façons de faire très proches de celle « des autres », voire de les copier, leur histoire, l'*« histoire »* que nous avons avec ces façons de faire y restera encore un certain temps comme accrochée. Exemple : les usages de la circulation routière ont beau s'homogénéiser, on ne négocie toujours pas les carrefours de la même manière en France qu'en Angleterre où le panneau STOP ne s'impose pas.

Les civilisations tiennent leurs marques, leurs marqueurs, de la façon de traiter les contraintes de base. Leurs différences s'expliquent par là : par les arts qu'elles associent, composent. Arts de s'asseoir, manger, communiquer, rire, peindre, espérer, considérer la vie et la mort, de produire, commercialiser, traiter les décisions. Arts ou artifices qui font usage de données matérielles, dans un certain environnement d'usages. Les données changent : on invente d'autres légumes et fruits. L'environnement aussi : les techniques de production, conservation, consommation. Mais la question demeure : les usagers, quelle maîtrise en « ont »-ils - s'en font-ils ?

Il y a celle qui consiste à les conserver dans une certaine gamme de possibilités, à les sauver de déviations, abus, retournements, empêchements. Comment les garantir contre la concurrence de nouvelles données : par blocage ou absorption ?

C'est la maîtrise des éducateurs et des éduqués, des techniciens de tous ordres. Les usagers s'en *font* un chez eux, un « propre », un territoire, une définition. Ils *se* les économisent, les écologisent. Ils s'y reconnaissent : ce qu'ils *font*, ils le *sont*. Sans y penser, apparemment « comme ça », « de chic », mais sans jamais cesser d'y penser, d'une pensée que le vocabulaire de *pensée* a du mal, avouons-le, à penser. Ils en reconduisent le souci, le « ça », le chic, le chiqué, à chaque pas, comme la marche, « succession de chutes évitées »....

Sur cette première forme de maîtrise s'en greffe une seconde, orientée par *la justification* des usages établis, soit de la manière la plus absolue, comme l'application de principes auxquels nul ne saurait échapper, soit pour mettre en doute ce genre de justifications en montrant ce qu'elles ont de relatif.

La justification de caractère *absolu* recourt à des argumentaires qui ont en commun d'*idéaliser* le réel, de le donner à vivre en référence à une certaine perfection. Platon à tous les étages ! Le plus fréquenté est celui d'une volonté d'ordre divin. L'esclave, la femme, l'Intouchable, doivent leur condition à une Création qu'il est prudent de révéler. L'argumentaire « scientifique », grand pourvoyeur de « preuves » et fondateur de sectes, le prolonge. Il vous prouve la nécessité du sous-prolétariat par son Q.I., celle de la femme par sa boîte crânienne et la politique par ax^2 sur *t*.

La justification *relative*, que d'aucuns poussent jusqu'au relativisme, montre ce que nos différents arts doivent au hasard, à l'histoire. Elle observe leur évidence avec un minimum de recul, sinon d'humour. C'est la maîtrise de « l'honnête homme » ou d'une « philosophie » armée de sagesse temporelle et qui temporise. Celle de Montaigne, pour qui « l'usage est le maître », celle de Pascal, avec ses usages vrais d'un côté des Pyrénées ou faux de l'autre, celle du scepticisme, du pragmatisme. Elle rappelle que les cimetières sont peuplés d'usagers qui se croyaient indispensables. Elle interroge le passage de vérités à d'autres, là encore comme autant de chutes évitées. Elle conduit le plus souvent à se les donner en spectacle et n'a d'autre conséquence que de plaquer des mots sur des comportements ou de justifier une attitude de réserve.

Enoncer que l'usage est le maître n'en conteste pas moins l'idée même que c'est *nous* qui en avons la maîtrise et nous reconduit à l'observation par laquelle nous avons commencé : à peine l'avez-vous ou s'est-« il » tout seul inventé qu'« il » vous

commande. Mais pas vraiment de l'extérieur. Vous l'intégrez. « Ça » commande. « Il » vous impose une « recherche d'équilibre » comme au skieur sur sa pente. *Il* ou *vous* l'avez lancé ? Quelle vérité a-t-il, sinon celle que la résolution des contraintes du moment peut avoir ?

La question conduit à faire l'hypothèse d'une troisième forme de maîtrise : elle porterait sur les inévitables *effets de vérité* produits par ce qui se connaît et pratique à tel moment. Sur la croyance qui s'attache à ce que nous *faisons*, que ce soit sous forme d'actes ou de représentations.

Car même quand nous affichons la certitude, jouons la reduplication pure et parfaite, ce que nous faisons, et quoique nous fassions, *se risque* sur fond de façons de faire passées, présentes ou futures. Nous nous engageons dans un « monde » de choses implicitement programmées pour se reproduire. Nous faisons des choses dont nous connaissons plus ou moins bien le modèle.

Mais de ce modèle nous faisons malgré tout l'expérience. Son expérience nous importe. Nous ne cessons de *le* (le modèle) ou *la* (l'expérience) surveiller, sans qu'on ait besoin de nous le dire. Force nous est d'adapter, remodeler, et nous avec. Nous *réinventons les modèles, même quand nous croyons les copier*. Nous les *expériencions*, « eux » et peut-être d'autres, voire même de tout autres, à travers eux, que nous ne savons pas encore et dont la différence un jour nous étonnera.

Drôle de maîtrise ! Dans le contexte actuel, elle se définirait plutôt comme immaîtrise. M. le Sceptique re-pointe le bout de son nez. On revient à « Que sais-je ? » au sens de « on ne peut rien savoir ». Mais « Que sais-je » peut s'interpréter aussi comme « tout reste et restera toujours à savoir », ou « toute étude laisse un reste », ou, plus audacieux : « tout ce qui existe se fait en recherche », et l'usologie, « science des usages », ici entre en scène.

Elle vient pour ainsi dire coiffer ce qu'on attend des sciences : une description des choses aussi large et rigoureuse que possible, associée à la capacité de remettre constamment ces descriptions en chantier. Elle introduit un exigence nouvelle : celle de ne plus parler que d'usages, de ne plus voir partout que des usages, des manières de faire et rien d'autre. Mais le vocabulaire *d'usage* nous en donne-t-il vraiment le droit ?

Revenons donc au dictionnaire...

USAGES. 1. Utilisation - faire usage de.
2. Manière de faire convenue, admise dans un certain milieu.



Le talisman de l'usologue...
Ce dessin, que nous devons à Birgit-Maria Muller,
figurait déjà dans les Cahiers d'Usologie au début des années 1990.
PROSPER l'a déjà plusieurs fois reproduit. Il ne nous quitte pas !

***En croisant les deux sens
du mot USAGE(s)
vous remarquerez que***

□ Tout ce qui existe se manifeste et définit, dans l'instant ou la durée, par ce dont il fait usage - utilise - et la façon d'en user, dans un certain environnement d'usages.

□ Tout ce qui entre dans le champ de notre attention donne spontanément lieu à une enquête portant sur ce qui s'utilise et les façons d'utiliser. Notre éveil aux « choses » équivaut à contrôler ce dont elles font usage, les usages qui en sont faits et les variations qui interviennent dans ce dont elles font usage et l'écologie des usages à laquelle elles participent, avec laquelle elles interfèrent.

Dans la mesure où ne se font vérifiables que des façons de faire,
l'usologie spontanée

- la réduction du « réel » à des usages - maîtrise ce « réel » et satisfait donc aux critères d'une démarche scientifique.

Mais parallèlement opère un discours d'un tout autre ordre, *essentialiste ou essologique*, qui travestit ce qui se fait en reflets ou expressions de ce que les choses sont et dont la « nature » supposée déifie l'enquête.

L'usologie

du dictionnaire à la méthode

Dans tous les dictionnaires, à USAGE, nous avons toujours deux entrées :

1. **utilisation** - faire usage de.
2. **manière de faire** convenue, admise, coutumière dans un certain milieu.

L'usologie (de logos, discours et usus, usage) part du constat que ces deux entrées conditionnent et permettent donc de distinguer tout ce qui existe et que tout discours qui s'en écarte se fait improbable.

▫ 1. L'attention que nous portons spontanément à tout ce qui nous entoure s'oriente vers ce qu'il FAUT ou ce QU'IL A FALLU POUR FAIRE ce qu'on « voit » - *ce que ça utilise*.

Elle se manifeste dans l'observation des choses concrètes, que nous savons faites en bois, en plastique, dans des usines ou artisanalement, moulé, découpé, ou dont nous sommes inquiets de savoir si elles ont utilisé des produits toxiques, des OGM...

Elle se manifeste au sujet de ce que nécessitent porter, couper, coller, faire référence à, défendre, admirer...

Elle se manifeste dans l'écoute de n'importe quel propos, dont nous décelons l'origine, de quelles convictions religieuses ou scientifiques il s'inspire ou témoigne.

▫ 2. Notre vigilance toutefois n'en reste pas là. Elle s'oriente dans l'environnement où se fait *utiliser* le mot, la proposition, l'acte, l'assemblage, la roche, l'espèce, l'organe, le trait, l'humeur... Ce que nous observons *s'y fait-il* habituel ou non ? Nous l'expliquons ou le comprenons à travers les conventions et nécessités qui s'imposent dans un milieu, social, technique, physique...

Sous ces deux aspects, l'attention des usagers s'instruit déjà d'une manière objective, vérifiable. *Voilà ce que ça utilise*. Voilà *dans quel environnement on l'utilise*, où elle se rencontre actuellement, habituellement, statistiquement.

Cette double enquête n'a toutefois d'usage, ne fait sens (n'*« a » d'usage*), que dans la mesure où « ce que ça utilise » et « l'utilisation qu'on en fait » peuvent changer. *L'intérêt de nous assurer de ce que X utilise et de l'utilisation qu'on en fait n'en a un (n'a d'usage) que relativement à l'identité de X, sa conservation, ses variations éventuelles*.

L'identité de X se fait toujours en recherche, en travail, même quand elle est affirmée avec force. La force avec laquelle nous l'affirmons semble proportionnelle à la faiblesse des motifs de la poser comme permanente - *comme « étant »*. Elle constitue une expérience qui « réalise » X sous la forme des deux expériences relevées plus haut.

Toutes deux s'attachent aux conditions d'emploi et posent implicitement l'ensemble des informations qu'on peut avoir au sujet de X comme ouvert à de nouveaux usages, touchant (point 1 ci-dessus) à ce dont il fait, « lui », usage (où « il » est comme le sujet de l'action) et aux usages qui en sont faits (où « il » intervient plutôt à titre de complément, point 2).

Elles vérifient la conformité avec l'*idée*, l'attente qu'on a de X, que sa présente ou prochaine apparition ou manifestation, risque de contredire, enrichir, désavouer.

Ce risque *fait*, constitue le cœur de l'attention que nous portons à toute chose.

Ce que nous concevons sous les termes de « réel » ou « réalité » n'a d'existence, dans sa matérialité comme dans les interprétations qui peuvent être données, que dans la mesure où elle est susceptible de FAIRE ou se faire AUTREMENT.

Des usages et rien d'autre

La « réduction » usologique

A quelles conditions une mise en observation quelconque peut-elle se faire aussi complète que possible ? Notre réponse : à condition de procéder *usologiquement*, c'est-à-dire uniquement en termes d'*usages*, à travers les trois points précédents.

▫ 1. Usage = utilisation, faire usage de.

Posons-nous la question : que faut-il pour faire « X ». Pour le dire, le penser, pour qu'il existe techniquement, matériellement, biologiquement, physiquement... ?

Il s'agit ici de lister tous ses « intrants » ou « entrants ». Les réponses à l'enquête peuvent être prouvées et contredites. X fait usage ou non *de* a, b, c, d... On peut en oublier. On sait par exemple que pour faire telle chaise il faut quatre pieds, un dossier, comme pour toutes les chaises, et du bois, du métal, du plastique, donc telles machines et professionnels. Mais la chaise quadrupède a aussi besoin de sols plans, sans lesquels elle boiterait : elle dépend donc aussi de la filière « bâtiment » !

Nous appelons ce premier aspect de l'enquête « le cas sujet » (impliquant son individuation). Elle fait de X « le sujet de l'action » qui unit ses composants.

▫ 2. Usage = manière de faire habituelle, admise dans un certain milieu.

La question devient : pourquoi *le* faire ? Pourquoi le faire comme ça, correspondant donc à certaines nécessités du milieu auquel il va s'adapter, qui va le « choisir » ?

Là encore, on va lister les relations dans lesquelles il entre, qui « l'appellent » avec plus ou moins d'urgence. Ses nécessités ne se font plus internes mais externes. Tout, ici encore, peut se prouver, et donner lieu à des expériences capables de contredire ce qu'on a affirmé.

Ce second aspect de l'enquête, nous l'appelons « cas complément ».

La distinction sujet/complément introduit au troisième stade de l'enquête.

L'écologie d'usages dans lequel X entre « le » conduit en effet à se transformer.

Il y a *rétroaction* des usages dans lesquels il « entre » sur ce dont il doit faire usage - utiliser - pour exister. Il y a aussi *anticipation* de ce dont il fait usage sur les usages qui en seront faits. La poule utilise une certaine alimentation et en fait de la chair et des œufs. Ce qui anticipe sur son utilisation dans la chaîne alimentaire humaine, laquelle rétroagit sur les espèces de volailles et leur mode d'élevage.

▫ 3. Quels autres usages... ?

Au troisième stade de l'enquête, la mise en observation se fait toute *conjecturelle*.

- A. De quoi d'autre X pourrait-il faire usage pour continuer d'exister ?
- B. Quelles nouvelles « réponses » son environnement peut-il exiger qu'il apporte ?

Ces deux questions, même si elles ne sont pas posées, nous tiennent constamment en éveil. Ce dont X fait usage et les usages qui en sont faits peut à tout moment se dé-faire ou se re-faire : *se faire* en puissance de *se faire* autrement.

L'usologie (abrégée) des « faits » à laquelle nous procédons page suivante montre ce qu'apporte la réduction usologique à la mise en observation rigoureuse.

Des usages et rien d'autre

Usologie des « faits »

« Les faits » sont cités à l'appui de tout discours qui se veut sérieux. Mais pour que « les faits » remplissent cette attente, encore faut-il contrôler leur contenu et leur emploi en vue d'une démonstration et les mettre en observation sous trois angles :

□ 1. Cas « sujet » : de quoi les faits font-ils usage ?

Les « faits » sur lesquels toute démonstration prend appui résultent d'une construction. Celle-ci opère à partir d'éléments matériels (il y a, il se fait que), logiques (causes et conséquences), et des instruments dont on dispose pour les établir. La mise en évidence d'un fait doit donc prendre en compte et vérifier *l'ensemble des facteurs qui en font ce fait-là*. On peut en avoir oublié ou être victime de constructions erronées.

Ex. : l'ébullition. Tous les liquides se mettent à bouillir à une certaine température, mais l'ébullition varie selon la pression. Son étude dépend des dispositifs de chauffage et de mesure. La construction des faits relatifs à l'ébullition répond chaque fois à des demandes ou problèmes précis dans le cadre d'une recherche dont les conclusions doivent toujours pouvoir se faire réinterroger.

□ 2. Cas complément : quel usage les faits nous font-ils ?

« Les faits » doivent leur construction à un environnement de plus en plus soucieux de preuves objectivables (le « mana » ou la volonté des dieux ne font plus recette) et des appareils qui les mettent en évidence. Ils répondent à une demande générale d'explication. Celle-ci crée et recrée sans cesse de nouveaux modèles explicatifs qui orientent la construction des faits vers leur confirmation (ex. : étant établi que la Terre est plate, tout fait qui le contredit est suspect). Ces modèles se présentent donc à leur tour comme des « faits ». Les faits nous font donc un double usage : celui de réouvrir ou de bloquer à nouveau l'explication.

Rétroaction et anticipation. En règle générale, on n'en appelle aux « faits » ou ne les construit comme tels que sur demande. L'« offre » de phénomènes observables peut rester des siècles sans aucun usage. *La théorisation précède la construction du « réel » en « faits ».* Voir disparaître un navire à l'horizon ne devient un « fait » scientifiquement pertinent qu'à partir du moment où l'hypothèse de la rotundité de la Terre monte en puissance. Le ou les usages qui sont faits des « faits » acceptés comme tels - ou des théories dans lesquelles ils entrent - sont constamment remis en cause à deux niveaux :

□ 3. Quels autres usages... ?

□ A. Des contradictions apparaissent dans l'environnement théorique, dans l'usage même des faits. Comment « s'en arranger » (cf. théories dites « ad hoc »)? De ces faits on en vient donc à faire un autre usage, pour conserver le modèle ou anticiper sur un autre.

□ B. Apparaissent dans ce que les « faits » connus utilisaient, dans ce dont ils faisaient usage, certains oubliers, et à travers ces oubliers d'autres phénomènes, touchés par les mêmes oubliers, vont sortir de l'ombre - s'offrir. Leur prise en compte anticipe sur un arrangement ou environnement d'usages nouveau.

Symboliques de « la vérité scientifique », les faits ne se font « scientifiques » que dans la mesure où leur construction/reconstruction reste soumise à révision. Cf. Karl Popper.

Des usages et rien d'autre

Des usages sociaux aux usages naturels ou physiques

Ayant qualifié d'*usologique* la mise en observation des « choses », du « monde », des « actes », « propos », « personnes », à travers ce dont ils font usage et les usages qui en sont faits, il est tentant de distinguer deux formes d'*usologie*. L'une, « étroite », couvrirait le champ des « sciences humaines ». Elle restreindrait l'étude des deux entrées du dictionnaire, *l'utilisation, la manière de faire et l'aspect coutumier* des différentes manières de faire ou se faire, aux phénomènes sociaux (groupes, économie, croyances, théories, chimères).

L'*usologie* « large » étendrait les deux entrées du dictionnaire indifféremment à toute mise en observation, et donc aux phénomènes « physiques » ou « naturels ».

Dans cette hypothèse, le passage d'une *usologie* à l'autre s'opérerait au niveau de la répétition (de l'automatisation) des façons d'utiliser, créditées, dans le premier cas, d'un certain contrôle « humain ». Ferait la différence une certaine *intention* ou intentionnalité, dont « la matière », le matériel physique, naturel, *se font*, par construction, une construction toute intellectuelle, dépourvus.

Ce critère est cependant fragile.

Dans le cadre des sciences sociales, les contraintes telles que manger, boire, dormir, protéger, se reproduire, communes à tous les animaux, sont réglées, converties, socialisées dans des ensembles d'usages dont l'aspect coutumier tend à l'automatisme. Ces ensembles fonctionnent à leur tour comme autant de contraintes basiques.

On ne peut tenir pour absolument « intentionnelle » la façon dont la socialisation des contraintes basiques s'impose. Ce qu'en fait leur socialisation s'ajuste à ces contraintes en (s')en créant de nouvelles, qui ne sont retenues et répétées que pour autant qu'elles satisfont un certain équilibre. Leur expérience « réussit » - et se stabilise, s'institue.

*Une large part de ces « réussites » échappe à toute intention. L'« intention » s'y fait le plus souvent injecter *a posteriori*, en fonction d'usages justificatifs qui expliquent (théorisent) ce qui s'est produit par cela même qu'il faudrait expliquer, un supposé devoir être : des « nécessités » transcendantes dont l'usage refoule que leur « raison » ne constitue et ne constituera jamais qu'une façon de « voir » - ou d'*usage*.*

Les pratiques sociales se font en recherche de *réduplications*. Elles cherchent *ce qui se conserve*, sur quoi on peut *tablir*. Elles constituent, construisent sous forme coutumière ce qui s'utilise là. Elles *se constituent*, *se construisent*, en *usages* qui, tout en s'appliquant aux « choses » - dans un certain désordre - les théorisent, les justifient, les expliquent, luttent contre les variations excessives, les changements radicaux. Elles ne retiennent - et on n'en retient que - des constantes.

Mais n'en va-t-il pas de même dans l'ordre physique ? Ce dont fait usage tel phénomène, repéré sous un nom comme *pesanteur, digestion, rythme, don, vie...*, s'ordonne, coordonne, crée un environnement interne, s'auto-environnemente. Ce dont les usages physiques font usage « réussit », se conserve ou crée des monstres pratiques qui accouchent de possibilités nouvelles. Les propriétés contradictoires des matériaux et de leurs conditions d'emploi sont aussi difficiles à gérer, dans l'ordre physique ou naturel, que les contradictions dans les termes, techniques, politiques ou morales.

Dans le cadre d'une mise en observation qui ne tient pour contrôlable que les usages qui se font ou sont faits de, la même méthode « usologique » s'applique donc à tout ce qui retient notre attention, chimères incluses.



manifeste usologiste (fragments)

*Notre attention est en permanence éveillée
à « ce qu'il faut pour le faire »
(première entrée du dictionnaire)
et au retour des « choses » dans
des configurations connues (2^e entrée).
Elle vérifie constamment
ce dont il est fait usage (utilisations)
et les ensembles dans lesquels ces usages
prennent habituellement forme
(us et coutume, lois).*

« De l'usologie », nous n'arrêtions pas d'en faire, en désordre et sans le savoir.

Notre champ d'attention, notre « conscience », notre mode de connaissance, notre éveil au monde s'orientent spontanément vers ce qui se fait là. Ils se soucient de l'emploi de ce qu'il a fallu pour faire ce qui se fait là et de l'usage qui en est fait : peut-on ou non les reconduire, « tabler » dessus ? (*)

En réponse à la question *il faut quoi pour le faire* - le faire ou le penser - que ce soit dans le domaine des objets fabriqués par l'homme ou celui des ressources et espèces naturelles, nous pouvons dans la minute mobiliser tout un ensemble d'observations que nous ignorions bien souvent avoir faites. Matériaux utilisés, leur extraction, professionnels, machines ou procédés techniques - de quoi ont-ils « besoin » ?

S'il s'agit d'un « objet » relevant de l'industrie humaine, nous le situons dans le cadre d'une « demande » à la fois matérielles (pour transporter, laver, etc. il faut) et symboliques (« les gens aiment ça »). Idem dans le cas d'un « objet » naturel, où la « demande » est souvent traitée d'une manière anthropomorphique (la finalité supposée correspondant aux intentions humaines également supposées).

Sans nous en rendre compte, nous observons d'une manière constante en quoi et comment la « demande » du cas complément rétroagit sur la construction du cas sujet. Ces rétroactions et anticipations nous tiennent tout particulièrement en éveil : de quoi d'autre est-ce que ça pourrait faire usage, est-ce que l'usage qui en est fait ne va pas changer ?

(*) Ce paragraphe reprend la démonstration qui figure dans **PROSPER 22**, titrée **L'Usager en sentinelles**, désormais disponible sur CD.

*Notre éveil aux « choses »
a la capacité
de se retourner sur lui-même
et de remettre en cause ses conclusions
(de quoi font-elles usage,
à quelle demande répondent-elles ?).*

Notre mode d'enquête spontané, conduit en référence à *ce qui se fait*, aussi bien dans le cas « sujet » (ce que X utilise pour exister) que dans le cas « complément » (à quoi utilise-t-on X), n'a, par construction, rien d'assuré. *Il traite a priori ses observations et leurs résultats ou conclusions comme provisoires et révisables*, en d'autres termes comme autant d'expériences ouvertes.

Ce dont nos pensées ou actions font usage et les usages qui en sont faits opère et ne peut même opérer qu'en *risquant* constamment les savoirs que nous « avons ». Nous risquons *activement* leur révision : les opportunité, les dosages, l'économie même de l'action et de la pensée nous mettent en position de recherche.

Cette recherche, dans notre hypothèse, doit se traiter elle aussi comme une contrainte de base, au même titre que manger, boire, dormir. Elle se *socialise* elle aussi de manières très diverses.

Mais une fois établi que cette recherche se construit et se reconstruit sans cesse à partir de l'observation (ou expérience) de façons de faire ou de se faire (cas sujet), une fois reconnu qu'elle fait usage de ce mode d'observation et que cet usage satisfait aux exigences de ce que nous attendons de « la science » (puisque aucune vérification ou expérience contradictoire ne peut avoir lieu sur une autre base que celle des façons de faire ou usages) : de cette recherche, quel(s) usage(s) fait-on (cas complément) ? En d'autres termes : sur quelles bases ou critères se fait-elle utiliser ou *socialiser* ? Pragmatiques (comme *une expérience de pensée*) ou essologiques (comme discours sur *l'être* ou *devoir-être* des choses) ?

(*) Ce traitement *a priori* constitue selon nous la base de « l'éveil ». Son hypothèse renouvelle l'ensemble des théories en usage dans les sciences humaines et introduit à une tout autre interprétation de l'usage que font « les organes des sens ».

*La pertinence de la réduction spontanée
du champ de l'enquête à des usages
est constamment trahie par un mode
de réduction inverse et improbable
qui consiste à « voir » dans ce qui se fait là
l'expression de la nature des choses.*

Prenons au hasard n'importe quel « objet » qui retient notre attention. Il nous faut commencer par le nommer : « ceci est une table », « un chêne », « je vous présente Pierre », « en démocratie... ».

Ce mode de désignation nous épargne d'avoir à penser à ce dont cette table fait usage pour faire cette table-là et l'environnement où elle prend place (l'usage qu'on en fait). Il nous épargne de « voir » que cette table ne fait et ne fera jamais qu'une possibilité de « faire table » d'entrants matériels très divers et de conditions d'utilisation tout aussi variées.

« Pierre » nous épargne l'analyse de ses différents « entrants » (biologiques communs à tous les hommes et à lui seul, comme son ADN, de ses entrants capacitateurs (la formation qu'il a reçue et qu'il est susceptible de redéployer dans sa pratique, entrants administratifs, etc.) et de les situer dans l'environnement où ils « fonctionnent » d'une manière significative. De même encore pour des concepts comme on nous en jette et comme nous en renvoyons à longueur de journée, comme si ce qu'ils emploient et l'emploi qui en est fait ou que nous en faisons était entièrement sous contrôle.

Cette remarque vise l'essologie (de *esse*, être) : ou discours essentialiste ou essentialisant, qui explique les façons de faire et leur environnement par ce qu'il faudrait expliquer, à savoir la supposée « nature » des intervenants et du milieu.

La seule référence à ce qu'X « est » implique une certaine répétitivité qui préjuge de la nôtre à son égard. Elle le transforme en objet susceptible d'un traitement mécanique, en unité d'itération pratique. Elle en fait une pièce dans un ensemble de conviction, renforce l'usage qu'on en fait comme de quelque chose qu'on sait, sur quoi on en sait suffisamment pour ne plus poser de questions.

Toute référence à ce qu'il en « est » de X confirme la tendance générale qui consiste à multiplier (industrialiser) des existants semblables et à nous environner d'une multitude de petites boîtes dont il est aussi inutile que prudent de ne pas soulever le couvercle. Elle évite de penser en quoi et pourquoi « c'est comme ça ».

Dans la mesure où on attend d'un discours scientifique qu'il énonce ce qui se fait permanent et sur quoi « tabler », elle a donc toutes les apparences d'un produit réputé « scientifique » !

De même que les faits présentés comme vrais « oublient » qu'ils ne font et ne feront jamais que des constructions provisoires, les usages devenus coutumiers oublient que ce dont ils font usage et les usages qui en sont faits ne constituent jamais qu'une expérience.

« Les faits » présentés comme vrais font à la science ce que « les us et coutumes », les usages reconnus, consentis, font à l'expérience.

L'usage qui en est fait met entre parenthèse qu'il ne s'agit et ne s'agira jamais que d'hypothèses en travail ou en acte - en d'autres termes : d'expériences. Il empêche de s'en distancier, bloque leur renouvellement.

Ce que nous désignons par « science » donne lieu, se reconnaît à une recherche sans fin. Mais le quotidien social, technique, politique... lui aussi recherche et sans fin ! Science et quotidien sont donc synonymes. Ils font expérience.

Cette expérience donne lieu à deux familles de conduites : celles qui anticipent sur de nouveaux savoirs et savoir-faire et celles qui s'y adossernt.

On court autant de risques à changer les usages institués qu'à les maintenir au-delà d'un certain seuil de pertinence. Le calcul de ces risques est au cœur de toute pensée, tantôt pour ne plus avoir à y penser, ce qui équivaut à mécaniser, dogmatiser, se mettre en posture d'observer au sens d'obéir, tantôt pour commettre des sauts expérientiels – ce qui ne veut pas dire dans l'inconnu.

Le programme de l'usologue a deux pôles : *connaissance et politique*.

1. Pourvoir l'usologie spontanée d'une méthode qui augmente le nombre des observations vérifiables (au sujet de ce dont X fait usage et des usages qui en sont faits) et des conjectures dont il peut faire l'objet, en posant que ce qui en résulte fait lui-même usage, dans un environnement d'usages qui peuvent eux aussi toujours changer.

2. Créer les conditions matérielles qui libèrent les entreprises concrètes ou théoriques de contraintes sans rapport avec leur objet ou qui en déterminent artificiellement l'objet, comme le font les considérations de profits ou de pouvoir.

La méthode « U » illustrée

Rappel. L’usologie se fonde sur le fait qu’on ne peut mettre en observation d’une manière rigoureuse (« scientifique ») que des façons de faire ou de se faire, des façons de faire usage de, des usages et rien d’autre. Ce qu’on dit « être », les faits eux-mêmes, résultent d’une construction, fait usage de.

Corollaire. Chaque usologie particulière, mise en observation de *n’importe quoi* - objet, matériau, « être » vivant, personne, concept, fantasme, chimère - appelle à mettre en observation *le maximum* de ce qui, à son propos, peut rigoureusement s’observer.

Application. Toute usologie au sens particulier (appliquée à un X) doit prendre en compte deux aspects absolument objectifs du X qui motive l’observation : 1. Ce sans quoi X ne saurait exister physiquement, et donc ce qu’il *utilise*, selon certaines formes ou modèles (où X est « sujet de l’action »), et 2. la façon dont on l’utilise (la « demande » qu’on en a, à laquelle il répond), sans laquelle il ne saurait non plus exister, en relation avec l’utilisation d’autres X (chacun d’eux venant ici en « complément de l’action »).

Ce dont X fait usage (cas « sujet ») *anticipe* sur la façon dont on l’utilise (cas « complément ») et celle-ci *rétroagit* sur les « intrants » du cas sujet.⁽²⁾

La prévalence du conjectural. On ne peut vérifier en toute objectivité que des choses qui ont eu lieu ou continuent d’avoir lieu (« la science » y trouve son image de sérieux). Mais en toute rigueur usologique il nous faut ici distinguer entre *ce dont cette vérification fait usage* (donc de ce qui « entre » dans le cas sujet et dans le cas complément, leur anticipations et rétroactions) et *l’usage ou ensemble d’usages sans le ou lesquels cette vérification n’aurait pas de « sens »* (d’usage). **Or cet ensemble ne fait ou ne peut faire cet usage que parce qu’il se fait constamment conjecturel** (ou prospectif).

En d’autres termes : nous ne « chercherions pas » et n’aurions aucune raison de tenir la recherche toujours ouverte à la falsification des résultats si cette recherche ne se faisait de part en part *conjecturante*. Ou pour le dire autrement encore : « *le réel* » n’a d’usage qu’à condition de vérifier que nous sommes en capacité d’y *conjecturer des changements*.

Cette proposition vaut aussi bien pour ceux qui « croient » pouvoir définir les objets de savoir selon « leur nature » que pour ceux qui croient ne pouvoir les « définir » qu’en usage.

A peine les premiers ont-ils posé X comme « étant » qu’ils surveillent tout ce qui peut s’écartier de ce qu’il « est ». L’usage rigide, dogmatique, sécurisant, qu’ils en font, les met à l’affût de la moindre injure (non droit) à sa définition. Ce qu’ils ont posé comme « étant » *conjecture* sa répétition à l’identique. Ils se tiennent prêts à faire face à sa faillite et gardent ouverte plusieurs issues de secours, qui garantiront que malgré, tous les changements, derrière eux, des constantes demeurent. Quant à ceux qui se soucient moins de ce que *sont* les choses que des usages qu’elles *font*, ils conjecturent eux aussi, « parient » le retour de ces usages. Saisir le devenir en devenir, comme s’y exerce Montaigne (« je ne peins pas l’être mais le passage ») ne peut aller sans effectuer des stations, des étapes, sans programmer des retours.

Ce qui précède explique pourquoi nous ne pouvons envisager une usologie complète sans le troisième degré ou *troisième critère*, prospectif ou conjecturel et pourquoi nous l’avons dédoublé en: *de quoi d’autre X peut-il faire usage?* et *quels autres usages pourraient en être faits ?* Une mise en observation complète de X ne peut éviter d’interroger le ou les *autrement faire* dont X *fait* ou *se fait* (ex-« est ») le lieu, dans les positions sujet ou complément, et que ces modifications se fassent déterminer par des usagers (humains) ou tout autre cause.

Soulignons au passage que, quoique conjecturels, chacun de ces « autrement faire » se fait aussi réfutable que les informations recueillies dans les deux champs précédents.

⁽²⁾ Attention à ne pas donner à *anticipation* ou *rétroaction* un caractère intentionnel. Cf. p. 32 et page suivante : les intentions semblent plus souvent « saisies » rétrospectivement que « mûrement réfléchies ».

Dans notre pratique spontanée ou savante, ce que, par commodité, nous qualifions de « troisième degré » de l'enquête usologique, prime.

Le motif de toute mise en observation et de toute décision a à faire avec les modifications qui peuvent intervenir dans ce qu'on fait, sait ou croit.

Illustration...

Le fabricant d'outillage

Au siècle dernier, dans les années 50, G*, fabricant d'outillage, pour de triviales raisons de coûts, d'approvisionnement et de renouvellement de l'offre (faire « moderne »), a remplacé par du plastique le bois des manches de ses marteaux. Au niveau « de quoi un marteau fait-il usage » il a donc cherché *de quoi d'autre les marteaux peuvent faire usage* (cas prospectif « sujet »).

Le manche en plastique ne modifiait pas la définition du marteau, à savoir une certaine masse tenue par l'entremise d'un manche (donc distinct de ce manche, ce qui n'est pas le cas de la matraque). L'introduction du plastique a été l'occasion de quelques rappels au niveau des contraintes propres à cette définition, comme l'accrochage de la tête et la longueur du manche.

Passons sur les qualités techniques du plastique utilisé (élasticité requise). Étant coulé dans la fenêtre du fer, on a rendu impossible de désemmancher la tête. Le manche a été évasé à l'extrémité par laquelle il est tenu. On l'a allégé (il est creux) et rainuré, ce qui facilite la tenue et évite des cales aux débutants.

A ce premier niveau les contraintes propices à l'usage général dans lequel entrent tous les marteaux ont été prises en considération, comme l'allégement du poids du manche, l'amortissement des chocs au niveau des phalanges et du poignet, le risque que l'outil échappe à la main du fait de la fatigue ou de la transpiration. En cas sujet : de quoi ces contraintes positives font-elles usage.

L'introduction de plastique *anticipait* sur cet ensemble d'usages. Il anticipait aussi sur des contraintes sémiologiques propres à tous les outils (connotation laborieuse). De ces *anticipations* a résulté l'image ou *design* d'un marteau qui ne pouvait manquer d'être confronté avec celles d'autres outils ou objets « modernes ». La nouvelle « ligne » (et la couleur !) du marteau à manche en plastique gratifie l'utilisateur, embellit la panoplie des « forces de frappe » au tableau des outils.

Même si elle n'a guère été approfondie, cette confrontation n'a pas manqué de *rétroagir* sur le projet. Ainsi à la dernière minute a-t-on eu l'idée de colorer les manches selon le poids des marteaux et de leur donner une « ligne » moins puritaire.

L'ensemble de signes dont « un marteau » est chargé aurait aussi bien pu *rétroagir* sur des manches mixtes de plastique et de tiges d'acier visibles, dont la flexibilité aurait augmenté d'une façon non négligeable la force du frappeur et même modifié son geste. L'histoire des marteaux ne s'est pas arrêtée avec les manches en plastique !

La fonction (l'utilité, l'usage) du marteau a été profondément affectée (renouvelée, déplacée) par l'entrée en force des perceuses et des marteaux électriques dans la panoplie des travailleurs. Le lancer du marteau ou du maillet tenu à bout de bras est de plus en plus souvent remplacé par une sorte de corps à corps avec des appareils comme des perceuses, qui intègrent couramment la percussion et le vissage à leurs fonctions.^(c)

G* n'en continue pas moins de « penser » (à) ce dont ses nouveaux appareils font usage et les conditions matérielles qui peuvent en améliorer l'usage et donc pour chacun d'eux, en « cas sujet » 1. ce qu'exige un mandrin adapté aussi bien à la rotation de mèches pour le fer ou le bois qu'à la percussion de ciseaux à bois, pics ou burins, 2. le voltage suffisant du moteur, qui ne « fatigue » pas de la même façon qu'un travailleur, 3. la résistance des plastiques dont la carène doit à la fois intégrer le moteur et la tenue de l'appareil, 4. l'application d'un index sur une gâchette réglant le voltage utilisé, 5. les boutons ou cliquets qui permettent de modifier et d'alterner rapidement la fonction de la machine (rotation/percussion).

L'environnement d'usages a lui-même changé. L'atelier classique a fait place aux interventions sur des chantiers où les matériaux et les opérations se diversifient. G* doit désormais fournir à la fois des outils polyvalents et ultra spécialisés, des coffrets de transport, et mitonner des dates de garantie qui évitent de rembourser... L'écologie des outils, des matériaux, des gestes professionnels dont il fait actuellement commerce peut à tout moment envoyer au musée des outils, appareils et gestes professionnels qu'on crut indispensables. Les bricoleurs sont entrés en force dans le commerce de l'outillage où les présentoirs et les conseils des vendeurs jouent un rôle essentiel.

^(c) Observations à verser dans le cas « complément ».

Exercez-vous !

L'usologie du marteau, trame du *Fabricant d'outillage* peut être recommencée avec d'autres outils en prise directe avec la force physique de l'utilisateur : hache, râteau, bêche... Introduire le point de vue du commerçant ou de l'entrepreneur, et donc commencer l'analyse usologique au niveau conjecturel (ou « 3 » : *de quoi d'autre ?*) facilite le recul nécessaire à la saisie de l'« objet » considéré dans son environnement.

L'instrumentation du repas, de l'écriture, de la position assise ou couchée, de l'hygiène, ne se fait déjà plus aussi simple et l'analyse usologique se complique encore avec des objets mobiliers, des articles alimentaires, vestimentaires, touristiques, et des « articles » qui, comme la poule et le blé, dépendent étroitement de l'industrie.

Ne nous décourageons pas ! D'une usologie à l'autre, le nombre d'« entrées » varie, mais vous retrouverez, en cas « sujet », des matériaux, des formations professionnelles, des machines, de l'énergie..., et en cas « complément » des ensembles d'usages qui font appel à une panoplie d'« objets » qui font déjà les mêmes fonctions ou des fonctions proches dans un certain bassin d'usages.

Vous retrouverez partout la « rétroaction » du milieu et l'« anticipation » du X mis en observation sur l'usage que vont en faire ses utilisateurs, ses prédateurs, les éleveurs ou cultivateurs.^(¹) Dans tous les cas vous retrouverez une certaine « souplesse » dans ce dont X peut faire usage (un matériau, un aliment, peut être remplacé par un autre) et les usages qui peuvent en être faits (les conditions dans lesquelles ils servent).

Dès le plus jeune âge, et avant même de savoir lire, on peut proposer, avant les usologies d'objets d'usage courant (couverts, vêtements) ou d'outils, des usologies d'animaux et de plantes sauvages. Elles mettront en évidence des données propres à tous les « êtres vivants », ce dont ils font usage et les usages que leurs prédateurs, éleveurs et agriculteurs en font, dans un environnement plein d'aléas et nouveautés.

La façon dont elles *s'instrumentent* et leur *instrumentalisation* introduisent à l'importance des « signes » (de confort, de modernité, de classe sociale...) et à la façon dont ils commandent, au moins en partie, l'évolution des techniques (et la politique ^(²)).

Choisir « l'angle »

L'expérience montre que les usologies de concepts et de techniques sont du même degré. S'interroger sur *de quoi fait usage* le verbe « prendre » et *quels usages on en fait* revient au même que s'interroger sur une saisie par « pince » ou de toute autre façon (aimantation, dissolution).

L'« angle » choisi au départ s'avère par trop imprécis, souvent trop large.

Les rédacteurs de dictionnaires doivent constamment affronter ce problème. Ils doivent s'accommoder du fait que le même mot a des entrées multiples au niveau 1 (ce qu'il utilise ou de quoi il fait usage) comme au niveau 2 (le champ dans lequel on l'utilise). Les dictionnaires n'ont pas l'espace suffisant pour le faire. Les enquêtes et controverses pratiquées sans recourir consciemment et patiemment à la méthode « u » en sont (s'en font) en partie stérilisées, sinon empoisonnées ^(³).

^(¹) Rappelons qu'*anticipation* et *rétroaction* n'ont pas ici (pas nécessairement) de caractère intentionnel.

^(²) Cf Baudrillard : *Pour une économie politique du signe*.

^(³) Comme on peut le vérifier à propos de « la libération des femmes », qui commença par mettre sexe et genre dans le même panier.

On peut par exemple considérer « prendre » sans préciser ce qu'on prend ou avec quoi, ou « prendre » d'une façon très particulière, avec une pince ou un étau. « Prendre » avec la main ne fait pas la même « prise » que « prendre » un choc, un mari ou un partenaire au bal, ou par illusion (se faire « prendre »). Une usologie de « prendre » doit tenir compte, dans certaines conditions, de « déplacer » ou « retirer ». Mais aussi que ce qu'on prend doit se faire « libre » ou libérable de son support, de sa gangue. Ou de la propriété de quelqu'un, de fantasmes identitaires. Le « déplacement », la saisie, vise alors un tout autre contexte. Quel que soit le cas, on s'aperçoit que des procédures de remplacement ou réparation sont activées, et que certaines de ces procédures ont conditionné la « prise » et la façon de « prendre » (on ne cueille pas de la même manière sur un fruitier de culture ou sur un arbre sauvage).

Certaines usologies font toucher la fabrication de notions ou métaphores et leur influence pratique. Ainsi « prendre » (une) femme implique une certaine image de « la » femme, conforte le rapt masculin et tarde ou interdit la prise de conscience que « la femme » puisse choisir d'être « prise » et qu'un don puisse avoir lieu dans tous les cas.

En recentrant les observations exclusivement sur ce qui se fait, l'usologie d'un comportement ou d'une expérience, qu'ils apparaissent comme positifs ou négatifs, ne peut manquer de faire celle des usages à partir desquels sont distribués les jugements envers les acteurs.

Prenons le cas des comportements ou expériences présentées comme « négatives ». Ex. : « un vol » (celui du voleur). *De quoi ce vol fait-il usage ?* Sous un angle « large » et pour s'en tenir à un vol courant (nous ne parlons pas ici des faux ou des captations d'héritage), il fait usage de la valeur de la chose volée, dans un certain environnement, qui prend en compte (fait usage de) la rareté relative ou du « prix », en monnaie ou symbolique, de l'objet, de la somme de travail qu'il a fallu pour le produire. Il fait usage de l'appropriation ou détournement de la propriété d'autrui. Considéré spécialement sous l'angle du voleur il fait usage d'« occasion » ou « prémeditation ». Chacune de ces « entrées » peut à son tour être interrogée, affinée, et réserve des surprises, car de quoi font usage la propriété, la rareté, l'occasion ou la prémeditation ?

La seconde question, *quel usage fait-on de ce vol*, la signification qu'il « a » en tant que « vol » (l'usage social du « voleur » et du « vol », leur construction) se fait ici prépondérante, puisqu'il n'a pas été commis dans n'importe quel environnement. Il « anticipe » sur cet environnement, économique et moral, occasionnel ou permanent. Il ne fait ce vol, ne se vit comme tel que dans cet environnement. Ainsi s'explique que Proudhon ait pu écrire que « la propriété c'est le vol » et la clémence qui s'exerce à l'égard des voleurs de pain, qui commettent un acte de survie au même titre que la révolte contre le tyran.

Cette même question interpelle sur des comportements tenus pour positifs et conduit à interroger ce qu'ils ont de si positifs - ou « normaux ». Ainsi la demande de tel produit ou service, qui passe pour parfaitement normale dans tel environnement d'usages, tend-elle à confirmer l'offre et la renforcer. Celle-ci rétroagit sur la demande et crée un emballage de conduites consommatoires. Dans un environnement économique qui veut des profits monétaires croissants, on peut considérer cet emballage comme vertueux, mais à terme ? Voir également les effets pervers de la bienveillance.

Au stade conjectural (de quoi d'autre, dans quel autre environnement), l'usologie du vol ouvre de nouveaux horizons tout en précisant, ce qui peut paraître paradoxal, pourquoi il fait ce vol-là. On peut voler de l'argent de bien des façons. Ce type de vol peut faire usage de la technique dite « à la tire » ou du placement dans des paradis fiscaux. Il fait usage de l'environnement social du « voleur ». Mais l'environnement général demeure : tout s'échange encore aujourd'hui en faisant intervenir l'argent.

L'abolition de la monnaie réglerait le problème. Mais abolirait-elle pour autant le fait de voler (question 3 : de quoi d'autre « le vol » peut-il faire usage)? Non, aussi longtemps que « propriété » - ou appropriation - il y aura. On touche alors à des contraintes dont l'origine mérite le détour usologique. Car il nous est difficile aujourd'hui d'imaginer qu'il n'y « ait » plus ni argent ni appropriation. Il existe pourtant déjà de nombreux cas, valorisés pour cette raison même, où ni l'argent ni l'appropriation n'interviennent (même si ces deux contraintes les rattrapent, comme les dépôts de brevets « rattrapent » la recherche). Et d'autres cas où elles n'interviennent plus du tout, et qui, dans l'environnement actuel, dominé par le critère du profit monétaire, passent pour sacrificiels. Ces « cas » suggèrent de chercher à quelles conditions on peut se passer d'argent et d'appropriation. Au sujet de l'argent, les lecteurs de **PROSPER** les connaissent. Au sujet de l'appropriation, elles sont largement liées aux précédentes (rareté produite par l'argent, symbolique du « prix » qu'il a fallu payer et qui artificialise l'attachement, etc.) et à ce que l'emploi de certains outils peut avoir de vital. Il semble qu'aucun usager ne puisse encore échapper à l'usage du « propre » (moi, toi, eux) et aux signes de distinction. Mais de quoi font-ils usage ? Dans quel environnement... ? etc.

Intérêt heuristique

Les indications qui précèdent tracent la voie de « progressions » en fonction de l'âge et de difficultés typiques. Elles permettent aussi de repérer les avantages que la méthode « u » présente pour la recherche⁽⁵⁾ en matière de données et d'interprétations.

Ecologie

La distinction méthodique entre ce qu'il faut concrètement pour *faire « X »* et *ce qu'on en fait*, a pour effet de stimuler et systématiser l'attention de type « écologique ». Elle prend en compte toutes sortes d'« entrées » pratiques que le discours ordinaire néglige.

En disant du pain qu'il est bon, par exemple, nous faisons l'économie d'énoncer les raisons qui le *font « bon »*, du fait des ingrédients qui entrent dans sa fabrication ou du mode de cuisson (cas sujet), de l'évolution du goût et des représentations sociales (cas complément). Il suffit d'une « entrée » nouvelle ou à peine modifiée en cas sujet ou complément pour bouleverser l'ensemble des données et la façon dont elles *s'activent* les unes par rapport aux autres. Les meubles à quatre pieds n'auraient jamais pu se développer sans la planéité des sols (le menuisier rétroagit donc sur le bâtiment, il en « fait » sans le savoir et réciproquement le carreleur justifie les chaises quadrupèdes !). Des revêtements muraux, papiers peints et carrelages ont attendu qu'on sache dresser les murs. L'invention de l'échappement, en horlogerie, introduit la gâchette et modifie « l'art » de la guerre. Des pratiques élémentaires d'hygiène ont attendu l'eau courante, les bassins de décantation, les tuyaux, l'imperméabilisation, sous forme d'enduits protecteurs, de vitrification. L'introduction d'une molécule bouleverse la psychiatrie et le bâti hospitalier. La contraception a modifié les comportements sexuels et la structure des familles. Etc., etc.

⁽⁵⁾ Donc « au plan heuristique ». « Heuristique » égale « relatif à la recherche ». En 2011 le vocable est d'usage encore peu courant. Préciser « en matière de données et d'interprétation » s'imposait-il ? Non, puisque toute recherche fait usage de cette « matière ».

Pacification

Une pratique minimale voire minimalistre de l'usologie inclut automatiquement, nous venons de le voir, la prise en considérations d'ensembles d'usages, leur écologie active. Ce faisant elle développe une recherche rarement comptée dans le panier heuristique : celle de la pacification générale des pratiques et de la pensée. La prise en compte ou l'oubli de ces entrées donne lieu à des usologies autrement révélatrices que la mise en accusation directe, grossière, de telle instance. Une usologie de « ces salauds d'insectes » par exemple, aurait évité à l'agriculture de mener une véritable guerre contre eux et permis de reconnaître, entre autres, 1. que leur expertise était fondamentale en matière de pollinisation, 2. que leur pulllement ne se fait pervers que lorsque telles et telles conditions le favorisent. Une usologie sommaire des « salauds de banquiers », (patrons, flics, élus...) montre la superposition, l'imbrication d'usages et d'« histoires » qu'on ne modifiera pas en leur coupant la tête.

L'usologie modifie en profondeur l'approche non-violente. On a souvent reproché à celle-ci de faire elle aussi violence, quoique sous forme passive. Les manifestations contre-violentes (ou tout autre nom qu'on voudra leur donner) s'ordonnent autour d'un défaut ou d'une contradiction dans l'appareil (l'ensemble d'usages) de la violence institutionnelle. Mais le choix même du défaut, de son caractère sensible, spectaculaire, a pour effet d'enjamber les anticipations et rétroactions d'usages auxquelles il est lié, et ce choix maintient les choses en l'état. Quand Gandhi, pour révéler l'injustice de l'occupation britannique, s'en prend à l'usage d'imposer le sel, il n'a rien à opposer au fait que le peu qu'il ramasse lui-même soit aussitôt acheté une somme considérable.

En mettant en observation des façons de faire et rien d'autre et en présentant toute solution comme une façon de faire, l'usologie se fait non-violente par construction. Elle prédispose à un regard expérimental.

Observons par contre comment le même Gandhi va prévenir les autorités d'Afrique du Sud ou le Vice-Roi de ce qu'il prépare. Il raisonne alors pleinement en usologue ! De l'objet du litige, ils ne sont pas personnellement coupables. Ils y ont une part de responsabilité, engagés qu'ils sont dans le maintien d'usages sur lesquels Gandhi invite à réfléchir et à changer. Ces usages constituent un ensemble injuste pour les Indiens émigrés en Afrique du Sud comme pour les Indiens restés en Inde « occupée ». Mais ce n'est pas en gênant ceux qui les gèrent qu'on leur fera le mieux prendre conscience que leur position se fait contre-productive. Lors d'un conflit en Afrique du Sud, Gandhi n'hésite donc pas à créer un corps de brancardiers indiens. Dans le même esprit, il refuse de collaborer à l'invasion de l'Inde par les Japonais. Il rencontra Mussolini et regretta même de n'avoir pas eu d'entretien avec Hitler ! Il rêvait, bien sûr, mais on trouve à l'état natif, pour ainsi dire, le principe d'une action usologique, qui commence par interroger (inviter à une recherche) sur la façon dont les usages se sont établis - établis comme étant et ne pouvant être autrement -, et dont ils maîtrisent les usagers, des usagers dont l'établissement dans ces usages empêche de sortir.

La sortie ne s'entrevoit qu'à condition de montrer que l'« être », la fatalité de ces usages et la figure, l'autorité, que leurs usagers en tirent, résultent d'une construction à laquelle il est possible d'en opposer une nouvelle. Mais la nouvelle ne va-t-elle se fonder aussi violemment sur une certaine « nature » des choses et des usagers ? Non, si on la traite « usologiquement », autrement dit comme une façon de faire qui interdit, comme telle, de se défausser sur des raisons extérieures à ce qui se fait là. La responsabilité prend dès lors un tout autre caractère, qu'en première approximation nous qualifions de critique ou d'expérimental.

Prévention des dérives essentialistes

En grossissant le trait, l'usologie est avant tout *un mode de recherche* qui s'oppose à celui de l'*essologie*, qui traite par principe les « faits » comme étant.

La recherche, et particulièrement en sciences humaines, s'est longtemps fait et se fait encore d'emblée appauvrir lorsqu'elle aborde son « objet » *en nature* et non *en usage(s)* : lorsqu'elle considère les propriétés d'un corps, une fonction naturelle, l'histoire d'une nation, un principe (liberté, despotisme), comme des programmes dont elle retravaille l'*image*, la *valeur*, en les « concrétisant » par des « traits » qui achèvent de nous y faire croire et les conservent.

Dans l'ordre des sciences biologiques, l'étude savante des espèces végétales et animales a commencé par leur classification^(²). La capacité de reconnaître X comme « étant » de telle espèce faisait usage de caractères « naturels » tels que le mode de reproduction, le nombre de pattes, les griffes rétractiles... En mettant le développement de ces caractères en relation avec le milieu (dont elles faisaient usage et qui en faisait usage), Darwin y introduisit de l'usologie avant la lettre ! On s'empara aussitôt de ses observations pour *essentialiser l'Evolution* - la produire comme une cause transcendante. Cette *essentialisation*^(³) n'a toutefois pas empêché de chercher de quoi chaque transformation faisait usage, sur quel environnement elle anticipait ou qui rétroagissait sur son « succès ». Nous en « sommes » (fièrement arrivés) à nous demander de quoi le génome fait usage pour se modifier en fonction du biotope, et le biotope en fonction des usages qui en sont faits. Les sciences biologiques avancent en approfondissant ce dont font usage une espèce, une maladie, tel dispositif hormonal, pour exister de la façon dont on les reconnaît, qui elle-même dépend des repères en usage dans ces sciences. Chacune d'elles se constitue sur la base d'usologies de plus en plus ramifiées, prenant en compte des usages qui paraissaient à première vue étrangers au champ de l'étude.

Un historien ne se contente plus aujourd'hui du récit de la succession des princes, des rivalités entre familles et nations. Il « croise » des usages. Il touche de plus en plus concrètement à l'histoire des usages, entendus comme techniques ou comme us et coutumes. Il s'intéresse à la façon de récolter le sel, au nombre de charrois qui entraient et sortaient de Paris, à son alimentation en eau, en avoine, aux pratiques qui distinguent les corporations, aux motifs de déconsidération de certaines d'entre elles (naissance du chirurgien, de l'artiste). L'influence de la pluviométrie sur les usages agricoles, la transmission des nouvelles venues d'Amérique, des faits-divers émouvants, fournissent à la Révolution de 1789 des facteurs d'explication de « l'esprit » dont les sujets de sa Majesté ont « fait preuve » à ce moment-là.

Vidons l'abcès : à quoi de tout temps les artistes, les écrivains, les politiciens, prêtres et gourous de tous ordres doivent-ils leur succès ? A la façon dont ils confirment ce que leur public sait déjà, en jouant de ses attentes pour y ajouter des « traits » énoncés avec encore plus de brillant ou brio. A ce que le public sait « être », croit déjà bien savoir, ils en rajoutent encore sans hésiter à faire appel à des effets de vérité, comme on parle d'effets de scène. Des effets dont la scénographie procède d'une essologie générale *obligée* (nous avons obligation de distinguer par des vocables, des rôles ou situations) mais heuristiquement appauvrissante^(⁴) puisqu'elle conduit à s'en tenir aux signes « de » sans chercher de quoi ils font usage et les usages qu'on en fait.

^(²) Cf la classification astrologique, hippocratique, phréno-logique, caractérologique...

^(³) L'*essentialisation* (expliquer ce que fait X par sa nature) dérive de l'*« essologie »*, définie comme art de décrire des unités en principe répétitives. Les vocables *essentialisme*, *essentialisation*, dont nous devons à Popper d'avoir répandu l'usage, s'appliquent à une faute logique (expliquer par cela même qu'il faudrait démontrer) qui s'origine dans l'*essologie* générale du discours qui n'a elle-même rien de fautif (elle crée des repères, aide à désigner). Nous reviendrons sur cette distinction et ses enjeux.

^(⁴) Appauvrissante en ce qui concerne les objets désignés mais dont les ressources se renouvellement constamment - et souvent gaiement : nouveaux mots, jeux de mots, etc.

Principe d'action

Lorsque, de loin en loin dans un domaine quelconque un changement se produit, quelle que soit son importance, sur quoi porte-t-il (de quoi fait-il usage) ? L'usologue répond : Sur l'usage établi de certains mode de traitement, sur l'usage qui était fait de certaines données dont on disposait en abondance et de leur conditions d'emploi. Des constat d'impuissance alors fusent : regardez ! *on* n'y arrive plus, *on* dépense une énergie folle à maintenir les choses en l'état.

Après des lunes de « faites comme ci » parce que « c'est comme ça », voilà que « ce n'est plus ça ». Le cœur - ou le « ça » - n'y est plus. « On » n'y croit plus.

Quelques lunes plus tard, le débat, violent ou feutré, sur les raisons d'être de « tout ça » se clôt sur l'évidence qu'on ne plus faire *comme ça* et qu'il va falloir « s'y prendre » (ou s'y faire prendre ?) autrement.

La crise déclenche une déprise et s'achève en reprise, en rééquilibration plus ou moins inventive d'un certain « ça » idéo-pratique. Nul ne peut vivre sans « ça » !^(c)

Les usagers s'interrogent en permanence sur ce qui entre dans leurs capacités d'action, sur ce dont elles font usage et l'environnement qui y prédispose.

Mais ici, attention ! Qu'y cherchent-ils ?

Que peuvent-ils et doivent ils toujours y rechercher ?

La question vise l'ensemble des usages de la *recherche*, l'heuristique quotidienne, personnelle, intime, politique, et l'heuristique pour ainsi dire officielle - scientifique, médicale, artistique.

Elle vise *des usages dont l'écologie, les pulsations, constituent pour l'usologue un principe d'étude* (dans la mesure où nous « sommes » toujours en recherche, même dans nos affirmations les plus dogmatiques), *et la libération un principe d'action*.

Elle déborde le « que puis-je connaître ? » de Kant et remonte à la racine de tous les « arbres de la connaissance »^(cc). Débroussaillons-la par une usologie sommaire :

1. De quoi *toute recherche* fait-elle usage ? Elle fait usage des données dont les acteurs disposent pour garantir l'effectivité, l'efficacité de leurs entreprises dans un environnement qui les définit (les « équilibre ») comme *nécessaires*. Elle anticipe sur cette nécessité - qui rétroagit sur elles.

2. Cette nécessité (qui donc fait usage des données précédentes) ne constitue cependant jamais qu'un idéal ou ensemble d'idéaux ou programmes en relatif équilibre, constitutifs de ce que nous avons désigné ci-dessus par « ça ». Ce qu'elle « a », ce que « ça » a de stable se nourrit de son instabilité même. A l'interface entre l'étude et le choix, la recherche *se fait* en recherche d'équilibre entre les usages qui sont fait *de* (matériaux, savoirs, contraintes économiques, sociales, physiques, sexuelles...), et les usages qui en sont faits.

Mais ici de deux choses l'une, qui engagent toutes deux (point 3) à la fois ce dont il sera matériellement fait usage, les nouveaux entrants, et l'environnement dans lequel il en sera fait usage.

Pour nous en tenir à cet environnement :

^(a) A développer ! De quoi se *fait* ce « ça », que nous comparons pour notre part à une boussole à la fois intime et collective, où le physiologique et le représentational s'imbriquent, dont Georg Groddeck le premier fit mention, début XXe, et dont Freud confisqua l'intuition, en la sexualisant à 100% ? Nous avons déjà abordé le sujet dans **PROSPER** 22 au sujet de « l'usagier » et du rire (« n'est-ce pas ? »).

^(cc) Elle intègre sans crier gare la prise en compte par l'épistémologie moderne du fait que la recherche ne survit qu'à condition de renouveler ses bourgeons (v. la leçon de Popper).

Ou bien vous passez d'un programme à un autre, réformé ou « révolutionné » du précédent, avec ou dans un esprit de « progrès » ou de sécurité qui vous met en position d'obéir à un nouveau programme présenté comme plus « vrai » - ou enfin le seul « vrai ». L'origine du programme est vécue-pensée comme extérieure. Vous rebondissez d'une dogmatique à une autre, qui créent l'angoisse et s'arment de toutes sortes de défense (morale, police, justice, diplômes, armée, médicalisation, xénophobie...).

Ou bien vous prenez en compte qu'il ne peut s'agir et ne s'agira jamais que d'hypothèses, de « ça » de travail, en travail, faisant usage de conditions matérielles et d'un environnement, d'une « environnementation » qui ne peut se faire qu'hypothétique, expérimentale. Vous n'y croyez pas *vraiment*, ou juste le temps d'un essai.

La première attitude a longtemps été - et se trouve encore - facilitée par l'approche religieuse. Les sociétés qui « font société »⁽²⁾ avec Dieu ou les Dieux règlent leur recherche, la conditionnent, à partir des commandements et caprices divins. Elles mesurent le mérite des usagers (créatures) à la qualité de leur obéissance.

Le conditionnement monétaire s'est peu à peu surajouté au conditionnement religieux. Il l'a même aujourd'hui en grande partie remplacé. Tout ce dont nous faisons usage est connu, reconnu, admiré ou dévalorisé, à travers un prix chiffré en argent, dont le chiffrage dispense de s'interroger sur son prix social et environnemental. Nous ne sommes reconnus qu'à travers notre capacité d'avoir ou faire de l'argent et de le dépenser par des achats qui font des profits et de la croissance (monétaire).

En marge de ce conditionnement (de cette boucle) monétaire se développe la seconde attitude. Le conditionnement monétaire l'entretient. A partir de ses contraintes sont (*se font*) « vérifiées » la grande majorité de nos entreprises, leur lancement et leur abandon. Leur échec et leur succès seront (*se feront*) mesurés à l'aune de ce retour. Inutile de s'y aventurer si ce retour risque d'être (*de se faire*) insuffisant. Même « sans le vouloir », elles spéculent sur les profits monétaires à venir.

Les effets du conditionnement monétaire sont (*se font*) aujourd'hui suffisamment patents pour que personne n'ose plus défendre « le capitalisme » avec autant de candeur qu'au temps de la guerre froide. On ne se gêne plus, même en haut lieu, d'épingler ses objectifs de plus en plus courts, strictement comptables, ses barrages monétaires et ses méfaits matériels, moraux, sociaux, politiques.

La recherche continue !

Le « terrain », « la base », le traduisent en termes de « luttes ». Luttes pour le maintien du pouvoir d'achat, contre l'abandon du service public, pour ne pas laisser brader ou pervertir des institutions comme l'école, l'université, la Recherche avec un grand R, luttes contre le tout nucléaire, le tout pétrole, lutte pour la décroissance, les Droits de l'Homme, la démocratie, les stock-options, les salaires mirobolants...

Chacune de ces « luttes » malheureusement oublie ce qui les anime *au fond*. Tout en proclamant que *La lutte continue*, poing levé, leurs rassemblements mêmes émettent ce dont les usagers font usage, via leur psychologie, leur philosophie, leur morale, leurs arts et lettres, leurs constitutions, leurs guerres et paix : une *recherche* opiniâtre, qui renaît sans cesse de ses cendres. Elles foncent « contre », sans jamais dégager, dans chaque cas, le motif profond de la lutte engagée, à savoir l'injure qui est faite à leur recherche, une recherche qui ne se borne pas à des rééquilibrations anecdotiques.

De cette recherche nous ferons usage, quant à nous, comme d'un droit, un droit lui-même en recherche, caché sous tous ceux qui ont jusqu'à présent été déclarés.

⁽²⁾ Selon l'expression de Jean-Marie Guyau (*L'irréligion de l'avenir*, 1888). Cf Revue du Mauss n°22.

Ici donc, à nouveau, de deux choses l'une :

Ou bien vous vous attachez au spectacle des misères provoquées par « le capital » et « les » capitalistes. Vous empilez images sur images, plus spectaculaires les unes que les autres. Vous entrez dans la carrière de grands aînés comme Guy Debord, qui conclut la sienne, en toute logique, par un suicide. Vous posez au juge, sans courir le risque de changer quoi que ce soit. La persécution dont vous serez l'objet ne fera qu'ajouter au spectacle et renforcer les défenses de la roulette monétaire où se jouent la démocratie, les droits de l'Homme et ceux de la planète.

Ou bien vous tirez parti de toutes les potentialités actuellement empêchées par l'usage de l'argent et travaillez à l'éradiquer. Vous reprenez l'antienne de Marx : les philosophes ont suffisamment pensé le monde, il s'agit maintenant de le transformer.

A son époque, la transformation passait par l'appropriation populaire de l'outil de travail. *Aujourd'hui la recherche du bien commun, entre les hommes comme entre eux et leur planète passe par une comptabilisation objective des ressources, et qui donc abandonne toute évaluation monétaire.* C'est possible et devient même urgent.

En affirmer la possibilité et l'urgence crée en cette fin d'article une rupture de ton. Comme si nous jetions la casquette de l'usologue-épistémologue sous laquelle nous venons d'écrire quinze pages. Recoiffons-nous pour autant celle sous laquelle nous avons commencé ce cahier, celle de l'usologie politique, qui, elle, s'attache à « maîtriser » la production ?

Les deux casquettes n'en font qu'une. Ce que confirme une phrase relevée en quatrième de couverture d'un ouvrage d'Alfred Sohn-Rethel⁽²⁾ : « *Les débuts de la logique dans le monde grec antique sont liés à l'apparition des premières pièces de monnaie* ». Depuis cinq mille ans qu'il y a des hommes et qui pensent, ils pensent dans un cadre monétarisé. Ils pensent « marchand », et quand ils font preuve de générosité, de don d'eux-mêmes, d'anti-utilitarisme, c'est pour combattre les effets de ce qui s'est institué comme une contrainte de base plus impérieuse que manger-boire-dormir, qu'il faut, sauf cas devenus exceptionnels, payer. La comptabilisation monétaire n'a pas d'effets seulement au niveau de la production, au niveau de l'entreprise, assoiffée de crédits et de profits. Elle en a aussi dans la montée des extrêmes politiques et des risques écologiques, dans le traitement et l'aggravation d'accidents comme « les deux Onze », Septembre 2001 et Mars 2011.

Elle n'explique certainement pas tout, mais toute « volonté de changement », si elle ne veut pas rester fantasmagique, doit prendre en compte ce paradigme, non comme une fatalité mais comme une construction, un ensemble d'usages et rien d'autre, auquel un nouvel ensemble peut désormais s'opposer.

Une phase transitoire s'annonce donc, au cours de laquelle nous aurons à libérer nos modes de production, matériels ou interprétatifs, de la monétarisation du monde.

Et à l'horizon ?

Chercher le bien commun non plus dans le partage des richesses mais dans la recherche elle-même.

*Nous rendrons compte dans un prochain cahier
de l'ouvrage de François Flahaut,
Où est passé le bien commun ? (Mille et une nuits, 2011)
Ci-après, l'usologie de « Dieu » vient illustrer
la fécondité et la pacification générale
qu'entraîne la méthode « u ».*

⁽²⁾ La pensée-marchandise, Ed. du Croquant 2010.

□

L'usologie de « Dieu », classique de l'usologie, illustre les avantages heuristiques de la réduction méthodique du champ d'observation à des usages, et la pacification qui en découle. La version qui suit prend en compte des conditions économiques et politiques négligées dans les précédentes mais aussi l'aspect comptable de la façon dont nous faisons société avec Dieu, les Dieux, et plus généralement avec « le monde ».

Usologie de « Dieu »

Bien qu'on puisse parler de Dieu, personne jamais ne l'observa. Si la chose se produisait, on n'aurait aucune raison de croire en lui. Mais quoique Dieu ne puisse s'observer, ce que son concept utilise - dont il fait usage - et les usages qui en sont faits peuvent très bien, eux, se mettre en observation.

1. De quoi « Dieu » fait-il usage?

Dans ce dont « il » fait usage entrent en tout premier lieu des capacités ou qualités qui manquent aux humains, relatives à la durée, à l'intangibilité, la toute-puissance et l'imprévisibilité. En ce sens « il » se construit en négatif de l'homme. « Il » fait usage d'une psychologie complexe, où on retrouve en plus appuyés tous les traits de l'humain, certains redoutables (jalouse, colère, vengeance, donnant-donnant), d'autres inspirant la confiance (pitié, bonté, pardon, attachement aux « justes », intelligence des intentions). Voltaire : « Dieu a créé l'homme, mais l'homme le lui a bien rendu ».

Le contenu d'une représentation varie selon l'usage qu'en font les usagers, en fonction de leur âge et de la dépendance des âges au milieu (ce qui introduit déjà au second point de l'analyse).

On ne construit pas Dieu avec les mêmes matériaux à 7 ou quinze ans d'âge mental. Un nouveau-né ne peut refuser le baptême ni la circoncision, ni de recevoir une éducation religieuse que l'adulte se trouve encore souvent mis en demeure de dispenser.

Parmi les questions qu'on peut poser à ce niveau : que faut-il utiliser pour persuader qu'il existe, à l'origine de toutes choses, un Créateur? Comment le rend-on accessible aux enfants, aux foules ? Le « Dieu des philosophes », celui « du charbonnier » et celui des mystiques ne font pas usage des mêmes « entrées ».

2. Dans quel environnement d'usages...

En toute rigueur, chaque motif utilisé pour construire ou communiquer « Dieu » doit lui-même faire l'objet d'une usologie déterminant ce dont ce motif fait usage et l'environnement dans lequel il entre et qui le sollicite. On distinguera ainsi plus finement l'originalité du rapport à « Dieu » aussi bien dans telle religion que tel cas d'athéisme (dont il y en a quasiment autant que d'« athées »).

Dans une usologie comme celle de « Dieu » plus encore peut-être que dans tout autre, il est difficile de disjoindre ce dont ce qu'on observe fait usage des usages qui en sont faits.

Parmi les questions posées à ce niveau : comment historiquement le concept « Dieu » s'est-il construit? (***) Dans la gamme des articles proches ou concurrents - esprits, fées, puissances... - destinés à soulager, expliquer, les mystères, les souffrances, « pourquoi il y a quelque chose plutôt que rien », comment se situe, quelle place occupe « Dieu »? En fonction de quels critères - politiques? ethniques? logiques? - l'aire occupée par une religion s'étend ou se rétrécit-elle ?

(***) Ex.: Jean Bottéro montre comment les Hébreux, entre le Tigre et l'Euphrate, décidèrent que leur dieu était « le plus fort » avant de le traiter comme « unique ». Il surclassait du même coup ainsi tous les autres dieux. La chronologie est en cours de révision : l'acquisition de la notion de Dieu unique aurait été exportée d'Egypte.

Ce qui entre dans la notion de Dieu anticipe sur l'organisation sociale et celle-ci rétroagit sur ce qui y entre. Schématiquement, au Dieu jaloux et directif correspondrait le Souverain, ou l'Etat à qui rien n'échappe et qui se targue d'appliquer « Sa » loi (roi de droit divin, charia). Au Dieu bienveillant, qui vous remet d'avance tous vos péchés et vous accompagne dans les risques auxquels vos entreprises sont soumises, l'Etat dit *libéral*. Au Dieu déconnecté des affaires publiques, dont l'usage appartient à chacun, l'Etat laïque, qui dans certains cas remplace la fonction occupée par « Dieu » par celle, tout aussi mystérieuse, du « Peuple », dont les avis sont sollicités par les agents d'une prêtrise renouvelée de l'ancienne par le biais douteux de leur « élection ».

Des usologies séparées de ces correspondances restent à faire.

Spontanément pratiquée⁽²⁾, l'usologie de Dieu, est à l'origine de la défense de la laïcité. Ce qui entrait dans les usages des autres peuples a éveillé (cf. l'argumentaire constant de Montaigne) à ce que les opinions et croyances devaient à l'histoire, aux circonstances. Dans le domaine de la croyance en Dieu comme dans les autres, elle a rapproché les usagers en leur rappelant qu'ils participaient de bassins d'usages, historiquement construit, et que ces bassins n'avaient rien de certain ou définitif, ni pour eux ni pour personne.

Les problèmes soulevés par l'instauration de la laïcité n'étaient pas seulement liés à ses retombées morales (« si Dieu n'existe pas, tout est permis »). « Dieu » était l'enseigne de professionnels dont les services ne pouvaient s'exercer sans une certaine rémunération, que ce soit de la part des fidèles d'une religion, ou de l'Etat, qui trouvait son compte à la direction des consciences.⁽³⁾

Dans l'Europe du XVI^e siècle, l'opposition des Réformés à cette professionnalisation a soulevé l'émotion. Elle a été par la suite compensée par la création d'un corps pastoral et d'institutions qui ont un caractère généralement fédéral et non pyramidal, comme dans le catholicisme, mais n'en sont pas moins soumises à des impératifs monétaires qui les adossoient par force à la condition commune de n'importe quelle entreprise commerciale.

Que l'« offre » ecclésiale ne fasse plus recette (« ne nourrisse plus son prêtre ») explique en partie la désaffection des jeunes pour la profession et que la croyance en Dieu ne se fasse plus réensemencer (il y a cercle). Apparaît bien ici comment ce dont

« Dieu » fait usage a anticipé sur son usage professionnel-monétaire dans le cadre bien défini d'une religion, et la rétroaction de celle-ci sur la communication du concept de « Dieu ».

Que l'offre ecclésiale ne fasse plus recette s'explique aussi par le fait que l'Eglise et ses prêtres (du fait qu'ils étaient relativement protégés) ne prenaient que très exceptionnellement attention aux causes concrètes de la misère (économique ou sexuelle) et renvoyaient aux individus le soin de la gérer « en conscience ».⁽⁴⁾ Quand les prêtres ouvriers ont tenté de rétroagir sur l'entrée dans la croyance en Dieu, ils se sont trouvés en porte à faux avec l'institution centrale dont le pouvoir ne perdure qu'en faisant allégeance à l'ordre établi. Cet ordre n'est certes plus considéré comme la volonté de Dieu, mais il reste un *fait* dont la tolérance ou le soutien, même sous réserve, en appelle aux ressources spécifiques (« chrétiennes ») du « croyant ».

Nous ne pouvons ici qu'esquisser à grands traits. Chaque points et même certains mots (« rapprochaient », « essayaient », « direction des conscience ») pourrait faire l'objet d'une usologie particulière qui enrichirait le sujet.

3. *Changements susceptibles d'intervenir dans les deux approches précédentes et les anticipations et rétroactions auxquelles elles donnent lieu...*

L'usage social qui aujourd'hui encore est fait de « Dieu » oblige les usagers, tout au long de leur existence, à s'affirmer comme « croyants » ou non, comme étant de telle ou telle obédience religieuse, comme refusant toute obéissance ou comme n'étant d'aucune et qui vont s'étonnant que d'autres se posent « encore » des questions à ce sujet.

⁽²⁾ Correspondances...

L'« offre » politique, rémunérée par « le peuple » lui-même (par l'impôt), continue quant à elle de bien nourrir son député. Encore faut-il pour que celui-ci se fasse réélire qu'il prouve que son offre est en phase avec les « problèmes concrets ».

Il s'en défausse sur les obligations qu'impose la conjoncture économique (aux contraintes aussi fatales que celle de « la vie » prise en général) et en appelant ses électeurs à faire preuve de vertus personnelles (endurance, courage) qui lui vaudront récompense (ex. : « travailler plus pour gagner plus »).

Les agences de recrutement ou de gestion du chômage, les banques où se négocient l'octroi de crédits, font aujourd'hui autant de confessionnaux où il vous faut avouer votre péché de faiblesse face à la concurrence générale, ou prouver votre fidélité, votre innocence par une recherche assidue d'emploi et de profits.

⁽³⁾ Sur cette spontanéité v. PROSPER 22

⁽⁴⁾ Problématique dans laquelle s'est inscrite l'action du Président Sarkozy.

La façon dont nous usons de ce rapport à Dieu depuis que nous en entendons parler et y croyons, n'y croyons plus ou n'y avons jamais cru n'a cessé de changer et la présente usologie participe du reste elle aussi à ce changement.

- a. en position sujet : de quoi d'autre « Dieu » peut-il faire usage ?

Sous nos latitudes, dans le bassin du Livre, on peut s'attendre à de nouvelles formes de foi : à de nouvelles façons d'expliquer l'absence d'explication et de renchérir sur Job (quoi qu'il arrive, que ça me semble juste ou non, *Dieu le veut*), de l'inventer impromptu dans la douleur (pourquoi ? qu'ai-je donc fait ?), la joie (merci), ou d'appeler son attention par des sacrifices, cierges, lumières, disposition d'objets, dessins. De nouvelles formes de miracles, couverts par « des scientifiques », sont également à prévoir.

Le concept de « seul dieu », qui entre dans le concept de « Dieu d'Abraham, d'Isaac et de Jacob » peut s'affaiblir au point de laisser l'espace religieux à nouveau occupé par le polythéisme. Les religions du Livre n'ont jamais totalement exclu le recours à la magie ou des rituels parallèles (Satan), ni empêché l'astrologie, ni de prêter des pouvoirs à des agents matériels et spirituels (pierrres, fétiches).

L'usologie de recours de ce type, actuels ou potentiels, enrichira les observations faites au niveau de ce qui « entre » dans le concept de Dieu.

- b. en position complément : quels changements de conjoncture peuvent repousser ou ranimer la croyance en Dieu ?

On a déjà observé comment le partage d'une même religion (l'usage qui en est fait), dans un bassin d'usages, étroitement territorialisés ou portés par une communauté, pouvait s'interrompre pour des motifs apparemment sans rapport avec le contenu même de la croyance. Les fins de semaines passées en auto ou au stade, par exemple, ont réduit l'assistance aux offices dominicaux. Dans la mesure où le concept de « Dieu » s'environne d'une religion, cette discréption n'aide pas à le conserver, sous sa forme classique en tout cas. Le *lien social* créé par certaines émissions journalières de télévision semble devenu plus fort que chanter des cantiques en chœur une fois par semaine dans un lieu privilégié.

Privés de la régie religieuse de Dieu, les usages relatifs au sexe, à la patrie, à l'argent, au système politique, à l'art, évoluent d'une manière qui aurait paru anarchique aux générations qui nous ont précédés. Ces changements ou possibilités de changements nous en apprennent davantage sur ce qui entre dans le concept de « Dieu » (comptable, moral) que les informations objectives fournies par les deux premiers points.

Les théologiens ont déjà donné de « Dieu » de multiples interprétations, liées à l'environnement politique ou conceptuel. L'usage « théologique » de Dieu n'est certainement pas clos.

Dans l'environnement particulier du XVIIe, Spinoza (« Dieu ou la Nature ») osa un pont entre deux entités hétérogènes : Dieu, qui ne peut être observé et la Nature qui peut l'être de plus en plus finement. En dépit du « ou » qui les met sur le même plan, les deux usages « théologique » et « naturel » ne se superposent jamais exactement. On remarquera par ailleurs que « Dieu » comme « la Nature » font tous deux usage d'un schème d'*intentionnalité*. Jusque dans les plus petites choses, l'idée d'une intention, d'un « voulu » supposé rationnel de l'ordre du monde (où le rationnel ne peut se faire que « voulu ») n'est jamais totalement absents des enquêtes « 100% scientifiques ». On a du mal à expliquer les choses par le hasard, et le faire revient encore à produire une raison dont l'absence de raison, qui connote le mystère, réouvre tout un ciel...

L'environnement résultant des deux crises, économique et écologique, des thèmes récurrents comme la fin du monde ou l'existence d'extra-terrestres, ont déjà des incidences sur ce qui entre dans le concept de « Dieu ». La recherche de « causes cachées » (qui se rejoignent sur le versant « Dieu ») continue, en grande partie nourrie par celle des « choses cachées » dans ou derrière les connaissances que nous avons (versant « Nature »), de faits dont l'usologie, comme celle des miracles, vaut le détour.

Car un « fait », quel qu'il soit, ne se fait-il pas toujours « miraculeux » ? Traduit en termes usologiques : ne fait-il pas toujours usage d'une attente *enfin* comblée, au moment où on l'attendait le moins ?^(c) *Euréka ! J'ai trouvé ! C'est ça !* C'était donc *ça...*

Pourquoi y aurait-il matière à rire des faits sur lesquels les croyants brodent leurs croyances et pas de ceux sur lesquels les chercheurs réputés sérieux brodent leurs théories ? N'y a-t-il pas au contraire matière à s'attendrir sur ces « faits » qui surgissent comme autant de contraintes à travers lesquelles ou grâce auxquelles nous nous orientons ? Et n'est-ce pas là le gros secret d'une « spiritualité » de tous les instants, de toutes les entreprises, scientifiques comprises, et dont l'usologie reste à faire, sous le titre *les dieux sont dans la cuisine* ?

aaa

^(c) Ajouter à l'usologie des faits ! (pages centrales).

*Cette nouvelle usologie de Dieu se termine par une pirouette !
En fin d'article, tu changes d'objet ?*

La preuve d'une bonne usologie n'est pas de totaliser des connaissances mais d'ouvrir l'éventail des recherches. Elle crée de nouveaux « objets ». Et par là « prouve » que l'usologie répond à ce qu'on attend de toute science.

Trouver des choses communes entre les faits revendiqués par les croyants et les savants va te valoir des ennuis...

De quoi feront-ils usage ? L'affrontement continual entre croyants et non-croyants, ceux qui s'entichent de spiritualité et ceux qui se juchent sur leur tas de faits implique leur attachement à un souci commun. S'ils reconnaissaient qu'ils le partagent, ils avanceraient dans l'usologie de leur différence et en sortiraient enrichis.

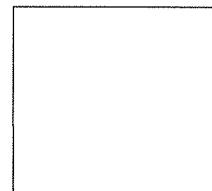
L'approche méthodique d'une usologie est propice à reconnaître des partages. Pas seulement au plan moral ou politique. Si tu fais séparément l'usologie d'un insecte ou d'un mammifère, tu te rends compte qu'ils font usage d'appareils communs. De quand ils datent, comment s'imposent-ils ? Comment se différencient-ils d'une espèce à l'autre ? A cette enseigne les classifications Linné ou Buffon sont devenues stériles, et pourtant elles ont commencé, elles aussi, par mettre en avant des caractères communs comme les pattes, les poils, les plumes... De ces classifications-là, qui relevaient déjà d'usologies (que faut-il pour distinguer un mammifère d'un autre, dans quel environnement est-ce qu'on les trouve), à celles d'aujourd'hui, on n'a fait que sauter de certains « communs » à d'autres (telle articulation se retrouve chez la baleine et le criquet - j'exagère exprès). De nouveaux sauts sont encore possibles !

Pour en revenir l'usologie de « Dieu »...

Sous la forme objective (points 1 et 2) comme sous la forme conjecturelle (3), chacun de nous, quelle que soit la façon dont il a été initié à la notion de Dieu, trouvera matière à approfondir sur quelles bases (qu'il n'a pas toujours été en mesure de contrôler et ne sera sans doute jamais en mesure de contrôler absolument) son choix, sa pratique, les pratiques locales, se sont décidés.

L'effet heuristique d'une usologie comme celle-là est évident. Elle appelle à des observations relatives aux contraintes de base (sécurité, sexualité, nourriture) et la façon dont elles se sont socialisées (transformées en usages). Elle dégage l'incidence de techniques, de contraintes économiques et politiques qui n'ont apparemment rien à voir avec le sujet. Le contrôle des naissances a complètement changé le rapport à la faute. Il a dépeuplé les confessionnaux. Le fidèle qui croit en Dieu dans le cadre de l'église anglicane le doit aussi à ce qu'un prince a rompu avec la papauté pour une question de divorce. La représentation de Dieu - la foi du charbonnier et celle du théologien - ne peut se faire la même à une époque de transmission orale et à celle où l'écrit règne. Internet la change probablement encore, sans que personne n'y prenne garde : si on comptabilisait le nombre d'heures passées dans les églises, mosquées et temples, et celui des visites de sites ouverts par les religions et par des gourous de toutes sortes, on aurait des surprises.

L'usologie que j'ai produite est marquée, au début en tout cas, par un caractère régional, judéo-chrétien - et aussi par des contraintes de pédagogie ou de présentation pour **PROSPER**. Pas difficile de faire plus complet et d'adjoindre des usologies séparées. Je ne suis pas assez compétent au sujet du bouddhisme ou d'autres religions pour risquer sérieusement des « points communs » entre elles et les nôtres. Mais on pourrait ensuite se risquer à d'autres « points communs » entre ces religions et des comportements magiques, fétichistes, qui caractérisent certaines populations et continuent de sévir dans celles qui passent pour les plus « avancées » - et se rencontrent déjà dans la prime enfance. Et au-delà, entre toutes les façons de situer nos actions dans l'ordre supposé des choses, d'y avoir du mérite, une destinée...



Signaux et balises

L'argent/la monnaie

L'Argent ? Vaste littérature ! Aristote déjà s'en mêle. Toutes les religions ont donné leur avis sur la question. La violence des critiques dont l'usage de l'argent fait l'objet semble croître en proportion de la résignation à son égard, ou pour le dire autrement : cette résignation atteint des sommets dans les propositions mêmes qui sont faites pour en combattre les méfaits.

Ce qu'on appelle « la Crise », survenue en 2008, plein d'ouvrages et témoignages ont surgi, qui ont mis en scène son mésusage et rêvé d'un enfin bon usage ou de « le civiliser ». Parmi les derniers que nous avons lus : sous la direction de Michel Wieviorka, *L'Argent* (*Editions Sciences Humaines*, diffusion Seuil, 2010); Jacques Attali, *La Crise et après* (Fayard 2008); Roger-Pol Droit et François Henrot, *Le philosophe et le banquier*, (PLON, Tribune libre, 2010); François Rachline, *D'où vient l'argent ?* (Hermann, 2011); Paul Jorion, *L'Argent, mode d'emploi* (Fayard 2010); Frédéric Lordon, *D'un Retournement l'autre* (Seuil 2011), « comédie sérieuse sur la crise financière en quatre actes et en alexandrins »...

Dans cette débâcle nous avons distingué *Désobéir à l'argent*, qui dresse un panorama de toutes les manières connues de s'en arranger et *L'argent, philosophie déroutante de la monnaie*, où François Dagognet milite pour « le juste prix », et *D'un Retournement à l'autre*, pour des motifs qui n'ont à voir que de loin avec l'argent mais nous font aller au cœur du problème.

J.-Patrick Abelsohn et Paul Sanders

Désobéir à l'Argent

Sous l'enseigne frondeuse de cette collection, dirigée par Xavier Renou (*Le Passager Clandestin*) plusieurs titres « désobéissants » ont déjà paru^(*). Ils ciblent une clientèle en recherche, qui se recrute dans les marges, et, en fin d'ouvrage, indiquent des pistes pour compléter l'information.

S'agissant d'argent, le fil de la désobéissance permet de faire tenir ensemble des comportements aussi divers que fabriquer de la fausse monnaie, rognier les écus, prendre aux uns pour donner aux autres, ou des inventions comme les monnaies franches et fondantes. Il orne l'ouvrage de perles connues, comme Owen, Fourier, Godin, et brode sur les ententes ouvrières pour fixer les prix, les coopératives, Emmaüs...

En le lisant j'ai pensé à une opération tourisme ou suite de tableaux d'une exposition. Chaque station enchanterait, mais ne fait qu'une espèce de photon parmi d'autres expulsés par le grand soleil monétaire.. Pourquoi s'attacheraient-on au « sol » plutôt qu'à la monnaie fondante?

Nous avons bien sûr fêté que ce petit volume ait été le premier depuis longtemps à faire mention de la monnaie « distributiste », émise sans intérêt, qui ne peut s'accumuler, et donc - les auteurs y ont bien insisté - *anticapitaliste par construction*. Ils ont commis un sans-faute au sujet de la mouvance distributiste. La place leur manquait bien évidemment pour développer, mais l'auraient-ils eue qu'ils auraient dû développer en proportion les autres « désobéissances » et le résultat aurait été le même : une espèce de dissolution dans une marmite à confitures ou hachoir à farce.

^(*) *Désobéir au sexism, à la précarité, au nucléaire, à la pub, avec les sans-papiers, dans l'entreprise, pour le logement, le service public, par le rire.* 60 p. 5€

A cinq euros la plaquette de soixante pages en corps 10, le client même le mieux prévenu en aura pourtant pour son argent. Il retiendra certaines présentations sur des points de base. Ainsi de la définition de la monnaie : *On considère qu'il y a monnaie lorsqu'un instrument ou support d'échanges exerce trois fonctions économiques : faciliter les échanges en tant qu'instrument de mesure et donc de comparaison de la valeur des biens (unité de compte); être un moyen de paiement (un bien intermédiaire) accepté par tous (transaction); permettre l'épargne, c'est-à-dire le report dans le temps du pouvoir d'achat pour une consommation ultérieure qui peut avoir deux motifs, la précaution et la spéculation (réserve de valeur).* La monnaie distributiste n'y échappe pas, avec quelques... petits problèmes, mal résolus, même en théorie, par le distributisme historique, et qui ont beaucoup compté dans la recherche de **PROSPER** pour se passer de monnaie.

En s'armant d'un crayon le lecteur soulignera des remarques lourdes de conséquences, comme *Réserve de valeur, l'argent est devenu l'instrument privilégié de la spéculation, ou qu'en répartissant et en organisant la rareté plutôt que d'y remédier, l'argent a consolidé les inégalités sociales.* Mais supposons qu'il souligne, dans la même page, que *le principe même de la création monétaire a renforcé la séparation entre la masse monétaire et la réalité des ressources disponibles ?* Que fera-t-il de cette « séparation » ? Le mot va comme trop vite. S'il veut signaler que la réalité des choses, arithmétiquement chiffrée, ne fait pas du tout la même que celle de leur chiffrage monétaire, c'est raté. « Séparation » enjambe la désinformation par le chiffrage monétaire, emballage qui vous fait croire que vous êtes riche parce que vous avez beaucoup d'argent ou pauvre parce que vos richesses n'ont pas de prix sur le marché. Il faut attendre la remarque, un peu plus loin, que *notre monde est presque entièrement modelé par notre relation à l'argent, et l'exemple de choses précieuses délaissées, dévalorisées, niées même, simplement parce qu'elles n'ont pas de valeur monétaire.* En fin de premier chapitre, après une allusion complaisante à la « monnaie solidaire », triste vérité puisque toute monnaie « solidarise », et oxymore caché, puisque toute monnaie introduit comparaison et concurrence, la bonne question, la seule bonne, est néanmoins posée : *Imaginons que la monnaie disparaîsse. Nous arrêterions-nous pour autant de vivre ? Perdrions-nous dans l'ins-*

tant les richesses accumulées en encore disponible sur la Terre ? La monnaie n'est qu'une unité de mesure et un instrument d'échange de ces richesses, pas la richesse elle-même. Mais elle est aussitôt noyée dans la citation des « mesures » qui s'inventent tous les jours pour parer à la déroute systémique et qui ne lui désobéissent nullement, telles que la renationalisation de la création monétaire, la taxation des mouvements de capitaux, la captation des intérêts issus de la création monétaire par le Trésor public, la définition d'un revenu maximal, les monnaies solidaires, le troc...

L'abolition de la monnaie arrive en toute fin de liste, et la rupture qu'elle introduit se perd là encore dans la masse. Sans doute faut-il nous réjouir qu'elle ait été malgré tout mentionnée. Les dernières pages, qui en expliquent le principe, valaient bien la messe, abondamment servie, de la désobéissance « alternative ». Par les temps qui courent, il faut saluer à la fois le courage des auteurs de placer en toute fin d'ouvrage, et donc avec un relief particulier, l'hypothèse d'une sortie de la monnaie telle que **PROSPER** l'expose, et celui du directeur de la collection et de l'éditeur d'avoir consenti à ce plan. Un courage que les compte-rendus de ce *Désobéir à l'Argent* (cinq à ce jour) mettent d'autant mieux en relief qu'ils passent sous silence l'idée d'une abolition de la monnaie.

Je n'ose penser qu'ils n'ont pas lu la fin, mais de là à la mentionner, il y avait un pas à faire qu'ils ne feront pas, ou pas avant longtemps. Pour ne pas se ridiculiser en ayant l'air d'y avoir prêté attention ? Ou pour ne pas desservir l'ouvrage lui-même, ne pas faire fuir la clientèle avec un truc aussi osé ?

Nous en sommes encore au temps de l'affaire Galilée... Dans la communauté des astronomes, il était devenu évident que la Terre tournait autour du Soleil. Mais cela ne se disait pas ! A peine pouvait-on risquer, comme Copernic en fin de vie, que « tout se passait comme si ». Ce gros bête de Galilée affirma que c'était vrai ! Tant pis pour lui ! Dans la religion de l'argent où nous avons grandi, et rapetissé aussi, il ne fait pas bon de dire, rien que de dire, que l'Argent pourrait bien ne plus être au centre, et que la prospérité - et la morale - ne s'en porteraient pas plus mal, bien au contraire, loin des sacristies bancaires et des agences de notation qui décident du salut ou de l'enfer des particuliers ou des nations, indifféremment.

oooooooooooo

François Dagognet

l'Argent, philosophie déroutante de la monnaie

(Encre Marine, 2011)

La composition de l'ouvrage, avec l'entrée en force de l'*objetologie* au premier chapitre paraîtra elle-même pour le moins déroutante, en tout cas pour tous ceux qui n'ont pas suivi le parcours d'un auteur qui s'attache, depuis des années, dans un style qui rompt avec le mode ambiant d'énonciation (questions en cascade, futurs, conditionnels), à « rematérialiser » la philosophie en focalisant sur des « objets » tels que les déchets, l'abject, la peau, l'imagerie médicale, etc.

Dans l'*Eloge de l'Objet* (1989), déjà, François Dagognet esquissait une « série » ou « sériation » des objets, depuis les substances naturelles comme l'écorce, le cuir, « les choses » entendues comme produits ou marchandises, avec en parallèle les imitations, le toc, les contrefaçons, les plagiats, comme le stuc, les sculptures pour dessus de cheminées en « biscuit », les fausses poutres en polystyrène expansé, les ceintures et sacs de faux-croco, jusqu'aux « biens » auxquels s'attache ou que garantit la notion de propriété.

Dans sa *Philosophie du transfert* (2006) il s'est attaché aux transferts de capitaux, des biens mobiliers et immobiliers, les plus connus, et à tant d'autres comme les transferts d'appel, de message, de cendres, de souveraineté, de professionnels du football, de population, d'embryons...

A la fois « objet » et clé d'échanges dont le principe même est le transfert, l'argent se présente comme le plus singulier, le plus universel et le plus paradoxal des « objets », à la fois objet et non-objet.

Il représente en virtualité toutes les marchandises puisqu'il rend possible leur appropriation : *Il va assurément bouleverser les marchés et les commerces, mais aussi les productions culturelles, les conduites, les sociétés. Il échappe à notre taxinomie hiérarchisée, tant il forme un groupe à lui tout seul.* (p. 14).

Programme :

« Nous ne cesserons, à l'arrière-plan de la monnaie (l'argent), de croiser des questions philosophiques, nous en donnons même une liste :

▫ Comment concevoir qu'une marchandise ait pu aider à en évaluer une autre, bien que de nature, de forme et de dimension sans rapport avec elle [...] ?

▫ Problème voisin, comment fixer le coût, soit de ce que l'on achète, soit de ce que l'on vend ? Peut-on admettre « un juste prix », tandis que nous le voyons varier sans cesse dans les foires, les soldes, les salons ?

▫ Peut-on tenir le commerce comme indispensable (un échange direct) alors qu'il semble ne rien ajouter à la marchandise qu'il propose à la vente ?

▫ Des trois instances du marché (la production, la distribution, la consommation), laquelle commande aux autres ?

▫ La sphère de la cherté peut-elle annexer celle de la gratuité ? Est-ce que tout peut finalement être commercialisé ?

▫ Quelle origine et quelle interprétation reconnaissions-nous au don ?

Deuxième liste suit, sur le mode interrogatif elle aussi, et qui décoiffe encore plus sûrement.

▫ En quoi le commerce est-il menacé ? Lui rattacherons-nous le supermarché envahissant ? Le supermarché n'est-il pas son temple ? S'il approvisionne les habitants il remplit son rôle (il a pu rassembler la plupart des produits) mais il déshumanise le système dans la mesure où il obéit à la logique de l'automaticité et de la quantité qu'il préconise. Suffirait-il de le désautomatiser pour lui rendre un visage humain ?

▫ Quel prix arrêter pour telle ou telle marchandise, alors qu'elle joue de l'inégalité ? La moindre différence ne justifie-t-elle pas une évaluation décalée ? Comment en effet ce prix serait-il juste, objectif, alors qu'il agrège des valeurs qui n'ont rien à voir avec l'usage concret (mais que veut encore dire « concret » ?) de ce qui vous est vendu, et que sa hauteur même prédit des qualités supérieures, dont on serait bien en peine de démontrer la supériorité ?

▫ L'argent peut-il, par lui seul, produire de l'argent ? Emettre de l'argent avec intérêt se vit d'abord comme un service, qui secondairement se paie. Cette production d'argent ou crédit, obtenue d'un simple trait de plume (monnaie scripturale, celle dont nous nous servons), n'est-elle pas une production comme une autre ? Si oui pourquoi l'opération, qui fait appel à certaines compétences, ne serait-elle pas rémunérée... ?

Dernière question, directement rattachée, dans le texte, à la précédente : *Que peut bien signifier la métaphore de l'engendrement ou de la production rapprochée de la reproduction ?* Elle semble en effet quelque peu forcée...

*

La réflexion sur « l'objet » lui-même et l'*objetologie* qu'il mérite, par laquelle commence l'application de ce programme, paraîtra hors sujet à ceux qui s'attendent à un discours limité à l'argent et son usage. Compte tenu des particularités de cet « objet », elle s'avère indispensable.

L'argent (avec son double côté à la fois réaliste et symbolique) va autoriser un exploit sans précédent, du fait de sa ténacité et de ses capacités de circulation (p.59)

Ce « double côté » tous les *objets* l'ont, mais l'argent est celui où ce paradoxe se fait le mieux sentir.

Tous ont comme lui « un côté » cent pour cent « réaliste », concret, matériel - *objet* : ils sont là, on s'y cogne, il faut les créer, les entretenir. Ils ont tous également un côté cent pour cent « non-*objet* » ou « symbolique ». Le paradoxe, vous l'aurez compris, réside dans les deux 100%. Comment empêcher un *objet*, banal ou rare, de nous faire *signe* de banalité, rareté ou autre chose ? L'argent s'introduit et du premier coup d'œil, à nos meubles, à notre habit, un intuitif bilan nous situe parmi ceux qui *ont* l'argent ou ceux qui en manquent. Dans nos avoirs *le goût* a bien sûr un rôle, mais son affaire est vite rabattue sur une affaire d'argent.

Objetologiquement, l'argent a perdu sa masse matérielle. Il déserte les cassettes, porte-monnaie et coffres-forts mais il est, *se fait* partout. Un zéro qui manque à la droite du solde bancaire a de tout autres conséquences (bien réelles) que le bouton qui manque en façade de chemise. Vous pouvez vous passer de tout, mais iriez-vous exprès (symboliquement) tout nu, il vous faudra encore de l'argent pour manger.

Aucun « *objet* » n'est capable de s'échanger avec la même facilité, une facilité dont les sacs de billes et de noyaux nous firent, dans notre enfance, toucher un moment de sa généalogie. Son statut dans la série des objets, sa situation *objetologique* de remplaçant universel, réaliste et symbolique, explique que son usage soit aussi invasif. Mais de

quoi cette invasivité fait-elle principalement usage ? De l'arithmétique, qui fait que la réalité d'un thaler, même quand vous ne l'avez pas en poche, tient avant tout à la capacité qu'il a de s'additionner et de se soustraire, et par suite celle que nous avons d'abstraire de ce genre d'opérations des conclusions (la balance, le solde positif ou négatif) d'une tout autre gravité que celles qui résultent du simple comptage des objets sur des rayons : si ces objets ne se vendent pas, s'ils ne gonflent pas positivement le solde monétaire d'un bilan, ils sont condamnés à être détruits ou non reproduits, avec en amont toutes les conséquences que vous savez sur la chaîne de production à laquelle vos salaires sont enchaînés.

C'est par là, par cette capacité qu'a l'argent de « marcher » en colonnes abstraites - ou son incapacité de « marcher » autrement (entrées-sorties, débit-crédit) - que son usage domine ses usagers, et leur échappe immanquablement. Ses colonnes nous colonisent. Elles font de l'addition une addiction et de l'argent à la fois une religion et une drogue. « Marcher » ne convient d'ailleurs pas. L'argent court, comme le furet de la chanson. Le total est là ! Non, il l'était. Le solde est plus loin, encore ailleurs, avec son tempo stochastique (rentrées aléatoires) et sa logique bêtasse (deux euros et deux euros font quatre euros).

Cette ubiquité arithmétique a échappé à toutes les études que j'ai pu lire^(*) et qui de ce fait contribuent, en dépit des critiques qu'elles multiplient à l'égard de l'usage de l'argent, à verrouiller son acceptation, à se résigner à la misère de devoir compter *en argent* et de s'en servir comme d'une réserve. Ayant conservé un souvenir très vif de ses *Réflexions sur la mesure* (1993) j'attendais donc ici beaucoup de François Dagognet.

*

L'« *objet* » de référence des *Réflexions* était l'imagerie médicale. *Comment est-il possible, malgré l'éloignement par rapport à la chose, que son équivalent quantitatif puisse en autoriser la connaissance ? Comment est-il possible qu'il y ait plus d'information dans l'image que dans le modèle ?* Ne sommes-nous pas là au cœur du sujet ? L'image que chacun de nous donne de lui-même via l'argent qu'il gagne, dépense ou met de côté n'en dit-elle pas elle aussi plus sur « nous-mêmes » que nous le pensons ? A travers leur prix, ne sommes-nous pas tentés d'en dire ou lire plus sur les choses ? De majorer leur valeur par cela même qui mesure la valeur, à savoir l'argent ?

^(*) Y compris les plus récentes : Cf. Roger-Pol Droit, *Le banquier et le philosophe* (Plon) ; Michel Wievorka (direction), *L'Argent, peut-on en finir avec l'argent-roi*, (Seuil, Entretiens d'Auxerre)...

Est-il vrai que tout peut et doit être mesuré, faute de quoi [...] serait compromise la base de la société civile - preuve que la question matérielle de quantification ne se disjoint pas d'un horizon socio-politique ?

Les deux citations précédentes sont extraites de la 4^e de couverture des *Réflexions*. Dans le corps même du livre, la légitimité de la mesure en argent est à plusieurs reprises abordée. P. 131, via Bentham (qui reparaîtra dans *L'Argent*) :

Bentham déjà, par l'argent, résolvait hier tous les problèmes, ceux de l'estimation des mérites comme ceux des choix ; le prix que nous acceptons de payer pour ceci ou pour cela (l'arithmétique des plaisirs) lui permettait de décider. "La seule commune mesure que comporte la nature des choses, c'est l'argent. Combien d'argent donneriez-vous pour acheter ce plaisir ?" Sans tomber dans cette extrémité, est-ce que "l'image métrique" ne relève pas aussi d'une dégradation comparable et d'autant plus que l'estimation numérique d'une déficience organique se soldera financièrement ?

Vous avez dit « dégradation »... ? Au sortir d'une activité professionnelle marquée (et injuriée) par l'inflation des notes et tests, je m'étais senti enfin « compris » (au chapitre 3, « L'amplification métrologique » p.98), s'agissant des règles d'indemnisation, en lisant que *Le problème métrique dépasse le champ physique et déborde sur le psycho-social, là où se déplient les passions ainsi que les intérêts les plus opposés (ceux du responsable et de la victime)*. Comment ne pas penser aux responsables et victimes du système scolaire et aux réparations qu'on attend de lui (car de quoi, de qui d'autre ?), via diverses procédures de soutien et de rattrapage !

Nous avons privilégié cet instrument qu'est l'argent - minimal en apparence - qui assure les échanges et intensifie la production. L'âme de l'abondance ! Mais on ne peut passer sous silence les dangers dus à ce médiateur souverain. Il suffit qu'un Etat dévalue sa monnaie, aussitôt il peut acheter ce qui lui coûtera le moins cher ; en même temps, son adversaire ne peut plus vendre, car les prix se sont envolés (le dumping monétaire).

C'est bien pourquoi le juste prix - un rien utopique - devrait s'imposer ; il empêcherait cette manœuvre déstabilisante.

Ainsi, l'argent qu'on tenait pour un simple moyen nous apparaît comme une puissance susceptible de ruiner les plus prospères. (L'Argent p. 136)

Quelques lignes plus bas : *Si le juriste de la responsabilité et le biologiste de la souffrance (la victimologie) ne parvenaient pas à bâtir l'ensemble des principes qui permettront la tarification compensatrice, la société en sortira ébranlée*. A quoi assistons-nous, dans le domaine social comme dans le domaine écologique, sinon à bâtir un ensemble de principes sur la base desquels édifier des tarifications visant à « compenser » les conditions de travail, le chômage, les troubles environnementaux induits par la productivité (pollution, surexploitation et ravages miniers) ?

Les ensembles sociaux et écologique ont toujours, reconnaissions-le, été fragiles. Mais leur fragilité s'est encore accrue du fait de la monétarisation. Le sentiment d'injustice qui accompagne leurs crises est rendu d'autant plus violent que nous en sommes arrivés à ne penser (calculer) tout problème qu'en termes de dépenses d'argent.

Pour nous cependant, il s'agit moins d'une question socio-conflictuelle que du problème plus général entre des données biomédicales et leur traduction économico-financière, puisqu'il importe d'estimer l'inestimable (l'infirmité, la mutilation, voire même la mort).

Peut-être serez-vous tenté comme moi de remplacer, *données biomédicales* par « toutes les données, quelles qu'elles soient ». Ne devrez-vous pas alors vous défendre, comme F. Dagognet s'en défend, de glisser métaphoriquement d'une question physique vers une codification humaine, par définition incertaine, conventionnelle et contestable ?

A l'objection, j'aurais pour ma part répondu qu'un tel « glissement » opère d'une manière constante, invisible et insinuante dans l'autre sens, où la codification « humaine » dégénère en quanta d'« être » (plus ou moins homme, réussi, beau, bien...) que leur mesure en argent « réalise », que ce soit en espèces ou à sous la forme d'une prise de conscience. François Dagognet élargit le débat par une autre objection :

Mais pourquoi limiter à ce point la notion de mesure ? L'indemnisation d'un dommage, souvent matériel, implique qu'il ne puisse être remis en question, qu'il ne varie pas en fonction des juridic-

(¹²) Relevons au passage, une remarque qui pourrait aller loin : *La justice se doit d'apaiser les conflits. Il lui faut élaborer un langage de conversion entre le malheur et ce qui le répare, aussi indispensable à la Cité que la monnaie qui nous épargne le troc*. La conversion en années de prison ne constitue-t-elle pas elle aussi un « langage » de cette sorte... ? Et celle d'un événement en « Une » ou en entrefilet... ?

L'Argent poursuit la recherche commencée dans les *Réflexions sur la mesure*, mais comme tant d'autres consacrées à l'usage de l'argent l'ouvrage s'arrête au seuil du grand chantier à venir : celui de son abolition

tions et qu'il respecte des règles quasi-pondérales, d'où d'ailleurs le recours à une balance symbolique qui permet à l'arbitre de peser les charges incombant à celui qui a causé le préjudice.

*

C'est à travers la difficile justesse ou justice de l'indemnisation d'un dommage, quel qu'il soit, qu'on perçoit le mieux les impasses du chiffrage monétaire. François Dagognet parle ici en connaisseur : il fut, en tant que médecin, expert auprès des tribunaux. L'argent, là comme ailleurs, est au centre du dispositif. Comment s'en passer ? En tant qu'expert il ne le pouvait et on peut douter qu'il le puisse davantage en tant que philosophe raisonnant sur des faits tels qu'ils se présentent dans un environnement marqué par l'usage de l'argent. Après les *Réflexions sur la mesure*, il poursuit donc, dans *L'Argent*, le Graal de la juste estimation - *versus « juste prix »* - ou de la juste répartition qui permettront, un jour, enfin, de ne plus diaboliser l'Argent (p. 42).

Tous les ouvrages de François Dagognet m'ont jusqu'ici, et je ne suis certainement pas le seul, exposé à deux - épreuves, disons. Celle d'un fil qu'il faut réussir à suivre, dans un labyrinthe de conditionnels, futurs et parenthèses, questions et réponses provisoires, et celle d'écart ou *pas de côté* imprévus. Quel que soit « l'objet » dont il traite, sa façon même de le traiter « déroute », ce qui fait de lui, en tout cas pour moi, un philosophe « qui compte plus que ce qu'il raconte » : en clair, donne à penser. C'est un don, qui couvre de dons ce qu'on appelle penser.

Mais aujourd'hui, en ce qui concerne l'argent, très précisément, je suis devenu incapable d'aucun contre-don - de l'accompagner dans sa recherche du juste prix ou juste usage de l'argent. La seule étude qui me semble désormais valoir « en matière d'argent », si on ne veut pas voir les hommes, les choses et les causes matérialisés en statues de sel - euros, dollars, « sols » et autres monnaies alternatives - est celle des conditions qui sont sous nos yeux en train de se mettre en place et qui déjà permettent de s'en passer.

Quand donc je lis que *nous ne saurions assez mettre en garde contre l'argent* (p.129) je reçois cette mise en garde comme participant du danger contre lequel elle nous prévient. Car la prudence à laquelle elle appelle ne nous épargne nullement de nous y exposer. Elle nous invite au contraire nous aussi à « y aller », pour tenter de réformer son mésusage, comme François Dagognet lui-même « y va », avec, dans la conjoncture actuelle, beaucoup de bon sens et de témérité (ils vont ensemble). Et lorsqu'il écrit *Comment croire que nous aurions examiné dans ses grandes lignes, un « non objet », alors que nous avons pensé quelque peu philosopher sur le maître de tous et même de tout ?* sa modestie me fait mal, car ce *quelque peu* avec lequel il est capable de remplir avec autant de talent et de cœur tout un livre en remplira probablement bien d'autres encore, qui mettront comme lui en observation le noeud de toutes choses au lieu de le trancher.

*

Objection : car le trancher, ce noeud, est-ce le travail du philosophe ? Est-ce même celui d'un économiste ? D'un sociologue ? D'un écologiste ? Ne doivent-il pas se tenir exclusivement aux faits ?

J'y tiens tout autant qu'eux, et c'est même la raison pour laquelle je me plains : parce que ceux qui me sont montrés m'en cachent bien plus que la moitié. Et que nous montrer ceux-là, de cette façon-là, permet de passer à côté de faits on ne peut plus intéressants, et dont je suis porté à me réjouir, car j'y diagnostique, pour ma part, le travail de la mue. Ce dont on est de moins en moins gêné de se plaindre, c'est de ce qui meurt ! Ce qu'on nous montre, c'est le travail de la mue. C'est ce qui en restera demain, qui sera bien plus visible encore après la mue.

L'enveloppe respire, elle bouge encore, elle a du mal à décoller, la bête se cache pour s'en défaire - et plus on nous le montre et plus on nous le cache. Mais dessous quels sont les faits ?

*

Ils ont commencé à monter en puissance, ces faits-là, au même moment que l'imagerie médicale. Les instruments de numérisation, l'informatisation des données, sont-ils ou non des faits ? François Dagognet nous les a pointés avant tout le monde, avec le problème philosophique qu'ils soulevaient. Ils ne font plus la même choses des choses.

Autrefois, la science des objets ou l'objet des sciences s'arrêtait à énumérer et distinguer leurs caractères généraux : on comptait combien il y avait « de » et comparait les poids et longueurs. Aujourd'hui nous sommes capables d'entrer dans la

...L'argent (ce qui va permettre l'échange) enrichit notre domaine dans la mesure où il s'agit d'un méta-objet, un objet qui dépasse tous les objets, bien qu'il continue d'appartenir au groupe des objets.

De même, dans le passé, nous avons reconnu le pouvoir du mot - un équivalent symbolique de l'objet, usant de la formule « un objet sans l'objet » -, de même nous avons accordé beaucoup à l'image (une présentation minimalisée et essentielisée, c'est pourquoi il y a plus en elle que dans la chose même). Il convient de différencier les perspectives et les analyser ; par là même, nous sauverons les objets de leur pauvreté. En tout cas l'argent va s'en charger. (L'Argent..., p. 34).

composition et l'origine de chaque chose ou cause, de quoi elle fait usage et dans quels usages elle entre, de mettre leur renouvelabilité (l'occurrence d'un produit ou celle d'une maladie) en rapport avec toutes sortes de facteurs. Si l'argent, le profit, n'intervenaient pas, nous serions capables d'en disposer et de les reproduire encore plus sûrement, en fonction non plus du prix auquel il faut les vendre mais d'une opportunité sociale et écologique dont le calcul peut se faire aussi objectif que possible et l'expérience lancée et arrêtée sans que tout un bassin d'usages doive en pâtir, sans devoir prendre en compte la susceptibilité des actionnaires ni les luttes de pouvoir.

Ces capacités que nous avons, le travail du philosophe, de l'économiste, du sociologue, du politique, n'est-il pas d'aider à les sortir de leur gangue monétaire ? Labourer les faits n'a jamais empêché d'anticiper sur d'autres usages ? François Dagognet d'ailleurs n'en a pas honte ! Par exemple, dans *l'Argent* p. 132.

Exorde :

Nul ne peut douter de ce qu'on tient pour « le dieu de la guerre » ou encore le nerf de la guerre ; il a rendu possible le capitalisme financier, et à partir de lui, l'industriel, bien que fondé sur un volcan. [...] Sans cet argent nous ne pouvons rien, il équivaut à la puissance : grâce à lui nous nous emparons de ce que nous souhaitons. Il va jusqu'à mordre sur le champ du psycho social (on achète une étude, voire une clientèle[...]).

Suivent déclarations, conseils et objurgations.

Le philosophe se doit de combattre une telle puissance qui finit par briser la communauté. A défaut d'un mouvement en faveur de la générosité (on ne saurait se satisfaire d'un donnant-donnant), nous avons déjà préconisé l'abolition de l'héritage (un bien reçu et que rien ne justifie). Nous n'avons cessé de louer le partage, et surtout de demander l'augmentation de l'impôt ; plus celui-ci s'élève, mieux il devrait servir à atténuer la misère ; faute

de travailler à instaurer « la fraternité », qu'au moins on nous assure un peu plus d'égalité.

Pourquoi pas. Mais comment réaliser toutes ces bonnes choses dans un économie commandée par les profits monétaires, et dans laquelle, pour atténuer la misère matérielle il faut fermer les yeux sur ce qui la provoque : l'obligation, pour tout entrepreneur, entrepreneur en produits concrets ou spéculatifs, d'opérer des profits monétaires qui financent (sans laisser d'odeur) la redistribution d'Etat sous forme de taxes et d'impôts ?

Ce que François Dagognet ci-dessus demande, nul n'a besoin d'être philosophe pour le demander. L'économiste, l'écologiste, le politique le demandent aussi. Ils le demandent en tant qu'honnêtes gens orientés par la conscience du bien commun, le désir de bien faire, d'éviter les frictions, de gâcher. Mais leur honnêteté se fourvoie. Les faits sur laquelle elle était jusqu'ici fondée, les faits qui fondaient la croyance que le Progrès scientifique et social marchait main dans la main avec les profits monétaires (qui récompensent l'audace, le travail, le mérite, autorisent les investissements utiles, etc.), ces faits-là ont été absorbés par d'autres, qui ont modifié du tout au tout la notion même de profit monétaire.

Qui n'a lu ou entendu dire que les profits monétaires ne dépendaient plus des produits et services de l'économie « réelle » que pour un petit cinquième et que ce petit cinquième était lui-même commandé par la spéculation ? Pourquoi ce fait-là reste-t-il dans les limbes ? Les profits ne sont plus ceux que vous croyez ! Quant aux échanges, les échanges réels, ils se font de plus en plus exclusivement à partir d'une informatisation (les codes-barres) dont la capacité de singulariser les choses, les ressources, pourrait déjà dispenser de prendre en compte leur prix (un circuit de moins - quelle économie !) Face à ces nouveaux faits la croyance durable des philosophes, économistes, écologistes, dans l'Argent « malgré tout », n'est pas contre-productive au seul plan du bien commun (elle prolonge le mal commun). Elle l'est aussi au strict plan de la recherche dont ils font métier.

*

Les *Réflexions sur la Mesure* chahutaient nos méninges en prenant pour objet de référence l'imagerie médicale : *La mesure finit par ignorer ou dissoudre la chose, elle ne prend en compte que l'enveloppe, elle l'expose dans un système qui noie les écarts... La philosophie tend à valoriser la chose en elle-même et pour elle-même. Elle la restreint à quelques éléments comparatifs. La substance ne peut qu'y perdre sa spécificité. Chaque corps doit être conçu dans sa singularité, avec ses propres nuances...*

Après les *Réflexions sur la mesure*
enrichies par l'arrivée
de l'imagerie médicale, pourquoi pas
des « Réflexions sur l'économie »
qui prendraient en compte
l'informatisation des ressources ?
L'argent étant aux codes-barres
ce que le stéthoscope
est à l'imagerie médicale...

Ce qu'apporta le stéthoscope est aujourd'hui dépassé par « l'imagerie médicale ». Ce qu'apporta l'évaluation monétaire est dépassé par « l'imagerie informatique », capable de rendre compte à tout moment et en temps réel de la quantité, la nature, l'origine des produits et services disponibles. Pour échanger, pour que l'usage que nous faisons de la planète soit soutenable, l'informatisation des données offre des « images » autrement plus complexes et contrôlables que par des prix dont la justesse ne se fera jamais qu'approchée et toute spéculative (ils sont spéculatifs par essence).

Ces deux nouvelles « imageries » iront sans cesse s'affinant, toujours plus spécifiques et nuancées, toujours plus singulière et *objetive* (sans *c*) Il faudra bien sûr encore et toujours les interpréter. Mais à cette interprétation contribuent déjà plein de nouvelles images du même cru, qui changent la notion même d'image. Des images qui font et

feront à l'avenir de nos « images » plus que jamais des rapports, des croisements d'usages, où, dès qu'il s'y introduit, l'argent modifie du tout au tout le terrain, et voyez, constatez ! Car ce terrain, il ne le modifie pas n'importe comment.

Il le modifie en le *dématerielisant* !

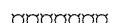
L'argent vise dans tout objet une idée à la Platon, plus « vrai » sous forme de billets de banque, par essence échangeables, après recours à un « tiers » numérique qui l'exclut de ce qu'il a de propre, que sous sa forme *objet*, par essence singulier !

Ceci compris... En finir avec les généralités, les concepts qui s'entrechoquent à vide... - oui !

Rematérialiser ce que privilégie le discours, rematérialiser les décisions sans les couvrir par des généralités lointaines, rematérialiser la philosophie, la démocratie, oh oui !

Mais on ne le fera sérieusement qu'à condition d'abolir l'argent.

Voilà me semble-t-il ce que François Dagognet est sans doute, de tous les philosophes, le mieux placé pour penser, à partir d'un fait, très ancien, qu'il ne manque d'ailleurs pas d'évoquer : car les hommes n'ont pas attendu la monnaie pour accorder du prix aux choses. Et de cet autre, tout récent, qu'il n'a pas, pas plus que la quasi totalité de nos contemporains encore pris en compte, et qui veut que nous disposons déjà de tout l'équipement nécessaire pour nous passer d'argent.



Ce qui précède invite à lire l'ouvrage mais ne réussit nulle part à glisser que s'il n'y en avait qu'un seul à lire sur l'Argent il faudrait lire celui-là, qui, en si peu de pages, remet en chantier l'ensemble des questions posées par l'usage de l'argent. C'est en partie ce qui explique que je n'ai pu focaliser sur ce seul ouvrage : j'avais en tête les précédents ouvrages de François Dagognet, et tout particulièrement ses Réflexions sur la mesure.

J'ai bien signalé que l'Argent était un jalon de plus sur le chemin d'une pensée de l'objet mais n'avais pas la place pour débattre de l'objetologie, à laquelle le nom de François Dagognet sera par la suite attaché, comme celui de médiologie à celui de Régis Debray et celui d'usologie à PROSPER. Dans un prochain cahier ?

Bon : lisez l'Argent, préparez-vous à être « dérouté ». Et si vous n'avez encore jamais lu « du » François Dagognet, vous « en » trouverez dans toutes les bibliothèques de prêt. François Dagognet ne fait certes pas autant de bruit dans les médias que Zizek, Sloterdijk, Ferry ou Lévy, mais cela n'empêche qu'il y a autour de lui une véritable école, et qu'on commence même à lui consacrer des ouvrages⁽⁹⁾.

Ci-après, quelques « bulles » qui gonflaient inutilement le texte, mais ont aidé à l'écrire. Exercice de récupération, avant un dernier compte-rendu et...

⁽⁹⁾ Ex. : sous la direction de D. Parocchia : François Dagognet, un nouvel encyclopédiste ? (Champ Vallon 2011). Sur le Web, tapez son patronyme, vous serez amplement servi et pourrez même l'entendre.

en forme de rappel

Rares aujourd’hui sont ceux qui, au moment du passage d’un article en caisse, savent que le petit « bip » qu’ils entendent signale l’activation de deux circuits, celui des prix et celui du renouvellement des produits sur les rayons. Encore plus rares les mauvais esprits qui, ayant appris la chose, imagineront ce qui se passerait si le circuit des prix, celui de l’échange monétaire, tombait en panne.

Si ce circuit des prix tombait en panne, l’autre continuerait de prévenir le fournisseur, qui répercuterait la demande sur ses propres fournisseurs. La chaîne du renouvellement ne s’interromprait qu’à partir du moment où les matières premières et les sources d’énergie, les travailleurs ne pourraient plus fournir.

Et si le circuit de l’argent donnait lieu à des « bogues » si fréquents et perturbateurs qu’on décide de s’en passer ?

Car si on s’en passait ? L’entrepreneur ne devrait plus attendre les retours sur investissements ? Il ne devrait pas avoir fait de profits suffisants pour rembourser ses créanciers ? Il ne chercherait pas dans les profits monétaires la preuve que ce qu’il entreprend a de la valeur (la valeur d’usage).

Il pourrait faire uniquement et honnêtement son cœur de métier, faire des choses et non plus... des prix, des prix dont la justesse et les ruses à la 9,95 dépendent de la concurrence, en d’autres termes de la guerre économique ? Vive la solidarité ?

jusqu'à l'aube où...

Reprenez. A supposer que votre attention ait été un jour retenue par le bip-bip du passage en caisse, sans doute aurez-vous constaté qu'il était déclenché par les codes-barres. Vous aurez plaint la caissière qui l'entendait à longueur de journée mais ne serez pas allé jusqu'à chercher ce qui se passait dans la machine. Si même, vous en étant informé, vous avez, dans l'impatience d'une file d'attente, imaginé une panne du circuit des prix, rien ne vous aura obligé à envisager ses conséquences positives - économiques, politiques, démocratiques ou philosophiques. Enfin, à supposer que beaucoup entendent parler de l'hypothèse de cette mise en panne et se disent, dans leur for intérieur ou tout haut, entre la poire et le fromage, que ce serait bien si..., rien non plus là encore ne les obligeraient à envisager sa mise en ondes pratiques et hautement politiques.

PROSPER en parle... Rien ne prouve qu'en parler aura quelque conséquence que ce soit, mais rien ne prouve non plus qu'en parler, même « pour rire » n'indue à opérer le basculement qui changera le régime. Sans doute a-t-on aussi beaucoup ri quand le bouche à oreille transmet que certains fous (la preuve : ils risquaient le bûcher) allaient pensant que la terre tournait sur elle-même et autour du Soleil ou qu'on pourrait se déplacer dans le ciel autrement qu'en ballon, avec des engins « plus lourds que l'air ». Jusqu'à l'aube où...

« qui veut que... »

...la pression des faits, leur convergence, une certaine familiarisation avec eux, « voulurent » que... En matière-immatière d'argent, n'arrivera-t-il pas un moment où le basculement deviendra plausible ? Voire nécessaire ? Une nécessité du même genre que celle qui a « voulu » que la chirurgie passe par l'anesthésie, l'éducation par l'école gratuite, la contraception par la pilule, la communication par le télégraphe, le téléphone, les ondes...

Qu'est-ce qui décidera de ce basculement ? On ne le saura qu'après qu'il aura eu lieu. L'histoire est riche en basculements de ce genre. Mais le récit qu'on en fait, chaque fois, montre qu'il a été préparé. On invoque alors les progrès des maths, des connaissances, l'évolution des mentalités, des rencontres fortuites, la formation de groupes, et même des oppositions farouches au changement, qui furent souvent plus décisives que la passion, pacifiste dans son fonds, de ceux qui, la bouche en cœur, allaient proposant... En fait on ne sait pas trop... et ça pourrait bien arriver aussi avec l'abolition de l'argent.

trancher le nœud

Je fais souvent référence au Nœud gordien, que personne ne pouvait dénouer et qu'Alexandre le Grand, invité à le faire, trancha d'un coup d'épée.

La philosophie de ce nœud (un défi) et celle de le trancher (autre défi) dégagerait au moins deux constantes :

1. poser les usages, les institutions qui nous environnent comme indénouables et les justifier par leur in-dé-nou-a-bi-li-té, 2., soudains refus de cette logique, qui ont eux aussi leur logique (survivre à « l'ordre » établi).

La philosophie du nœud gordien ne manquera pas de « dérouter » : elle devra en effet assumer des réponses qui ne firent « historiquement » de bonnes réponses que pour avoir disjoncté des conditions imposées. Et ne manquera pas d'illustrer le déroutant regard du philosophe quand il naît du dedans même de ce qu'il « voit » et de ce fait tend (je n'ai pas dit oblige) à le conserver.

les limites d'un remue-ménages

*« Déroutante » elle aussi pourrait être qualifiée l'expérience rapportée dans **La paix indésirable ? Rapport sur l'utilité des guerres**, préfacé par J.K. Galbraith (Calmann-Lévy - 1967;1984). Elle fut conduite aux Etats-Unis dans les années 60-70 par un groupe qui se réunissait en secret pour envisager ce que l'économie mondiale deviendrait si la guerre était abolie.*

Il mit donc en observation ce dont « la guerre » fait usage et l'environnement d'usages qui reconduisent sa psychologie, sa politique, son économie. Il en dégagea un certain nombre de « nécessités », et chercha de quoi d'autre ces nécessités pourraient faire usage sans en faire... de la guerre.

Ces nécessités s'ordonnaient sur un axe au sommet duquel on trouvait celle de tenir les peuples dans un certain état d'insécurité ou de tension, et à la base de quoi les occuper à se prémunir de ces nouveaux dangers (rentabiliser la peur).

Parmi les « solutions » proposées on trouva : inquiéter les foules sur des sujets tels que les météorites, l'invasion d'autres planètes, les menaces écologiques (tiens donc... ?). Ce qui n'était guère convaincant et l'étude conclut à la pertinence, en tout cas sur le long terme, de l'économie de guerre.

Les grosses têtes qui l'avaient conduite n'avaient oublié (??) qu'une chose : interroger la nécessité de faire des profits monétaires. Les « nécessités » recensées avaient donc été envisagées, en toute innocence et simplicité, dans le cadre d'une économie définitivement placée sous le régime de « la croissance » (pour parler comme aujourd'hui) et d'une guerre économique qu'on ne peut bien évidemment qualifier de guerre qu'au prix, comme vous savez, d'un grave abus de langage...

Bien d'autres ouvrages d'anticipation ou semi-anticipation ont depuis paru, où se sont notamment illustrés Jacques Attali et Jeremy Rifkin.

Tous font preuve d'esprit critique à l'endroit du capitalisme. Aucun n'abandonne le paradigme de l'argent et des profits monétaires.

Mais voici, dans un tout autre genre...

D'un retournement, l'autre : comédie sérieuse (Seuil 2011)

...de Frédéric Lordon, qui, pour mieux dire « la chose » nous l'a écrite en vers. De braves alexandrins qui obligent à des détours connus pour mûrir la pensée (la poésie ?) du versificateur et flatter la culture du lectorat. Ma tête de fourmi y a repéré moult tirades à réciter aux terrasses de cafés. Les piécettes reçues paieront mes menus frais de SDF quand la prochaine bulle sera venue !

La pièce est composée avec une excellence qui saisit le réel et néanmoins balance d'authentiques bouffons dont nous tairons le nom (l'auteur

montre l'exemple et n'en crache que plus rond !). Son message pourtant n'apporte rien de neuf à ce qui déjà pend aux oreilles du bœuf, qui en recevra d'autres et sans aucun frisson : la bête dort debout, chie sur tout sans façons...

Aux oreilles de la bête Frédéric Lordon avait déjà accroché **La Crise de trop** (Fayard, 2009) et **Capitalisme, désir et servitude** (La Fabrique, 2010) dont le titre même induisait à se demander si tant d'ouvrages consacrés au sujet, leur frappe entêtée, le travail qu'ils exigent et jusqu'au plaisir

qu'ils provoquent, ne participent pas du désir de servitude ?

Frédéric Lordon se la posera j'espère un jour, comme se la posa, j'imagine, Jacques Duboin (1878-1976) quand, après la crise de 29, il eut publié, à la manière des *Lettres Persanes* de Montesquieu, un pamphlet décapant : *Kou l'Ahuri* (1935), témoignage d'un jeune Asiatique qui parcourt la France et découvre qu'avoir de tout plus qu'en suffisance engendre la misère. Duboin y raille les conseils des grands Diafoirus de l'économie, s'indigne avant l'heure et tout à coup ? Il en a jusqu'au cou et, tirant parti des travaux d'un *think tank* du début des années 30 (Rodrigues, Valois, Alexandre Marc, Joseph Dubois), il passe à la phase constructive et fonde *La Grande Relève* (Oct. 35).

Les compagnons du groupe de réflexion ayant disparu pendant la guerre, le nom de Duboin reste seul attaché à « l'économie distributive », où l'accès aux fruits du travail n'est plus conditionné par des profits monétaires qu'il faut commencer par faire pour les redistribuer en intérêts, dividendes, taxes, impôts, salaires... La monnaie est émise sans intérêts, elle ne peut s'accumuler. Elle est donc anti-capitaliste par construction. Que dites-vous de ce retourment-là, M. Lordon ?

PROSPER depuis 2000 l'a repris en charge et s'emploie à montrer que nul n'a le droit de se dire anticapitaliste s'il n'a la volonté d'abolir les profits monétaires. L'économie distributive « historique », promue par Duboin, les abolissait par le biais de sa monnaie non théaurisable. **PROSPER** abolit la monnaie.

L'accueil qu'il reçoit est de plus en plus favorable. Mais suffit-il d'être convaincu de l'intérêt de la chose pour la mettre en ondes politiques ? Grave problème... que le post-scriptum *D'un retourment l'autre* justement aborde !

Frédéric Lordon y cite d'entrée Spinoza, qui reconnaissait (*froidement*, dit-il) l'impossibilité des conversions purement intellectuelles « sauf à être soutenues d'affects qui seuls peuvent les doter de force ». A titre encore tout formel, la théâtralisation est donc un premier pas dans ce sens. *Kou* allait dans le même⁽⁵⁾, et les romans qui ont décrit le distributisme, de *100 Ans après*, d'Edward Bellamy (1888) et des *Nouvelles de nulle part* de William Morris (1891), jusqu'à nos jours.

A la fin d'*Un retourment...* on entend des bruits d'émeute. Ils mettront en joie le public, qui applaudira la terreur des comédiens incarnant le Président et les Financiers. Le théâtre du Printemps arabe fait plaisir aussi ! Et voilà que les Européens, que le spectacle des tyrans passant à la

trappe n'a pas manqué d'« affecter », chassent à leur tour (en y mettant les formes démocratiques, bien sûr !) toutes les équipes au pouvoir.

Le spectacle arabe a-t-il suffi à les y décider ? Le chômage, le recul du service public, la démolition des acquis sociaux, ne les a-t-il pas affectés bien davantage, tout concrètement ? C'est plus que probable. Mais ces retournements achevés, là-bas comme ici, ils se concluent... ? Par l'élection de copies d'anciens, collés à la croissance des profits monétaires, encore et toujours soumis aux oukases des agences de notation. Par un pas de plus dans la démocratie bancaire.

Imaginez, M. Lordon, que les peuples, affectés dans leurs derniers retranchements par ces agences le soient aussi par l'idée de couper le circuit des prix activé par les codes-barres quand les articles passent en caisse ? Resterait celui, qui seul importe, du renouvellement des articles, bien mieux assuré de cette façon que par la spéculation et la concurrence !

Ce n'est encore qu'une idée ? Faites l'essai : faites remarquer au premier venu la masse de ressources matérielles et humaines interdites d'emploi parce que leur emploi ne fait pas assez de profits. Oh ?? Mais il le SAIT !! Remonteront à la surface plein d'affects (quel gâchis... pas juste !), une immense générosité potentielle dispersée dans les boutiques libérales, socialistes, de la gauche de la gauche, de l'écologie, des libertaires et j'en passe, vaste jachère politique abandonnée à la dénonciation vertueuse des abus et à des réformes à la petite saison.

Les affects politiques eux aussi SONT LÀ. Ils peuvent se retourner du jour au lendemain en faveur d'une économie uniquement fondée sur les ressources, servie par l'informatisation des données. Celle-ci est faisable dans les plus courts délais. Elle n'a pas besoin de bac plus quatre pour être comprise. Elle est à portée de manif et seule capable de faire autre chose que d'envoyer une fois de plus les peuples au casse-pipe et casse-tout, histoire de les calmer un peu avant de retourner aux urnes chauffer la prochaine crise.

Elle commencera par un coup de cœur.
Comme quand on bondit (et non « tombe ») amoureux.

Et si l'esquisse qui suit le provoquait ?

*Elle prolonge l'argumentaire de la p. 26
Elle a déjà été communiquée à... beaucoup de monde.*

Vous la trouverez sur prosperdis.org d'où vous pourrez l'envoyer par courriel.

⁽⁵⁾ L'ouvrage a été transcrit par une troupe belge.

ESQUISSE

d'un programme de recherches à partir de l'hypothèse d'une économie sans monnaie

- La gestion des stocks et des échanges sous forme informatique permet aujourd'hui de savoir partout en temps réel où et en quelles quantités on peut disposer (à l'exemple des places de train) des matériaux, énergie, transports, outillages et ressources humaines.

Etudes => *Pertes d'informations du fait de leur dispersion / Informations tenues secrètes / Libérer la vocation des banques de l'usage de l'argent / Critères de prise en compte des données locales / L'accès aux données / Comment utiliser l'informatique non plus seulement pour informer de la disponibilité des choses et de leur localisation mais d'usages potentiels / Calcul des seuils de renouvelabilité.*

De la concurrence à la solidarité / De l'informatisation des données à la création assistée : prise en compte des expériences passées et en cours, à des fins de comparaison et d'évitement d'erreurs /

- En abolissant la monnaie et ses contraintes (crédit, intérêts, rentabilité, concurrence), les entrepreneurs peuvent se consacrer entièrement à leur cœur de métier (produire utile, sain, durable et beau) et revaloriser les ressources locales « oubliées ». Les rapports sociaux et environnementaux en sont pacifiés.

=> *Quand l'« utilité » des prix (profits) l'emporte sur celle des choses / Conditions posées pour obtenir un crédit / L'obsolescence programmée / La contre-productivité démocratique, psychologique, matérielle, écologique, induite par le salariat, les hiérarchies, les dépôts de brevets, la rentabilité en général / L'éducation filtrée en fonction de la hauteur des revenus qu'elle promet / Rapports entre « la croissance » (des profits monétaires) et ses retombées sociales, internationales, environnementales.*

- Si les profits monétaires ne commandent plus les opportunités d'usage, le renouvellement des ressources devient objectif et solidaire. Lancer ou abandonner une recherche perdent leur caractère tragique (de la concentration des atouts, de la survie attendue par « la mise en argent », aux friches industrielles et déserts environnementaux).

=> *De l'expérience contrainte par les bilans monétaires à l'expérience contrôlée par ses retombées sociales et environnementales. / Changements dans l'esprit d'entreprise, les capacités d'initiative, la gestion des projets / La délégation de pouvoir est-elle compatible avec une expérimentation en temps réel ? La conjonction des espérances portées par le libéralisme, le socialisme, l'écologie, l'anarchisme.*

- La monnaie étant abolie, comment les usagers ont-ils accès au fruit de leur travail ?

=> *Distinguer différents « champs d'accès » : 1. réglés localement par don et contre-don (qui n'excluent pas de prévoir), 2. exigeant des prévisions sur des aires de plus grande étendue / Incidences d'un accès sans argent sur la durée de participation à la production collective / Incidences sur la demande / Incidences sur la polyvalence et la spécialisation des formations / Les nouvelles conditions d'accès aux fruits du travail visent à régler la production sur la consommation, non à prescrire des limites à la consommation individuelle / Libération du bricolage intellectuel et manuel.*

- Le passage à une économie sans monnaie suscite des résistances. Comment les lever ?

=> *L'obstacle supposé de « la nature humaine », étayé par l'actuel usage de l'argent / Les aléas de la condition monétaire menacent aussi les riches / Qui est le mieux informé des causes de ses méfaits ? / Pour une révolution sans perdants / L'économie monétaire est une économie de guerre / L'économie fondée sur les ressources est une école de solidarité / Fin de la solidarité de rattrapage (qui entretient les handicaps et les positions dominantes). / Abolir la monnaie favorise sans prêches inutiles la non-violence, l'esprit de don, l'inventivité / Nouvelles formes de compétition et de reconnaissance. / Au-delà de la rareté et de la surabondance(l'« illimitation ») . / Pour un autre usage de la prochaine crise.*

Comment participer et faire partager les perspectives ici esquissées ?

- En exposant en toute neutralité les principes de cette recherche, dans n'importe quel cadre scolaire, universitaire, médiatique, pour mieux faire comprendre les contraintes de fonctionnement du modèle actuel.
- Les moyens préjugent de la fin : celle-ci étant une société réconciliée, l'hypothèse avancée doit être portée à la connaissance et la participation de tous. Une charte suivra, garantissant l'anonymat et certaines dérives prévisibles (injures, dénégation a priori de la faisabilité, etc.).
- En choisissant un des sujets d'études ci-dessus ou en écrivant à **PROSPER** ou **prosperdis.org** pour en proposer d'autres. Symposium suivra.

PROSPER

23

Pour une économie sans monnaie

- 3. La guerre du budget
- 6. Un budget sans argent
- 10. ***De l'achat à l'accès***, une application générale modérée par le proche en proche. Retour sur la mondialisation. Retour sur l'usologisation (12). Mise en ondes politiques (13).
- 14. **UNE DEMOCRATIE SANS MONNAIE**
Application aux banques
- 25. ***L'argent et après ?*** (affiche/tract)
- 26. ***Les décisions prises à la majorité*** du poison dans l'expérience
- 28. **Argumentaire pour une économie fondée sur les ressources**

USOLOGIE

- 29. **Pour la maîtrise de leurs usages par les usagers**, suite.
- 31. **L'USOLOGIE, DU DICTIONNAIRE A LA METHODE**
La réduction usologique. Usologie des faits.
- 35. Le talisman de l'Usologie... (dessin)
- 36. **Manifeste usologique** : quatre fragments.
- 38. **La Méthode « U » illustrée**. Le fabricant d'outillage.
- 40. **Exercez-vous !** Choisir l'angle. Intérêt heuristique de la méthode (42). Pacification. Prévention de dérives essentialistes (44). Principe d'action (45).
- 48. **Usologie de Dieu** (nouvelle version)

SIGNALS ET BALISES

L'argent, succès de librairie ! p. 52 : Abelsohn et Sanders : **Désobéir à l'argent** ;
p. 54 : François Dagognet : **l'Argent, philosophie déroutante de la monnaie** ;
p. 61 : Frédéric Lordon : **D'un retournement l'autre**.

p.63 :

ESQUISSE **d'un programme de recherches** **à partir de l'hypothèse d'une économie sans monnaie**

PROSPER

Les Salles, 30570 - VALLERAUGUE
responsable de la publication : Jean-Paul Lambert
ISSN : 1621-5540
Courriel : prosper.dis@wanadoo.fr
WWW : prosperdis.org

6 €